



Believe in *People*



RAPPORT
ANNUEL D'ACTIVITÉS 2014
DU GROUPE PPE
AU PARLEMENT EUROPÉEN



Table des matières

Table des matières

Préface du Président, Manfred Weber	06
1 Le Groupe PPE.....	08
1. La structure du Groupe.....	09
2. Notre méthode de travail.....	09
3. Description.....	10
➤ Présidence du Groupe PPE.....	12
➤ Chefs des délégations nationales du Groupe PPE.....	14
➤ Vice-présidents et Questeurs du Parlement, appartenant au Groupe PPE.....	18
➤ Présidents de commissions parlementaires, appartenant au Groupe PPE.....	19
➤ Coordinateurs au sein des commissions parlementaires, appartenant au Groupe PPE.....	20
➤ Présidents des assemblées parlementaires paritaires de l'UE, des commissions parlementaires mixtes et des délégations interparlementaires, appartenant au Groupe PPE.....	23
4. Le Président (PPE) du Conseil européen.....	25
5. Membres (PPE) de la Commission européenne.....	25
6. Les 219 députés du Groupe PPE.....	26
7. Management du Secrétariat du Groupe PPE.....	29

2	Réunions et événements extérieurs.....	30
	➤ Auditions et conférences.....	51
3	Service Travaux parlementaires.....	62
	➤ Groupe de travail permanent «Économie et Environnement».....	65
	➤ Groupe de travail permanent «Affaires juridiques et intérieures».....	71
	➤ Groupe de travail permanent «Budget et politiques structurelles».....	77
4	Service Politiques extérieures, commissions et délégations.....	80
	➤ Groupe de travail permanent «Affaires étrangères».....	82
	➤ Délégations interparlementaires.....	87

5	Service Relations avec les Parlements nationaux.....	96
6	Service Politique méditerranéenne et activités interculturelles.....	108
7	Service Presse et Communications.....	124
8	Le Parti Populaire Européen (PPE).....	132



1 2 3 4 5 6 7 8

Préface du Président, Manfred Weber

Préface du Président, Manfred Weber

2014 a été une année très riche pour le Groupe PPE. Notre Groupe a été le vainqueur incontestable des élections européennes de mai dernier et, une fois de plus, nous sommes la première force politique du Parlement européen.

Tout au long de la dernière période législative, le Groupe PPE a été l'image même du sérieux et des réformes, en s'engageant résolument tant au niveau national qu'eupéen afin de surmonter l'actuelle crise économique et financière. Les gouvernements grec, chypriote, espagnol, portugais et irlandais, tous dirigés par le PPE, prouvent que le travail finit toujours par porter ses fruits. L'Espagne, l'Irlande et le Portugal ont fait leur retour sur les marchés financiers. Quant à la Grèce et Chypre, ils ont réalisé des progrès considérables. Au sein du Parlement européen, nous avons travaillé sans relâche en vue de renforcer le système de gouvernance économique, de réguler les marchés financiers et de mettre en place le cadre adéquat pour aider les entreprises à créer des emplois.

À l'issue des élections, notre candidat PPE, Jean-Claude Juncker, a bénéficié d'un large soutien en tant que Président de la Commission européenne. La Commission Juncker est pensée pour les citoyens; elle présente en effet un programme ambitieux destiné à relancer la croissance en Europe tout en respectant le principe de subsidiarité et en réduisant les formalités administratives. Le Groupe PPE veillera à ce que ses politiques soient mises en avant en étroite collaboration avec la Commission. Je suis tout aussi fier que le PPE ait réussi à obtenir la présidence du Conseil européen et me réjouis de travailler avec notre ami, Donald Tusk.

2015 sera une année de dur labeur. Nous sommes prêts à relever le défi et à fournir des résultats, en stimulant la croissance et l'emploi, en faisant de notre continent un lieu plus sûr et en nous assurant que l'Europe s'exprime d'une seule voix sur la scène internationale.

La crise économique et financière, l'instabilité qui règne aux portes de l'Europe, sans oublier le dixième anniversaire de l'élargissement de 2004 – un événement qui a permis de surmonter les divisions héritées de la guerre froide –, sont autant de facteurs qui nous rappellent une leçon essentielle: l'union fait la force. Cette devise oriente les actions du Groupe PPE et continuera d'être le ciment de notre travail.

Manfred Weber
Président du Groupe PPE au Parlement européen



Le Groupe PPE

1 Le Groupe PPE

Constitué le 23 juin 1953 en tant que groupe démocrate-chrétien au sein de l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le Groupe a choisi le nom de «Groupe du Parti Populaire Européen» (Groupe Démocrate-Chrétien) en juillet 1979, juste après la première élection du Parlement européen au suffrage direct, et le nom de «Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) et des Démocrates Européens» en juillet 1999. Après les élections européennes de 2009, le Groupe a retrouvé ses racines et son nom de «Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens)». Il a toujours joué un rôle de premier plan dans la construction de l'Europe.

1. La structure du Groupe Réunion constitutive du Groupe PPE – 1er juillet 2014

Le Président du Groupe PPE est Manfred Weber, député au Parlement européen. Il préside les organes directeurs du Groupe et parle au nom du Groupe lors des principaux débats en séance plénière du Parlement européen.

Il est assisté dans sa tâche par les coordinateurs du Groupe dans chaque commission parlementaire du Parlement européen et par les Chefs des délégations nationales représentées au sein du Groupe.

Les besoins opérationnels du Groupe sont assurés par le Secrétariat du Groupe, qui fournit un soutien politique et organisationnel.

Le Groupe dirige son propre think tank -le **Réseau Européen d'Idées**- qui rassemble des leaders d'opinion du monde de la politique, des affaires, du milieu universitaire et de la société civile à travers l'Europe, pour discuter des enjeux politiques majeurs auxquels l'Union européenne est confrontée.

2. Notre méthode de travail

Le Groupe du Parti Populaire Européen (Groupe PPE) est le plus grand Groupe du Parlement européen avec **219 membres**.

Il rassemble des forces politiques pro-européennes de centre et de centre-droit des États membres de l'Union européenne. La plupart des partis représentés au sein du Groupe PPE sont également membres du **Parti Populaire Européen**. Le PPE a été le tout premier parti politique transnational constitué au niveau européen. Il bénéficie de la plus forte représentation au sein du Conseil de l'Union européenne. Les partis du PPE se sont rassemblés pour faire avancer l'objectif d'une Europe plus compétitive et plus démocratique, plus proche des citoyens et fondée sur une économie sociale de marché.

En sa qualité de principal Groupe du Parlement, où les partis non socialistes disposent désormais d'une nette majorité, le Groupe PPE a un poids supérieur à celui de tout autre Groupe, ce qui lui permet de peser sur le programme politique de cette institution et de remporter les votes les plus décisifs. Nous en voulons pour preuve que depuis 1999, le Groupe PPE a plus souvent fait partie de la majorité que tout autre Groupe lors des votes organisés pendant les séances plénières mensuelles du Parlement européen. La force du nombre a également permis aux membres du Groupe PPE d'occuper des positions clés au sein du Parlement -notamment 6 postes de **Vice-présidence**, la **Présidence** de 8 des 22 commissions ou sous-commissions que compte le Parlement, et 2 des 5 postes de **Questeur**. Au sein des **commissions parlementaires**, les membres du Groupe PPE sont les mieux placés pour se charger d'élaborer les positions du Parlement sur les principaux aspects des propositions législatives et d'autres rapports importants: le nombre de rapporteurs du Groupe PPE chargés des thèmes importants est plus élevé que celui des autres groupes.

Composition: le Parlement compte **751 membres** qui représentent près de 500 millions d'Européens.

3. Description

Avec ses 219 membres, le Groupe PPE est de loin le plus grand Groupe politique du Parlement européen.

Il est composé des membres suivants:

 34 Membres d'Allemagne	 5 Membres des Pays-Bas
 23 Membres de Pologne	 5 Membres de Slovénie
 20 Membres de France	 4 Membres de Belgique
 17 Membres d'Espagne	 4 Membres d'Irlande
 17 Membres d'Italie	 4 Membres de Lettonie
 13 Membres de Roumanie	 4 Membres de Suède
 12 Membres de Hongrie	 3 Membres de Malte
 7 Membres de Bulgarie	 3 Membres du Luxembourg
 7 Membres République Tchèque	 3 Membres de Finlande
 7 Membres du Portugal	 2 Membres de Chypre
 6 Membres de Slovaquie	 2 Membres de Lituanie
 5 Membres de Grèce	 1 Membre du Danemark
 5 Membres d'Autriche	 1 Membre d'Estonie
 5 Membres de Croatie	

Présidence

La Présidence du Groupe se compose du Président et de dix Vice-présidents. Les membres de la Présidence conviennent entre eux de la répartition du travail, y compris le Trésorier du Groupe et les Présidences des groupes de travail permanents, qui est portée à la connaissance du Groupe.

Bureau

Le Bureau, organe politique du Groupe, comprend:

- > La Présidence
- > Les Chefs des délégations nationales
- > Le Président et les Vice-présidents du Parlement (membres du Groupe)
- > Les Présidents des commissions parlementaires (membres du Groupe)
- > Les coordinateurs des commissions parlementaires (membres du Groupe)
- > Le Président et le Secrétaire général du Parti Populaire Européen s'ils sont députés au Parlement européen
- > Un membre coopté par tranche de 10 membres d'une même délégation nationale

Quatre groupes de travail permanents

Groupe de travail « Affaires étrangères »

- > Commission des affaires étrangères
- > Sous-commission «sécurité et défense»
- > Sous-commission «droits de l'homme»
- > Commission du développement
- > Commission du commerce international

Président: Jacek Saryusz-Wolski

Groupe de travail « Affaires juridiques et intérieures »

- > Commission des affaires juridiques
- > Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
- > Commission des affaires constitutionnelles
- > Commission des pétitions
- > Commission de la culture et de l'éducation
- > Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres

Président: Esteban González Pons

Groupe de travail « Économie et Environnement »

- > Commission des affaires économiques et monétaires
- > Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
- > Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs
- > Commission des transports et du tourisme
- > Commission de l'emploi et des affaires sociales
- > Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie

Présidente: Françoise Grossetête

Groupe de travail « Budget et Politiques structurelles »

- > Commission des budgets
- > Commission du contrôle budgétaire
- > Commission du développement régional
- > Commission de l'agriculture et du développement rural
- > Commission de la pêche

Président: Marian Jean Marinescu

Présidence du Groupe PPE



Manfred WEBER
Président



Lara COMI
Vice-présidente
Stratégie de communication
Stratégie en faveur de la jeunesse



Mariya GABRIEL
Vice-présidente
Union pour la Méditerranée
et Euromed



Esteban GONZÁLEZ PONS
Vice-président
Groupe de travail «Affaires
juridiques et intérieures»



Paulo RANGEL
Vice-président
EIN/L'avenir de l'Europe/Trésorier



Jacek SARYUSZ-WOLSKI
Vice-président
Groupe de travail «Affaires étrangères»



József SZÁJER
Vice-président
Travaux parlementaires

Présidence du Groupe PPE



Françoise GROSSETÊTE
Vice-présidente
Groupe de travail «Économie et
Environnement»



Sandra KALNIETE
Vice-présidente
Politique de voisinage et EURONEST
Valeurs européennes



Esther de LANGE
Vice-présidente
Relations avec les parlements
nationaux



Marian Jean MARINESCU
Vice-président
Groupe de travail «Budget et
politiques structurelles»

Chefs des délégations nationales du Groupe PPE

 République fédérale d'Allemagne (34 Membres)



Herbert REUL



Angelika NIEBLER

 Pologne (34 Membres)



Jan Marian OLBRYCHT



Andrzej GRZYB

 France (20 Membres)



Alain LAMASSOURE

 Italie (17 Membres)



Elisabetta GARDINI

 Espagne (17 Membres)



Lorenza CESA



Esteban GONZÁLEZ PONS

Chefs des délégations nationales du Groupe PPE

 Roumanie (14 Membres)



Theodor Dumitru STOIJAN



Adina-Ioana VĂLEAN

 Hongrie (12 Membres)



András GYÜRK

 Bulgarie (7 Membres)



Mariya GABRIEL

 République Tchèque (7 Membres)



Luděk NIEDERMAYER

 Portugal (7 Membres)



Paulo RANGEL

 Slovaquie (6 Membres)



Nuno MELO



Anna ZÁBORSKÁ

Chefs des délégations nationales du Groupe PPE

 **Autriche** (5 Membres)



Othmar KARAS

 **Croatie** (5 Membres)



Dubravka ŠUICA

 **Grèce** (5 Membres)



Manolis KEFALOGIANNIS

 **Pays-Bas** (5 Membres)



Esther de LANGE

 **Slovénie** (5 Membres)



Milan ZVER

 **Belgique** (4 Membres)



Ivo BELET

 **Irlande** (4 Membres)



Seán KELLY

 **Lettonie** (4 Membres)



Krišjānis KARIŅŠ

Chefs des délégations nationales du Groupe PPE

 **Suède** (4 Membres)



Gunnar HÖKMARK

 **Finlande** (3 Membres)



Sirpa PIETIKÄINEN

 **Luxembourg** (3 Membres)



Viviane REDING

 **Malte** (3 Membres)



David CASA

 **Chypre** (2 Membres)



Eleni THEOCHAROUS

 **Lituanie** (4 Membres)



Gabrielius LANDSBERGIS

 **Danemark** (1 Membre)



Bendt BENDTSEN

 **Estonie** (1 Membre)



Tunne KELAM

Vice-présidents et Questeurs du Parlement, appartenant au Groupe PPE



Antonio TAJANI
Vice-président (IT)



Mairead McGUINNESS
Vice-présidente (IE)



Rainer WIELAND
Vice-président (DE)



Ramón Luis VALCÁRCEL
Vice-président (ES)



Ildikó GÁLL-PELCZ
Vice-présidente (HU)



Adina-Iona VĂLEAN
Vice-présidente (RO)



Élisabeth MORIN-CHARTIER
Questrice (FR)



Andrey KOVATCHEV
Questeur (BG)

Présidents des commissions parlementaires, appartenant au Groupe PPE



Elmar BROK
Commission des affaires étrangères



Jerzy BUZEK
Commission de l'industrie, de la
recherche et de l'énergie



Alain CADEC
Commission de la pêche



Ingeborg GRÄBLE
Commission du contrôle budgétaire



Giovanni LA VIA
Commission de l'environnement,
de la santé publique et de
la sécurité alimentaire



Czesław Adam SIEKIERSKI
Commission de l'agriculture et
de développement rural



Pavel SVOBODA
Commission des affaires juridiques



Danuta Maria HÜBNER
Commission de la culture
et de l'éducation

Coordinateurs au sein des commissions parlementaires, appartenant au Groupe PPE



Cristian Dan PREDA
Commission des affaires étrangères



Michael GAHLER
Sous-commission «sécurité et défense»



Daniel CASPARY
Commission du commerce international



Petri SARVAMAA
Commission du contrôle budgétaire



Andrzej GRZYB
Sous-commission «droits de l'homme»



Davor Ivo STIER
Commission du développement



José Manuel FERNANDES
Commission des budgets



Burkhard BALZ
Commission des affaires économiques et monétaires

Coordinateurs au sein des commissions parlementaires, appartenant au Groupe PPE



David CASA
Commission de l'emploi et des affaires sociales



Krišjānis KARIŅŠ
Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie



Wim van de CAMP
Commission des transports et du tourisme



Albert DEB
Commission de l'agriculture et du développement rural



Peter LIESE
Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire



Andreas SCHWAB
Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs



Lambert van NISTELROOIJ
Commission du développement régional



Gabriel MATO
Commission de la pêche

Coordinateurs au sein des commissions parlementaires, appartenant au Groupe PPE



Sabine VERHEYEN
Commission de la culture et de l'éducation



Monika HOHLMEIER
Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures



Constance LE GRIP
Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres



Tadeusz ZWIEFKA
Commission des affaires juridiques



György SCHÖPFLIN
Commission des affaires constitutionnelles



Peter JAHR
Commission des pétitions

Présidents des assemblées parlementaires paritaires de l'UE, des commissions parlementaires mixtes et des délégations interparlementaires, appartenant au Groupe PPE



Manolis KEFALOGIANNIS
Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie



Alojz PETERLE
Délégation à la commission parlementaire mixte UE-ancienne République yougoslave de Macédoine



Teresa JIMÉNEZ-BECERRIL BARRIO
Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Mexique



Othmar KARAS
Délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Russie



Andrej PLENKOVIĆ
Délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Ukraine



Fulvio MARTUSCIELLO
Délégation pour les relations avec Israël



Michèle ALLIOT-MARIE
Délégation pour les relations avec la péninsule arabe



Janusz LEWANDOWSKI
Délégation pour les relations avec l'Iran

Présidents des assemblées parlementaires paritaires de l'UE, des commissions parlementaires mixtes et des délégations interparlementaires, appartenant au Groupe PPE



David McALLISTER

Délégation pour les relations avec les États-Unis



Werner LANGEN

Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)



Michael GAHLER

Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain



Luis de GRANDES PASCUAL

Délégation pour les relations avec la Communauté andine



Bogdan Andrzej ZDROJEWSKI

Délégation pour les relations avec le Bélarus



Paulo RANGEL

Délégation pour les relations avec la République fédérative du Brésil



Monica MACOVEI

Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Albanie



Eduard KUKAN

Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Serbie

4. Président (PPE) du Conseil européen

Donald Tusk

5. Membres (PPE) de la Commission européenne

Président

Jean-Claude Juncker

Président de la Commission européenne
Luxembourg (CSV)

Vice-présidents

Kristalina Georgieva

Budget et ressources humaines
Bulgarie (GERB)

Jyrki Katainen

Emploi, croissance, investissement et compétitivité
Finlande (Kokoomus)

Valdis Dombrovskis

Euro et dialogue social
Lettonie (Unity)

Membres

Günther Oettinger

Économie numérique et société numérique
Allemagne (CDU)

Marianne Thyssen

Emploi, affaires sociales, compétences et mobilité des travailleurs
Belgique (CD&V)

Johannes Hahn

Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement
Autriche (ÖVP)

Dimitris Avramopoulos

Migration, affaires intérieures et citoyenneté
Grèce (ND)

Elżbieta Bienkowska

Marché intérieur, Industrie, Entrepreneuriat et PME
Pologne (PO)

Miguel Arias Cañete

Action pour le climat et énergie;
Espagne (PP)

Tibor Navracsics

Éducation, culture, jeunesse et sport
Hongrie (Fidesz)

Carlos Moedas

Recherche, science et innovation
Portugal (PSD)

Phil Hogan

Agriculture et développement rural
Irlande (FG)

Christos Stylianides

Aide humanitaire et gestion des crises
Chypre (DISY)

6. Les 219 députés du Groupe PPE

Allemagne (34)

BALZ, Burkhard
BÖGE, Reimer
BROK, Elmar
CASPARY, Daniel
COLLIN-LANGEN, Birgit
DEß, Albert
EHLER, Christian
FERBER, Markus
FLORENZ, Karl-Heinz
GAHLER, Michael
GIESEKE, Jens
GRÄBLE, Ingeborg
HOHLMIEIER, Monika
JAHR, Peter
KOCH, Dieter-Lebrecht
KUHN, Werner
LANGEN, Werner
LIESE, Peter
LINS, Norbert
MANN, Thomas
McALLISTER, David
NIEBLER, Angelika
PIEPER, Markus
QUISTHOUDT-ROWOHL, Godelieve
REUL, Herbert
SCHULZE, Sven
SCHWAB, Andreas
SOMMER, Renate
VERHEYEN, Sabine
VOSS, Axel
WEBER, Manfred
WIELAND, Rainer
WINKLER, Hermann
ZELLER, Joachim

Pologne (23)

BONI, Michal
BUZEK, Jerzy
GRZYB, Andrzej
HETMAN, Krzysztof
HÜBNER, Danuta Maria
JAZŁOWIECKA, Danuta
KALINOWSKI, Jarosław
KOZŁOWSKA-RAJEWICZ, Agnieszka
KUDRYCKA, Barbara
LEWANDOWSKI, Janusz
ŁUKACIJEWSKA, Elżbieta Katarzyna
OLBRYCHT, Jan
PITERA, Julia
PLURA, Marek
ROSATI, Dariusz
SARYUSZ-WOLSKI, Jacek
SIEKIERSKI, Czesław Adam
SZEJNFELD, Adam
von THUN UND HOHENSTEIN, Róza Gräfin
WAŁĘSA, Jarosław
WENTA, Bogdan Brunon
ZDROJEWSKI, Bogdan Andrzej
ZWIEFKA, Tadeusz

France (20)

ALLIOT-MARIE, Michèle
CADEC, Alain
DANJEAN, Arnaud
DANTIN, Michel
DATI, Rachida
DELAHAYE, Angélique

GROSSETÊTE, Françoise
HORTEFEUX, Brice
JOULAUD, Marc
JUVIN, Philippe
LAMASSOURE, Alain
LAVRILLEUX, Jérôme
LE GRIP, Constance
MORANO, Nadine
MORIN-CHARTIER, Elisabeth
MUSELIER, Renaud
PONGA, Maurice
PROUST, Franck
SAÏFI, Tokia
SANDER, Anne

Italie (17)

CESA, Lorenzo
CICU, Salvatore
CIRIO, Alberto
COMI, Lara
DORFMANN, Herbert
FITTO, Raffaele
GARDINI, Elisabetta
LA VIA, Giovanni
MARTUSCIELLO, Fulvio
MATERA, Barbara
MUSSOLINI, Alessandra
PATRICIELLO, Aldo
POGLIESE, Salvatore Domenico
SALINI, Massimiliano
SERNAGIOTTO, Remo
TAJANI, Antonio
TOTI, Giovanni

Espagne (17)

AYUSO, Pilar
de GRANDES PASCUAL, Luis
del CASTILLO VERA, Pilar
DÍAZ DE MERA GARCÍA CONSUEGRA, Agustín
ESTARÀS FERRAGUT, Rosa
FISAS AYXELÀ, Santiago
GAMBÚS, Francesc
GONZÁLEZ PONS, Esteban
HERRANZ GARCÍA, Esther
ITURGAIZ, Carlos
JIMÉNEZ-BECERRIL BARRIO, Teresa
LOPE FONTAGNÉ, Verónica
LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE, Antonio
MATO, Gabriel
MILLÁN MON, Francisco José
VALCÁRCEL, Ramón Luis
ZALBA BIDEGAIN, Pablo

Roumanie (13)

BUDA, Daniel
BUŞOI, Cristian-Silviu
HELLVIG, Eduard-Raul
MACOVEI, Monica
MĂNESCU, Ramona Nicole
MARINESCU, Marian Jean
MUREŞAN Siegfried
PREDA, Cristian Dan
SÓGOR, Csaba
STOLOJAN, Theodor Dumitru
UNGUREANU, Traian
VĂLEAN, Adina-Ioana
WINKLER, Iuliu

Hongrie (12)

BOCSKOR, Andrea
DELI, Andor
DEUTSCH, Tamás
ERDŐS, Norbert
GÁL, Kinga
GÁLL-PELCZ, Ildikó
GYÜRK, András
HÖLVÉNYI, György
KÓSA, Ádám
SCHÖPFLIN, György
SZÁJER, József
TÖKÉS, László

Bulgarie (7)

GABRIEL, Mariya
KOVATCHEV, Andrey
MALINOV, Svetoslav
NOVAKOV, Andrey
PAUNOVA, Eva
RADEV, Emil
URUTCHEV, Vladimir

République Tchèque (7)

NIEDERMAYER, Luděk
POLČÁK, Stanislav
POSPÍŠIL, Jiří
ŠOJDROVÁ, Michaela
ŠTĚTINA, Jaromír
SVOBODA, Pavel
ZDECHOVSKÝ, Tomáš

Portugal (7)

COELHO, Carlos
FERNANDES, José Manuel
MELO, Nuno
MONTEIRO de AGUIAR, Cláudia
RANGEL, Paulo
RIBEIRO, Sofia
RUAS, Fernando

Slovaquie (6)

CSÁKY, Pál
KUKAN, Eduard
MIKOLÁŠIK, Miroslav
NAGY, József
ŠTEFANEC, Ivan
ZÁBORSKÁ, Anna

Autriche (5)

BECKER, Heinz K.
KARAS, Othmar
KÖSTINGER, Elisabeth
RÜBIG, Paul
SCHMIDT, Claudia

Croatie (5)

MALETIĆ, Ivana
PETIĆ, Marijana
PLENKOVIĆ, Andrej
STIER, Davor
ŠUIČA, Dubravka

Grèce (5)

KEFALOGIANNIS Manolis
KYRTSOS, Giorgos
SPYRAKI, Maria
VOZEMBERG Elissavet
ZAGORAKIS, Theodoros

Pays-Bas (5)

de LANGE, Esther
LENAERS, Jeroen
SCHREIJER-PIERIK, Annie
van de CAMP, Wim
van NISTELROOIJ, Lambert

Slovénie (5)

BOGOVIČ, Franc
PETERLE, Alojz
ŠULIN, Patricija
TOMC, Romana
ZVER, Milan

Belgique (4)

ARIMONT, Pascal
BELET, Ivo
ROLIN, Claude
VANDENKENDELAERE, Tom

Irlande (4)

CLUNE, Deirdre
HAYES, Brian
KELLY, Seán
McGUINNESS, Mairead

Lettonie (4)

KALNIETE, Sandra
KARIŅŠ, Krišjānis
PABRIKS, Artis
VAIDERE, Inese

Suède(4)

ADAKTUSSON, Lars
CORAZZA BILDT, Anna Maria
FJELLNER, Christofer
HÖKMARK, Gunnar

Finlande (3)

PIETIKÄINEN, Sirpa
SARVAMAA, Petri
VIRKKUNEN, Henna

Luxembourg (3)

BACH, Georges
ENGEL, Frank
REDING, Viviane

Malta (3)

CASA, David
COMODINI CACHIA, Therese
METSOLA, Roberta

Chypre (2)

CHRISTOFOROU, Lefteris
THEOCHAROUS, Eleni

Lituanie (2)

LANDSBERGIS, Gabrielius
SAUDARGAS, Algirdas

Danemark (1)

BENDTSEN, Bendt

Estonie (1)

KELAM, Tunne

7. Management du Secrétariat du Groupe PPE



Martin KAMP
Secrétaire général



John BIESMANS
Secrétaire général adjoint
Chef du Service Organisation
interne



Joanna JARECKA-GOMEZ
Secrétaire général adjoint
Chef du Service Politiques
extérieures - délégations



Paolo LICANDRO
Secrétaire général adjoint
Chef du Service Politique
méditerranéenne et Activités
interculturelles



Juan SALAFRANCA
Secrétaire général adjoint
Chef du Service Politiques
extérieures - commissions



Natacha SCRIBAN-CUVELIER
Secrétaire général adjoint
Chef du Service Travaux
parlementaires



Pedro LÓPEZ DE PABLO
Chef du Service Presse et
Communications



Johan RYNGAERT
Chef du Service Présidence



**Beatrice SCARASCIA
MUGNOZZA**
Chef du Service Relations avec les
parlements nationaux



Réunions et événements extérieurs

2 Réunions et événements extérieurs

Le Groupe PPE accueille des réunions et des événements dans les bâtiments du Parlement européen et dans les différents États membres. Nombre de ces réunions et événements sont organisés par l'Unité Stratégie politique.

Cette Unité propose un mécanisme utile pour développer l'identité politique du Groupe en augmentant le nombre de forums de débat:

- > **Réunions du Bureau du Groupe PPE en dehors des trois sièges de travail du Parlement européen:** elles visent à renforcer les relations avec les États membres et à exprimer son soutien à un parti apparenté au PPE.
- > **Journées d'étude:** organisées chaque année dans un État membre différent, elles favorisent la compréhension des différentes réalités nationales et permettent de mieux appréhender les thèmes politiques importants au niveau national.
- > **Réseau Européen d'Idées (European Ideas Network, EIN):** l'EIN est un groupe de réflexion paneuropéen ouvert dont l'objectif est de promouvoir une nouvelle réflexion sur les principaux défis auxquels est confrontée l'Union européenne.

Réunions du Bureau du Groupe PPE en dehors des trois sièges de travail du Parlement européen

Cracovie, Pologne
Réunion du Bureau du Groupe PPE – février 2014

Le Bureau du Groupe PPE s'est réuni à Cracovie, en Pologne, les 20 et 21 février. Les intervenants étaient invités à se prononcer sur les thèmes suivants:

> **Situation en Ukraine**

Le Groupe PPE fait part de sa grande préoccupation concernant l'évolution politique en Ukraine et insiste sur la nécessité de protéger la vie des citoyens et d'empêcher toute escalade de la violence. Il admet que le régime est en crise et invite les autorités ukrainiennes à arrêter une stratégie de négociation en vue d'élections présidentielles et législatives libres et impartiales. Les participants expriment leur solidarité envers la population ukrainienne et leur soutien en faveur des sanctions décidées à l'encontre des responsables des exactions.

> **Optimisation des fonds européens pour sortir de la crise**

La cohésion économique, sociale et territoriale sert de catalyseur pour la croissance et l'emploi en Europe. Le Groupe PPE considère que la politique de cohésion de l'Union constitue une stratégie d'investissement. Les intervenants appellent à ce que les investissements publics et les financements européens soient davantage axés sur l'innovation. Le Groupe rappelle également ses priorités: le soutien des PME, le développement de l'infrastructure, l'économie numérique, le principe de la gouvernance à plusieurs niveaux, ainsi que la consolidation du marché unique.

> **Réaménagement de la politique énergétique de l'Union européenne**

Pour garantir l'efficacité du marché intérieur, il convient d'établir des conditions identiques entre États membres sur le marché de l'énergie. Le Groupe PPE se prononce en faveur d'un marché intérieur de l'énergie compétitif dans le cadre de la stratégie européenne de sortie de la crise. Par conséquent, il demande que les États membres appliquent immédiatement la législation actuelle et la nouvelle législation. Un effort considérable devrait être fait pour créer un marché de l'énergie fournissant une énergie propre, abordable et accessible à tous.



g-d: Janusz Piechociński, Vice-premier ministre du gouvernement polonais et Président du Parti paysan polonais et Andrzej Grzyb, député européen, Co-président de la délégation polonaise (Parti paysan polonais) du Groupe PPE au Parlement européen



g-d: Jean-Pierre Audy, député européen, Président de la délégation française du Groupe PPE au Parlement européen, Étienne Davignon, Vice-président de GDF-SUEZ Belgique, Jan Olbrycht, député européen (Pologne), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, Janusz Piechociński, Président du Parti paysan polonais et Vice-premier ministre du gouvernement polonais, Manfred Weber, député européen (Allemagne), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, Joanna Jarecka-Gomez, Secrétaire générale adjointe, Chef du Service «Politiques extérieures – délégations», Michel Barnier, Commissaire européen en charge du marché intérieur et des services, Dominique Ristori, Directeur général de l'énergie, Commission européenne, Bogusław Sonik, député européen, Vice-président de la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen



g-d: Jean-Pierre Audy, député européen, Président de la délégation française du Groupe PPE au Parlement européen, et Étienne Davignon, Vice-président de GDF-SUEZ Belgique

Jūrmala, Lettonie
Réunion du Bureau du Groupe PPE - novembre 2014

Le Bureau du Groupe PPE s'est réuni à Jūrmala, en Lettonie, les 19 et 21 novembre. Les participants ont abordé les thèmes suivants:

> **Réponse de l'Union à la crise en Ukraine**

Le Groupe PPE s'est engagé à soutenir les réformes économiques, sociales et politiques globales de grande ampleur nécessaires pour encourager un système économique compétitif, appuyé par une structure financière opérationnelle qui renforcera la démocratie et l'État de droit en Ukraine. Concernant la menace que représente la Russie, le Groupe PPE prône l'unité; en encourageant la stabilisation de l'Ukraine face à l'agression russe, l'Europe assure la sécurité de ses citoyens. Le renforcement de la sécurité énergétique de l'Union européenne permettra, en outre, de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie. En encourageant les valeurs européennes, notre Groupe aidera l'Ukraine à maintenir son indépendance, sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale.

> **Réformes et investissements en faveur de la croissance**

Le Groupe PPE est déterminé à ce que l'Europe retrouve son statut de leader dans la recherche, l'innovation et l'éducation. À cette fin, nous orienterons nos travaux autour des cinq priorités suivantes afin d'encourager une croissance durable et d'aider à la création d'emplois, en particulier pour les jeunes Européens, actuellement touchés par un taux de chômage très élevé:

- garantir la stabilité, base de la croissance;
- accès des PME aux capitaux;
- une réglementation intelligente pour un marché unique européen dynamique
- faire en sorte que les investissements parviennent au bénéficiaire
- renforcer l'industrie dans une Europe connectée

Concernant les programmes de croissance ou aux priorités politiques comme le Fonds social européen (FSE), le Groupe PPE ne tolérera aucune réduction, aucun retard, ni aucune mauvaise gestion menaçant les initiatives vitales sur lesquelles le Parlement et le Conseil se sont accordés. Le Groupe PPE est résolu à trouver une solution au manque récurrent de crédits de paiement dans le budget de l'Union afin de veiller à ce que la croissance et l'emploi soient correctement financés en Europe.



d-g : **Manfred Weber**, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, **Jyrki Katainen**, Vice-président de la Commission européenne en charge de l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité, ainsi que **Krišjānis Kariņš**, député européen, Chef de la délégation lettone du Groupe PPE au Parlement européen



g-d: **Wilhelm Molterer**, Vice-président de la Banque européenne d'investissement, **Manfred Weber**, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, **Kai Wynands**, Conseiller du Groupe PPE, **Françoise Grossetête**, députée européenne, Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen chargée du groupe de travail «Économie et Environnement», **Krišjānis Kariņš**, député européen, Chef de la délégation lettone du Groupe PPE au Parlement européen



Au centre, **Laimdota Straujuma**, Premier ministre de Lettonie, **Manfred Weber**, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, et **Valdis Dombrovskis**, Vice-président de la Commission européenne chargé de l'euro et du dialogue social

Journées d'étude du Groupe PPE

Dublin, Irlande

Journées d'étude du Groupe PPE – mars 2014

Les journées d'étude du Groupe PPE ont été organisées à Dublin, en Irlande, les 6 et 7 mars. À la veille des élections européennes de mai 2014, la réunion aborde des thèmes importants pour les citoyens européens:

- > Rétablir la confiance dans l'Europe;
- > La croissance et la reprise, maintenant;
- > Relancer l'économie sociale de marché.

Tous les intervenants conviennent de la nécessité de faire preuve de courage et de prendre des décisions fermes. Il est souligné qu'il ne s'agit pas uniquement d'une crise économique, mais également d'une crise des valeurs. Le message véhiculé aux citoyens de l'Union doit montrer la capacité du PPE à lutter contre la crise sans renoncer à ses valeurs. Le Groupe PPE insiste sur le fait que l'Union n'a pas échoué et que des solutions ont été proposées aux niveaux économique et institutionnel. L'économie européenne s'est stabilisée. Les réformes courageuses entreprises par les gouvernements portugais, espagnol, irlandais et grec portent leurs fruits. À l'heure actuelle, la priorité est de créer les conditions favorables à une croissance et à des emplois nouveaux et durables, en encourageant les investissements privés, en achevant les réformes structurelles, en soutenant l'esprit d'entreprise, en encourageant la formation professionnelle, en renforçant la base industrielle de l'Union et en baissant les coûts de l'énergie.

L'économie sociale de marché est la pierre angulaire de la politique du PPE. Elle concilie les principes de liberté et de solidarité et encourage l'établissement d'une société ouverte à tous. Les banques doivent servir les particuliers et les entreprises, il faut réduire la bureaucratie et permettre aux PME de mieux accéder au financement.

Le Groupe PPE demande que toutes les mesures de politique économique fassent l'objet d'une délibération quant à leur incidence sur la compétitivité industrielle et sur la création d'emplois.



***Mairead McGuinness**, députée européenne, Chef de la délégation irlandaise (Parti Fine Gael) du Groupe PPE au Parlement européen, Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen en charge du groupe de travail «Affaires étrangères» du Groupe PPE;*
***Joseph Daul**, député européen, Président du Groupe PPE au Parlement européen, Président du Parti Populaire Européen*



Au centre de la photo, **Joseph Daul**, député européen (France), Président du Groupe PPE au Parlement européen, **Mairead McGuinness**, députée européenne, Chef de la délégation irlandaise (Parti Fine Gael) du Groupe PPE au Parlement européen, Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen en charge du groupe de travail «Affaires étrangères», et **Martin Kamp**, Secrétaire général du Groupe PPE au Parlement européen



g-d: **Sean Kelly**, député européen (Groupe PPE, Irlande), membre de la commission du développement régional du Parlement européen; **Brian Hayes**, membre du Dail, ministre d'État irlandais en charge de la réforme des services publics et de l'Office des travaux publics; **Janusz Lewandowski**, Commissaire européen en charge de la programmation financière et du budget; **Valdis Dombrovskis**, ancien Premier ministre de la République de Lettonie; **Gunnar Hökmark**, député européen (Groupe PPE, Suède), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, en charge de la politique de voisinage et d'Euronest; **Martin Kamp**, Secrétaire général du Groupe PPE au Parlement européen; **Maria Luís Albuquerque**, ministre d'État et des finances au Portugal; **Jim Higgins**, député européen (Irlande), Questeur du Parlement européen, membre de la commission des transports et du tourisme du Parlement européen et **Johannes Hahn**, Commissaire européen en charge de la politique régionale, Vice-président du Parti Populaire Européen

Albufeira, Portugal
Journées d'étude du Groupe PPE – juin 2014

Les journées d'étude du Groupe PPE ont été organisées à Albufeira, au Portugal, du 16 au 18 juin. À la lumière des résultats des élections européennes, la réunion avait pour but de définir les défis qui se dressent devant le Groupe PPE et le Parlement européen pour la législature à venir, ainsi que de discuter de la stratégie politique à adopter au cours de cinq prochaines années. Elles ont également porté sur la nécessité de renforcer nos relations avec les parlements nationaux.

> **Défis politiques de l'Union européenne pour la période 2014-2019:**
La crise n'est pas encore derrière nous. De nombreux États membres font face à un taux de chômage alarmant. L'Union européenne est confrontée à une concurrence mondiale de plus en plus forte et à une aggravation de sa situation démographique.

Le Groupe PPE estime par conséquent que la priorité doit être accordée à la croissance et à l'emploi. L'Europe doit accroître sa compétitivité et utiliser tout son potentiel pour pouvoir défendre son modèle social et favoriser la création d'emplois, en particulier pour les jeunes.

Cela n'est possible que par l'intermédiaire de la crédibilité financière, de la solidité financière et de la justice fiscale. Le Groupe PPE insiste sur la nécessité de faire des investissements ciblés ainsi que sur le potentiel d'un marché unique numérique et d'un marché mondial ouvert.

Les intervenants ont également exprimé leur préoccupation quant à l'augmentation du nombre de populistes et de nationalistes mais rappellent que les actes sont plus forts que les mots. Le Groupe PPE veut une Europe visible sur les grands enjeux et discrète sur les questions de moindre importance.

En tant que Groupe majoritaire au Parlement européen, le Groupe PPE veillera à ce que le Parlement assume pleinement son rôle de premier plan et insistera sur l'application de la méthode communautaire.

> **Resserrer les liens entre les parlements nationaux:**
Tous les intervenants insistent sur le rôle décisif que jouent les parlements nationaux dans le contrôle des activités des gouvernements nationaux au Conseil. Le Groupe PPE a donc renforcé son action interparlementaire afin d'améliorer le flux d'information. Il s'agit maintenant pour les parlements nationaux d'aligner leurs agendas à celui du Parlement et du semestre européen afin de faciliter davantage la coopération.



g-d: **Joseph Daul**, Président du Parti Populaire Européen; **Viktor Orbán**, Premier ministre hongrois; **Herman Van Rompuy**, Président du Conseil européen; **Jerzy Buzek**, ancien Président du Parlement européen; **Manfred Weber**, Président du Groupe PPE au Parlement européen; **Martin Kamp**, Secrétaire général du Groupe PPE au Parlement européen; **Paulo Rangel**, député européen, Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, Chef de la délégation portugaise (PSD) du Groupe PPE au Parlement européen; **Nuno Melo**, député européen, Chef de la délégation portugaise (CDS-PP) du Groupe PPE au Parlement européen et **Carlos Silva e Sousa**, maire de la ville d'Albufeira



*g-d: **Pedro Passos Coelho**, Premier ministre portugais, Président du PSD; **Antonis Samaras**, Premier ministre grec, Président du Conseil de l'Union européenne et **Manfred Weber**, député européen, Président du Groupe PPE au Parlement européen*



***Manfred Weber**, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen*

Le Réseau Européen d'Idées (European Ideas Network, EIN)

L'EIN est une initiative du Groupe PPE visant à encourager divers acteurs à produire des idées politiques pour les forces de centre-droite européennes. Il s'agit d'un réseau de plus de 600 responsables politiques et façonneurs d'opinions de près de 30 pays dont la raison d'être est de discuter de la future orientation politique de l'Union européenne et de ses États membres.

Ses membres sont issus d'horizons différents: mandats politiques électifs, instituts de recherche, fondations politiques, universités, entreprises et organisations non gouvernementales.

L'EIN organise divers types d'activités en vue de créer un centre de débat dynamique et vivant pour stimuler de nouvelles façons de penser et générer des réponses positives aux défis dans un monde qui évolue rapidement:

> Petits-déjeuners de travail et séminaires de groupes de travail

En 2014, l'EIN a organisé un programme actif de petits-déjeuners de travail et de séminaires au sein du Parlement européen afin de proposer, tant aux décideurs politiques élus qu'aux politologues présents à Bruxelles, un forum de discussion de sujets d'actualité, alimenté par les allocutions d'ouverture de spécialistes faisant autorité dans leur domaine.

Tout au long de l'année, de nombreux séminaires ont également été organisés par les Groupes de travail de l'EIN.

> Université d'été

Le point culminant du programme annuel de l'EIN est l'université d'été. Cette année, l'événement a eu lieu le 19 juin 2014 à Albufeira (Portugal). Le thème de cette année était le suivant: «EIN: achievement and its role to play in the future – The Success of the Political Networking» (EIN: ses réalisations et son rôle à l'avenir – la réussite du réseautage politique)

Les résumés des réunions de l'EIN ainsi que les documents et présentations à la base de ses réunions sont publiés sur le site internet du réseau (www.ein.eu).



d-g: **Francesca Traldi**, Secrétaire générale Fondation Magna-Carta, **Jim Kolbe**, Vice-président du conseil d'administration de l'International Republican Institute (IRI), ancien membre du Congrès américain, **Antonio López-Istúriz White**, député européen (Espagne), membre du Groupe PPE au Parlement européen, Secrétaire général du Parti Populaire Européen, Secrétaire-Trésorier du Centre Wilfried Martens pour les études européennes; **Jaime Mayor Oreja**, député européen, Vice-président sortant du Groupe PPE au Parlement européen, en charge de la stratégie politique et du Réseau Européen d'Idées; **Manfred Weber**, député européen, Président du Groupe PPE au Parlement européen; **Guillermo Martínez Casán**, Responsable du Réseau EIN, **Javier Fernández-Lasquetty**, ancien Secrétaire général, Fondation FAES, membre de l'Assemblée de Madrid; **Michael Borchard**, Chef du département de politique et de consultance, Konrad Adenauer-Stiftung (KAS); **Pascale Joannin**, Directrice générale, Fondation Robert Schuman

Préparation des élections européennes 2014

L'Unité Stratégie politique a considérablement contribué aux activités d'information et de communication du Groupe PPE avant les élections européennes de 2014. Son rôle consistait à offrir des connaissances et un soutien thématique aux députés et aux candidats, ainsi qu'à collecter des renseignements d'ordre politique. Dans le contexte de la crise économique persistante et du manque de discours positifs sur l'Europe, il était essentiel de souligner l'action décisive et responsable de la famille du PPE en vue de restaurer la stabilité et de ramener l'Europe sur la voie de la relance économique.

1. Offrir des connaissances et un soutien

- > **Contribution active au programme électoral 2014 du PPE:** Les membres du Groupe PPE ont considérablement contribué sur le fond du programme électoral du PPE en élaborant très tôt des messages clés et en apportant l'expertise politique du Groupe sous la forme d'amendements. Le programme d'action adopté lors du Congrès du PPE à Dublin les 6 et 7 mars 2014 est marqué par l'empreinte du Groupe PPE.
- > **Réalisations du Groupe PPE pendant la législature 2009-2014:** Sur la base des contributions des coordinateurs, l'Unité Stratégie politique a développé les 30 principales réalisations du Groupe PPE sous la forme de notes spécialisées. Ces notes sont disponibles dans toutes les langues de l'Union européenne sur le site internet du Groupe PPE.
- > **Priorités du Groupe PPE pour la législature 2014-2019:** Cinq priorités centrales ont été définies sur la base des priorités et des messages clés des coordinateurs du Groupe PPE et approuvées par la Présidence: 1) la reprise économique et l'emploi, 2) la réussite des petites entreprises et de l'industrie, 3) l'avenir des jeunes, 4) une société sûre et 5) la paix et la stabilité mondiale. Chaque thème central contient une série de priorités d'action, 25 au total, pour

lesquelles une note argumentative soulignant les principaux objectifs et domaines de désaccord avec d'autres familles politiques a été établie.

- > **Sujets sensibles et dossiers importants de la législature 2009-2014:** Une série de 60 notes couvrant des sujets sensibles et des questions cruciales a été rédigée avec le soutien des conseillers dans les travaux parlementaires.
 - > **Extranet du Groupe/parti PPE:** Les différents documents d'appui ont été mis à la disposition des candidats du Groupe PPE dans toutes les langues officielles de l'Union sur le site extranet conjoint du Groupe/parti PPE fin janvier 2014, ce qui facilite leur consultation via des appareils mobiles.
- ### 2. Collecter des renseignements d'ordre politique
- > **Équipe de réaction rapide pendant la campagne électorale:** la force du Groupe PPE réside dans la connaissance et la maîtrise de dossiers de l'Union européenne. Tout au long de la campagne électorale, des membres de l'Unité Stratégie politique et des conseillers en travaux parlementaires étaient disponibles pour répondre aux demandes et questions des candidats du PPE.
 - > **Tendances de vote dans l'opposition:** l'Unité Stratégie politique a analysé les tendances de vote d'autres groupes politiques sur des points importants et a souligné la contradiction entre certains votes et les déclarations tenues pendant la campagne.

- > **Réagir face aux campagnes anti-européennes et aux arguments populistes:** l'Unité Stratégie politique a complété les travaux du Centre pour les études européennes (Centre for European Studies, CES), désormais Centre Wilfried Martens pour les études européennes. Elle a fourni des documents argumentatifs pour répondre aux raisonnements populistes sur des points tels que «la sortie de la zone euro pour sauver l'économie» et a proposé des contre-arguments au discours avancé par les partis populistes.
- > **Le travail préparatoire visant à établir une campagne d'information** a été finalisé à la fin de janvier 2014, mettant à la disposition des candidats du Groupe PPE un grand choix de documentation et leur permettant de surveiller les données dès le départ. Ils ont donc bénéficié d'une plus-value et d'un soutien efficace avant la campagne pour les élections européennes de 2014.

Auditions et conférences

Outre les réunions organisées par l'Unité Stratégie politique, le Groupe PPE organise une série d'auditions et de conférences avec des experts et des parties prenantes afin de discuter de thèmes pertinents pour le Parlement européen et les citoyens européens.

Les stands du Groupe PPE lors des Journées Portes ouvertes du Parlement européen à Bruxelles et Strasbourg attirent un grand nombre de visiteurs et représentent une occasion idéale pour permettre aux citoyens de mieux connaître les priorités politiques du Groupe PPE.

21/01/2014

Conférence du Groupe PPE sur le congé dominical



Thomas Mann, député au Parlement européen (Groupe PPE, Allemagne), organisateur de la conférence

22/01/2014

Audition du Groupe PPE sur la façon d'aider les jeunes à trouver un emploi



d-g: **Dubravka Šuica**, députée au Parlement européen (Groupe PPE, Croatie), organisatrice de l'audition, et **Othmar Karas**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Autriche), Vice-président du Parlement européen

23/01/2014

Conférence du Groupe PPE sur les personnes souffrant d'un handicap



Au centre, **Filip Kaaczmarek**, organisateur de la conférence, avec des représentants du Parlement européen et des invités

29/01/2014

Conférence sur les jeunes agriculteurs



d-g: **Joseph Daul**, député au Parlement européen (France), Président du Groupe PPE au Parlement européen, **Elizabeth Köstinger**, députée au Parlement européen (Groupe PPE, Autriche), membre de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, et **Nuno Melo**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Portugal), Chef de la délégation portugaise (CDS-PP) du Groupe PPE au Parlement européen

30/01/2014

Audition du Groupe PPE sur l'accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et le Japon



Au centre, **Alojz Peterle**, député européen (Groupe PPE, Slovénie), Président de l'audition et rapporteur du Parlement européen sur l'accord de partenariat stratégique UE-Japon, **SE Kojiro Shiojiri**, ambassadeur japonais auprès de l'Union européenne, et **Viorel Isticioaia-Budura**, Directeur général pour l'Asie et le Pacifique au Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

30/01/2014

Conférence sur la mise en oeuvre des politiques européennes par les ONG



Ingeborg Gräßle, députée européenne, coordinatrice à la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen (au micro), *Paul Rübig*, député européen, Vice-coordonateur du Groupe PPE à la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen, et *Manfred Kraff*, Directeur général adjoint; DG Budget (DG BUDG), comptable de la Commission européenne

12/02/2014

Conférence sur la mobilité des citoyens bulgares et roumains: mythes et réalités



g-d: *Mariya Gabriel*, députée au Parlement européen (Groupe PPE, Bulgarie) et *Viviane Reding*, Vice-présidente de la Commission, Commissaire européenne chargée de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté

19/02/2014

Audition du Groupe PPE sur Horizon 2020 et l'Institut européen d'innovation et de technologie



Maria Da Graça Carvalho, députée européenne (Groupe PPE, Portugal), modératrice du premier groupe de discussion (au centre), *Joana Lamego*, Instituto de Medicina Molecular, et *Christos Vasilakos*, Présidence grecque du Conseil européen

18/03/2014

Audition du Groupe PPE «Football pour l'inclusion des Roms» dans le cadre du groupe de travail sur l'inclusion des Roms



Livia Járóka, députée européenne (Groupe PPE, Hongrie), rapporteure du Parlement européen de la stratégie de l'UE sur l'inclusion des Roms

18/03/2014

Audition sur la cohésion territoriale



*d-g : **Joseph Daul**, député au Parlement européen (France), Président du Groupe PPE au Parlement européen, et **Paulo Rangel**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Portugal), organisateur de l'audition, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les parlements nationaux, Chef de la délégation portugaise (PSD) du Groupe PPE au Parlement européen*

02/04/2014

Conférence sur les relations UE-Russie: retour à la guerre froide ou nouveau paradigme géographique



*d-g : **Tunne Kelam**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Estonie), Chef de la délégation estonienne du Groupe PPE au Parlement européen, organisateur de l'audition, et **Elmar Brok**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Allemagne), Président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen*

02/04/2014

Audition du Groupe PPE «L'internet aujourd'hui et demain»



*d-g: **Angelika Niebler**, députée européenne (Groupe PPE, Allemagne), Présidente du groupe de travail du Groupe PPE sur «L'internet aujourd'hui et demain», **Neelie Kroes**, Vice-présidente de la Commission européenne chargée de la stratégie numérique, **Manfred Weber**, député européen (Allemagne), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, et **Benjamin Edelman**, professeur associé à la Harvard Business School*

03/04/2014

Audition du Groupe PPE sur le développement durable des régions montagneuses d'Europe



*d-g: **Vladimir Urutchev**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Bulgarie) et **Mariya Gabriel**, députée au Parlement européen (Groupe PPE, Bulgarie), organisateurs de l'audition*

04/05/2014

Journées Portes ouvertes des Institutions européennes à Strasbourg



Journées Portes ouvertes à Strasbourg

17/05/2014

Journées Portes ouvertes des Institutions européennes à Bruxelles



Journées Portes ouvertes à Bruxelles

25/05/2014

Nuit des élections européennes 2014



g-d : Chris Burns, présentateur EPP TV, Theo Georgitsopoulos, Secrétaire du Groupe PPE, Katie Owens, présentatrice EPP TV, Antonio López-Istúriz White, député européen (Groupe PPE, Espagne), Secrétaire général du Parti Populaire Européen, et John Holland, présentateur EPP TV

04/06/2014

Élection du nouveau Président du Groupe PPE



g-d: Manfred Weber, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, et Joseph Daul, Président du PPE, Président sortant du Groupe PPE au Parlement européen

15/07/2014

Vote en plénière sur l'élection du Président de la Commission européenne



Manfred Weber, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen (à droite), félicite **Jean-Claude Juncker** pour son élection à la Présidence de la Commission européenne

01/10/2014

Auditions des candidats pour la nouvelle Commission Juncker



Marianne Thyssen, députée européenne (Groupe PPE, Belgique), Commissaire-désignée à l'emploi, aux affaires sociales, aux compétences et à la mobilité des travailleurs

18/11/2014

Conférence sur la migration, l'Europe et la crise économique – le rôle de l'Église et l'engagement de l'Union européenne



g-d: Jorge Nuño Mayer, Secrétaire général de Caritas Europa, **Jan Olbrycht**, député européen, Chef de la délégation polonaise du Groupe PPE au Parlement européen, **SE Mgr Alain Paul Lebeaupin**, Nonce apostolique auprès de l'Union européenne, **Manfred Weber**, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, et **Mariya Gabriel**, députée européenne (Bulgarie), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen chargée de la politique méditerranéenne

19/11/2014

Forum européen sur la viande



À droite de la photo: **Renate Sommer**, députée au Parlement européen (Groupe PPE, Allemagne), organisatrice de la manifestation



- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8

Service Travaux parlementaires

3 Service Travaux parlementaires

Le Service Travaux parlementaires assiste les députés du Groupe PPE dans leur travail législatif au quotidien.

Le personnel du Groupe s'appuie sur son expertise et son expérience pour assurer que le Groupe PPE, plus grand groupe politique du Parlement européen, puisse maximiser ses objectifs politiques dans toutes ses entreprises.

Ce qui suit décrit les succès et les réalisations des quatres groupes de travail tout au long de 2014.



Françoise Grossetête, députée au Parlement européen (Groupe PPE France), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen et Présidente du groupe de travail permanent «Économie et Environnement»

Groupe de travail permanent «Économie et Environnement»

Commission des affaires économiques et monétaires (ECON)

Après que plusieurs États membres se soient presque trouvés en défaut de paiement de leur dette souveraine, le cadre européen de gouvernance économique a été amélioré. Le nouveau cadre met en œuvre des réformes structurelles afin de parvenir à des finances publiques saines et viables. En 2014, notre Groupe s'est efforcé d'appliquer ce cadre efficacement. Le fait que seuls 10 % des recommandations spécifiques par pays soient pleinement mises en œuvre dans les États membres doit être abordé.

En réponse à la crise financière, la priorité de notre Groupe a été de créer un secteur financier plus sûr et plus solide pour le marché unique. Nous avons encouragé la création d'un mécanisme de surveillance unique et d'un mécanisme de résolution unique pour les banques. Par conséquent, l'achèvement des travaux législatifs nécessaires à la création de l'union bancaire a constitué une réalisation importante. Le mécanisme de surveillance unique (MSU) confié à la Banque centrale européenne (BCE) la fonction d'autorité centrale de contrôle prudentiel des établissements financiers de la zone euro et dans les pays de l'Union n'utilisant pas l'euro qui choisissent de participer au MSU. Depuis novembre 2014, la BCE supervise directement les plus grandes banques, tandis que les autorités de surveillance nationales continueront à surveiller les autres banques. La tâche principale de la BCE et des autorités de surveillance nationales, qui travaillent en étroite collaboration au sein d'un système intégré, sera de s'assurer que les banques respectent les règles bancaires de l'Union européenne et de résoudre les problèmes à un stade précoce. Le mécanisme de résolution unique (MRU) s'applique aux banques couvertes par le MSU.

Dans les cas où les banques font faillite malgré cette surveillance plus rigoureuse, ce mécanisme permet une gestion efficace de la résolution des banques par un Conseil de résolution unique et un Fonds de résolution unique, financé par le secteur bancaire. Son objectif est d'assurer une résolution ordonnée des

banques en faillite à un coût minimal pour les contribuables et l'économie réelle.

Le règlement uniforme est le fondement de l'union bancaire. Il se compose d'un ensemble de textes législatifs auxquels tous les établissements financiers (notamment près de 8 300 banques) de l'Union doivent se conformer. Ces règles fixent des exigences relatives aux fonds propres pour les banques, garantissent une meilleure protection des déposants et réglementent la prévention et la gestion des faillites bancaires. L'un des principaux éléments de législation du règlement uniforme est la directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances, adoptée en 2014.

Une attention significative a été accordée à la lutte contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Le Groupe PPE a insisté pour aller au-delà des niveaux de coopération antérieurs entre États membres. Une augmentation de l'efficacité et de l'efficacité du recouvrement des impôts est nécessaire et l'échange automatique d'informations constitue un outil important pour atteindre cet objectif. La directive modifiée sur l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal a été adoptée. Le Groupe PPE se félicite du partenariat avec l'OCDE.

Le Groupe PPE soutient l'introduction de la proposition de taxe sur les transactions financières (TTF) concernant laquelle une procédure de coopération renforcée a été engagée entre 11 États membres; il préfère toutefois que cette taxe soit introduite dans tous les États membres de la zone euro, au niveau de l'Union, ou, dans le meilleur des cas, au niveau mondial.

Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO)

La commission IMCO s'est investie dans la conclusion d'initiatives essentielles à l'achèvement du marché unique et en faveur de la croissance et de l'emploi. Cette démarche comprenait l'adoption formelle de nouvelles règles sur les marchés publics et dans le domaine des services publics et des concessions. Les négociations sur la directive relative aux concessions, conduites par Philippe Juvin, député au Parlement européen (FR), sont la clef de voûte de ce paquet. Compte tenu du caractère encore fragmentaire du marché unique des marchandises, notre commission, sous la direction de Zuzana Roithová, députée au Parlement européen (CZ), a simplifié la commercialisation d'une gamme de produits dans un cadre juridique commun afin de faciliter l'examen des marchés et de mieux protéger les consommateurs et les professionnels contre les produits dangereux. En parallèle, nous avons travaillé à la création de règles harmonisées sur la sécurité des produits de consommation et la surveillance du marché. Ces travaux doivent encore être conclus de manière formelle. Pour soutenir le programme du Président Juncker relatif à la création d'un marché numérique unique connecté et à la réalisation de 250 milliards d'euros de croissance supplémentaire, Birgit Collin-Langen, députée au Parlement européen (DE), a obtenu l'adoption de règles concernant la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. Marielle Gallo, députée au Parlement européen (FR), a quant à elle obtenu l'adoption de règles concernant la future reconnaissance mutuelle des identifiants électroniques et de règles harmonisées sur les services de confiances électroniques.

Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE)

L'adoption d'une feuille de route pour l'industrie de l'acier, qui constitue la base des chaînes de valeur industrielles essentielles en Europe, telles que l'automobile, la construction et l'ingénierie mécanique et électrique, a constitué une réalisation importante. Sous l'égide d'András Gyürk, député au Parlement européen (HU), plusieurs dispositions ont été adoptées afin d'aider ce secteur et d'améliorer la compétitivité en favorisant l'innovation, en générant de la croissance et en créant des emplois.

Gunnar Hökmark, député au Parlement européen (SE), a été rapporteur fictif dans le cadre du rapport sur l'infrastructure de télécommunications, qui reprend toutes les priorités du Groupe PPE: des investissements ciblés pour le développement de réseaux haut débit et la connectivité, ainsi que l'accès à une infrastructure de services publics numériques. L'examen du rapport Del Castillo sur le «Continent connecté» se poursuivra en 2015.

Sous l'égide d'Herbert Reul, député au Parlement européen (DE) et Président de la délégation allemande (CDU/CSU) du Groupe PPE au Parlement européen, ITRE a adopté, avec la commission ENVI, un cadre 2030 pour les politiques climatiques et énergétiques. Ce rapport porte sur cinq questions: objectifs, cohérence des instruments stratégiques, sécurité énergétique, promotion de la compétitivité, reconnaissance des différences de capacité entre les États membres et du choix des instruments stratégiques. La question de l'énergie nucléaire a été mise en avant dans le rapport sur la sûreté des installations nucléaires, piloté par Romana Jordan, députée au Parlement européen (SL). Ce rapport instaure un mécanisme relatif aux lignes directrices de l'Union en matière de sûreté nucléaire et renforce le rôle et l'indépendance des autorités de réglementation nationales. Il vise également à accroître la transparence et le niveau de préparation et de réaction en cas d'urgence sur les sites.

Enfin, les dispositions ultérieures relatives à la mise en œuvre du programme Horizon 2020 ont été adoptées. Grâce à l'engagement de plusieurs membres du Groupe PPE, un ensemble de 11 rapports ont été publiés. Ils mettent l'accent sur le cofinancement de la recherche (les «initiatives technologiques conjointes») dans le domaine des PME, de «Clean sky», des médicaments innovants, des essais cliniques, de la métrologie, des secteurs fondés sur le vivant, des piles à combustible et de l'hydrogène, ainsi que de l'électronique.

Commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL)

La directive sur le détachement des travailleurs, négociée par Danuta Jazłowiecka, députée au Parlement européen (PL), a constitué une étape importante. Cette directive vise à concilier l'exercice de la liberté de fournir des services transfrontaliers en vertu de l'article 56 du TFUE et la protection appropriée des droits des travailleurs détachés temporairement à l'étranger. Elle définit les règles impératives qui doivent s'appliquer aux travailleurs détachés dans le pays d'accueil et fixe les conditions de travail et d'emploi qui doivent être respectées pour qu'une protection minimale des travailleurs soit garantie. La directive vise à améliorer et à renforcer la mise en œuvre, l'application et l'exécution de la directive 96/71/CE sur le détachement des travailleurs, y compris les mesures destinées à prévenir et à sanctionner tout abus et détournement des règles applicables.

Concrètement, la directive:

- fixe des normes minimales pour la mise en œuvre, la transposition en droit national et le suivi de l'application de la directive;
- améliore l'accès à l'information;
- régit l'assistance mutuelle entre les autorités compétentes;
- fixe des règles pour les contrôles et les vérifications;
- régit la responsabilité conjointe et solidaire en matière de sous-traitance, et veille à ce que, dans les chaînes de sous-traitance, le sous-traitant direct puisse être tenu responsable par le travailleur détaché en

ce qui concerne toute rémunération nette impayée, les États membres pouvant quant à eux prévoir des règles de responsabilité plus strictes, conformément à la législation nationale, en ce qui concerne la portée et l'étendue de la responsabilité de sous-traitance;

- établit le droit aux salariés d'engager une procédure concernant le respect des exigences de la directive et la rémunération, les paiements rétroactifs et l'hébergement et impose uniquement les exigences administratives et les mesures de contrôle nécessaires pour assurer un suivi efficace de la conformité.

Commission des transports et du tourisme (TRAN)

Notre Groupe s'efforce de parvenir à un financement durable de l'infrastructure, à une amélioration de la prévisibilité et des conditions d'accès et à un renforcement de la compétitivité de tous les modes de transport. Un rôle essentiel a été joué dans le cadre du renforcement d'une législation européenne durable et environnementale en matière de transports, laquelle se reflète dans le quatrième paquet ferroviaire géré par les députés au Parlement européen Mathieu Grosch (BE), Antonio Cancian (IT), Luis de Grandes Pascual (ES), Dominique Riquet (FR), Georges Bach (LU) et Markus Ferber (DE). Nous avons plaidé en faveur de l'amélioration de la compétitivité des opérateurs ferroviaires et du maintien d'une approche équilibrée entre les questions économiques et sociales pour les citoyens de l'Union, les acteurs du secteur ferroviaire européen, les travailleurs et les passagers. Plusieurs domaines essentiels des politiques de l'Union européenne en matière d'aviation (paquet «Aéroports», droits des passagers, Ciel unique européen II+, AESA/EAA, SESAR et Galileo/GNSS), eCall et Naiades II comptaient également parmi les projets clés de la commission TRAN. Sous la direction du Groupe PPE [créneaux horaires – Carlo Fidanza (IT); bruit – Michael Gahler (DE); droits des passagers – Georges Bach (LU); Ciel unique européen II+, AESA et Galileo – Marian Jean Marinescu (RO)], nous étions à la tête des négociations.

La réalisation du ciel unique européen est une priorité, notamment le respect total des interconnexions qui existent entre le paquet Ciel unique européen II+, le paquet «Aéroports», les dossiers législatifs et le déploiement de leurs outils technologiques de R&D (SESAR), le renforcement du bien-être et des droits des passagers et la promotion de la compétitivité et de la croissance pour l'industrie et les prestataires de services. Le Groupe PPE a également insisté sur le fait qu'une politique externe de l'Union en matière d'aviation respecte pleinement la réciprocité et la concurrence loyale.

Nous avons également dirigé les initiatives ECall [Dieter-Lebrecht Koch (DE)] et Naiades II [Corien Wortmann-Kool (NL)]. Grâce à e-Call, les services de secours devraient être en mesure de trouver rapidement le lieu exact d'un accident. Naiades II englobe une directive relative aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure et un règlement relatif à une politique de capacité des flottes communautaires pour permettre un financement plus accessible et plus efficace pour le SGS.

Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI)

Le Parlement européen est parvenu à des accords en première lecture concernant la directive relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, les réductions des émissions de CO2 des voitures [négociée par Thomas Ulmer, député au Parlement européen (DE)] et le futur niveau sonore des véhicules à moteur, l'accès aux ressources génétiques, la prochaine série de comptes économiques européens de l'environnement [coordonnés par Elena Oana Antonescu, députée au Parlement européen (RO)] et la prolongation de l'accord «Stop the clock Plus», qui accorde au secteur du transport aérien une période de transition clairement délimitée en vue d'établir un système d'échange des émissions de gaz à effet de serre [(Rapporteur Peter Liese, député au Parlement européen (DE))].

D'autres positions du Parlement européen en première lecture ont été définies dans les domaines de la santé animale et végétale, de la surveillance des émissions de dioxyde de carbone du transport maritime, des transports de déchets, des dispositifs médicaux de diagnostic in vitro [rapporteur Peter Liese, député européen (DE)], de la réduction future des sacs en plastique légers, ainsi que de la mise en œuvre technique du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques [négociée par Vladimir Urutchev (BG)]. Le Parlement européen a également réussi à définir une première position commune concernant le cadre 2030 relatif aux politiques climatiques et énergétiques dans un rapport d'initiative basé sur les préparations communes des commissions ENVI et ITRE. Un accord supplémentaire en première lecture a été trouvé au sujet du règlement sur les essais cliniques, qui harmonise les règles dans l'Union, prévoit des dispositions spécifiques pour les essais à faible intervention, clarifie le rôle des comités d'éthique dans la procédure d'autorisation et fixe les modalités d'obtention du consentement éclairé des patients.

Pour mettre fin au nombre croissant de scandales liés à des fraudes alimentaires, le Parlement européen a adopté sa position concernant le rapport sur «la crise alimentaire, la fraude dans la chaîne alimentaire et son contrôle» [géré par Esther de Lange, députée au Parlement européen (NL)] et en ce qui concerne «l'identification électronique des bovins» [négocié par Sophie Auconie, députée au Parlement européen (FR)].



g-d : **Herbert Reul**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Allemagne), Président de la délégation allemande (CDU/CSU) au Parlement européen et **Aldo Patriciello**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Italie), votant au sein de la commission ITRE, septembre 2014.



Esteban González Pons, député au Parlement européen (Groupe PPE, ES), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen et Président du groupe de travail «Affaires juridiques et intérieures» du Groupe PPE

Groupe de travail permanent «Affaires juridiques et intérieures»

Commission des affaires juridiques (JURI)

Assurer un système judiciaire efficace et éliminer les obstacles aux litiges transfrontaliers

Un rapport de Tadeusz Zwiefka, député au Parlement européen, (PL), produit à l'initiative du Groupe PPE, s'intéressait au «tableau de bord de la justice» en vue d'améliorer le développement, la qualité, l'efficacité et l'indépendance des systèmes judiciaires nationaux. Un autre rapport de ce même député, portant sur la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, (Bruxelles I) jetait les bases du système unifié en matière de brevets. De quelle manière ? L'accord relatif à une juridiction unifiée en matière de brevets ne peut entrer en vigueur qu'à la condition que la relation entre Bruxelles I et la nouvelle juridiction ait été réglée.

L'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires est elle aussi une réussite pour le Groupe PPE [Rapporteur: Raffaele Baldassarre, député au Parlement européen (IT)]. Elle met en place un instrument européen de gel des comptes par-delà les frontières sur la base des mêmes conditions, quel que soit le pays où se trouve la juridiction compétente, réduisant ainsi les coûts et les délais pour les créanciers cherchant à obtenir et à faire exécuter une ordonnance de saisie conservatoire des comptes bancaires dans les situations revêtant une dimension transfrontière.

Le Groupe PPE a adopté une position proactive dans le cadre de l'examen à mi-parcours du programme de Stockholm et a par conséquent joué un rôle important dans la définition de l'avenir de l'espace JAI.

Avancée dans le projet relatif au droit des contrats: le droit commun européen de la vente (DCEV)

Le projet relatif à un droit européen des contrats est une priorité essentielle pour le Groupe PPE. Le DCEV [corapporteur Klaus-Heiner Lehne, député au Parlement

européen (DE)], un instrument au potentiel commercial transfrontalier immense, qui renforce le marché intérieur pour les consommateurs et les entreprises en leur offrant plus de choix, a été adopté par le Parlement européen en février 2014. Cet instrument servira de point de départ aux éventuelles négociations futures et aux activités que le PE entreprendra.

Mieux légiférer et la délégation de pouvoirs législatifs

Le Groupe PPE occupe une place de tout premier plan dans la réduction des charges administratives inutiles et disproportionnées afin d'améliorer la légitimité démocratique de l'Union et l'environnement juridique pour les petites et moyennes entreprises (PME). Notre Groupe s'est battu pour que l'accord interinstitutionnel de 2003 «Mieux légiférer» soit renégocié et révisé afin de l'adapter au nouvel environnement juridique créé par le traité de Lisbonne. Le rapport de Jozsef Szájer, député au Parlement européen, (HU), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, sur la délimitation entre les actes délégués et les actes d'exécution, offre au PE et aux rapporteurs des critères précis pour les négociations au Conseil.

Renforcer les droits de propriété intellectuelle

Marielle Gallo, députée au Parlement européen, (FR), a conclu avec succès les négociations sur la nouvelle directive concernant la gestion collective du droit d'auteur et la concession de licences de droits sur des œuvres musicales visant à faciliter la concession de licences sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne en Europe. Les créateurs et les artistes percevront une compensation équitable et recevront des informations précises sur leurs revenus, ce qui aura un impact positif sur le marché numérique en facilitant la mise en place de nouveaux services transfrontaliers.

Réforme du droit des sociétés: réduction des charges administratives et amélioration de la transparence

Les propositions relatives à une directive et à un règlement sur l'audit, sur la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes sociétés et certains groupes, et à un règlement sur l'insolvabilité ont été adoptées cette année. Ces propositions, qui visent à créer un environnement juridique harmonisé et clair pour les entreprises, ont été essentiellement négociées par des rapporteurs et des rapporteurs fictifs du Groupe PPE, à savoir les députés au Parlement européen Klaus-Heiner Lehne (DE), Tadeusz Zwiefka (PL), Sebastian Bodu (RO) et Raffaella Baldassarre (IT).

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE)

Un rapport portant sur l'examen à mi-parcours du programme de Stockholm [rapporteuse fictive: Véronique Mathieu, députée au Parlement européen (FR) et coordinatrice du Groupe PPE au sein de la commission LIBE] a été examiné conjointement par les commissions LIBE, JURI et AFCO. Cette coopération a produit le meilleur résultat possible, ce qui a permis de définir le programme pour la nouvelle législature.

Promotion de la vie privée des citoyens

L'année 2014 a été une année fructueuse en ce qui concerne la protection et la promotion de la vie privée des citoyens et la protection des données. Les révélations de la NSA et le retard de l'Union européenne dans la mise à jour de ses règles en matière de respect de la vie privée eu égard à la vitesse de l'évolution technologique ont été l'occasion pour le Groupe PPE de convaincre les forces politiques d'unir leurs efforts pour parvenir à des normes contraignantes en matière de protection des données à caractère personnel. C'est ce qu'a fait Axel Voss, député au Parlement européen, (DE), porte-parole

du Groupe PPE, qui a vigoureusement plaidé en faveur de garanties plus solides en matière de protection de la vie privée des citoyens européens, d'une protection juridique plus efficace des données des citoyens européens tout en veillant à ce que les nouvelles règles ne constituent pas une charge inutile pour les entreprises, en particulier les PME.

Assurer la sécurité des citoyens de l'Union

En 2014, le Groupe PPE a poursuivi ses efforts en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. La coopération policière est essentielle et le Groupe PPE a, par l'intermédiaire d'Augustin Díaz de Mera, député au Parlement européen, (ES), préconisé une action rigoureuse au niveau européen en renforçant le rôle de l'agence européenne responsable, Europol. De nouveaux textes législatifs ont été proposés pour doter l'agence des moyens nécessaires pour assurer la sécurité de nos citoyens.

Un rapport sur les règles pour la surveillance des frontières maritimes extérieures dans le cadre de la coopération opérationnelle coordonnée par FRONTEX a pu voir le jour grâce à une décision de la Cour de justice de l'Union européenne qui demandait au Parlement européen d'intervenir et que les règles deviennent contraignantes. Un accord conciliant les droits fondamentaux tout en sauvant des vies et en prenant en considération les inquiétudes liées à la sécurité aux frontières a été conclu grâce aux efforts du rapporteur du Groupe PPE, Carlos Coelho, député au Parlement européen, (PT).

Libéralisation et contrôle du régime des visas

Mariya Gabriel, députée au Parlement européen, (BG), rapporteure du Groupe PPE et Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, a travaillé sur son rapport établissant des critères précis pour l'évaluation des pays tiers avant la libéralisation du régime des visas, et a également mené à bien son rapport sur les accords de facilitation de la délivrance des visas et de réadmission avec l'Azerbaïdjan. La rapporteure du Groupe PPE, Renate Sommer, députée au Parlement européen,

(DE), s'est intéressée à l'accord de réadmission avec la Turquie. Le rapporteur fictif, Marian Jean Marinescu, député au Parlement européen, (RO), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, a participé à l'adoption rapide relative à la libéralisation du régime des visas avec la République de Moldavie.

Dans le domaine de la migration légale, le rapporteur du Groupe PPE, Salvatore Iacolino, député au Parlement européen, (IT), est parvenu à conclure les négociations sur les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert intragroupe, renforçant la mobilité des travailleurs pour les entreprises internationales dans l'Union européenne. Georgios Papanikolaou, député au Parlement européen, (GR), a été rapporteur fictif sur la directive relative aux conditions d'entrée et de séjour des travailleurs saisonniers et Anna Maria Corazza Bildt, députée au Parlement européen, (SE), a été rapporteure fictive sur l'admission des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche scientifique, d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée et de volontariat.

Le Groupe PPE a obtenu de bons résultats dans la politique en matière de drogues, en concevant des solutions européennes pour mieux protéger les citoyens européens des nouvelles substances psychoactives. Deux rapports connexes préparés par des rapporteurs du PPE, Jacek Protasiewicz, député au Parlement européen (PL), et Teresa Jimenez-Becerril Barria, députée au Parlement européen (ES), ont été adoptés en plénière.

Commission des affaires constitutionnelles (AFCO)

Nouveau statut juridique et financier des partis et fondations politiques européens
Après près de deux ans de débats et de négociations intenses, le Parlement européen et le Conseil ont adopté deux règlements concernant le nouveau statut juridique et financier des partis politiques européens et de leurs fondations. Ces règlements seront applicables à compter du 1er janvier 2017. Le premier règlement, examiné par la commission des affaires constitutionnelles [rapport de Marietta Giannakou, députée au Parlement européen (GR)], prévoit

un statut et une capacité juridiques pour les partis politiques européens et leurs fondations et les reconnaît. Les partis qui souhaitent bénéficier de la forme juridique européenne doivent remplir certaines conditions en matière de représentation démocratique et de respect des valeurs sur lesquelles se fonde l'Union. Le statut juridique européen sera reconnu par une autorité indépendante, installée dans les locaux du Parlement européen, chargée de vérifier si les conditions d'obtention du statut juridique européen sont respectées. Cette autorité peut également imposer des sanctions financières aux partis politiques européens et à leurs fondations en cas d'infractions au règlement.

Le second règlement, qui assure l'adaptation des règles de financement au règlement financier, a été bien accueilli par la commission du contrôle budgétaire [rapport d'Ingeborg Gräßle députée au Parlement européen (DE)].

Commission des pétitions (PETI)

Révision substantielle du traitement des pétitions

Une résolution du Parlement européen adoptée en mars 2014 sous l'égide du rapporteur du Groupe PPE, Jarosław Walesa, député au Parlement européen (PL), a ouvert la voie à une révision substantielle du traitement des pétitions. Face au nombre de plus en plus élevé de pétitions (près de 3 000 en 2013), les membres du Groupe PPE se sont efforcés de répondre de manière ponctuelle et responsable aux préoccupations des citoyens, liées à leur droit à la libre circulation dans le marché unique, ainsi qu'à celles liées au droit de l'environnement et à la lutte contre la discrimination. Ils ont plaidé en faveur d'enquêtes efficaces et transparentes sur les pétitions grâce à la création d'un débat entre les autorités nationales et les institutions européennes. La résolution de Jarosław Walesa, député au Parlement européen, visait à mieux faire

connaître la fonction de contrôle de la commission PETI, une commission habilitée à superviser la transposition et l'application de l'acquis européen et qui offre aux citoyens des recours non judiciaires lorsque leurs revendications sont justifiées. Les membres ont décidé de s'appuyer sur le partenariat conclu entre la commission PETI et les commissions des pétitions des parlements nationaux afin d'assurer le meilleur échange d'expérience et de pratiques possible, de même qu'un renvoi plus systématique des pétitions vers l'autorité compétente.

Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM)

Des avancées sur la voie de l'égalité des genres

En décembre 2013, l'adoption d'une résolution sur la santé et les droits sexuels et génésiques (SDSG) par la majorité en plénière [rapporteuse fictive du Groupe PPE, Mariya Gabriel, députée au Parlement européen, (BG)] fut un succès sans précédent pour le Groupe PPE. Le Parlement européen a indiqué que la définition et la mise en œuvre des politiques relatives aux SDSG et à l'éducation sexuelle dans les écoles relevaient de la compétence des États membres, mais que l'Union européenne pouvait contribuer à promouvoir les meilleures pratiques. Notre Groupe a par conséquent défendu le principe de subsidiarité.

Compte tenu de l'exploitation sexuelle et de la prostitution et de son impact sur l'égalité des genres, la rapporteuse fictive du Groupe PPE, Anna Záborská, députée au Parlement européen (SK), est parvenue à un compromis, avec l'aide d'Angelika Niebler, députée au Parlement européen, (DE), avec la rapporteuse S&D Mary Honeyball à propos du modèle nordique et de la criminalisation du client, afin d'assurer l'adoption par une majorité en plénière.

Le rapport d'étape sur l'égalité entre les femmes et les hommes 2012 [rapporteuse fictive, Anne Delvaux, députée au Parlement européen (BE)] a marqué une nouvelle réussite pour le Groupe PPE.

Autres rapports abordés: les mesures spécifiques dans le cadre de la politique

commune de la pêche pour développer le rôle des femmes [rapporteuse fictive, Barbara Matera, députée au Parlement européen (IT)], les femmes migrantes sans papiers dans l'Union européenne [rapporteuse fictive, Barbara Matera, députée au Parlement européen (IT)] et la lutte contre la violence à l'égard des femmes [rapporteuse fictive, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, députée au Parlement européen, (ES)].

Commission de la culture et de l'éducation (CULT)

Les capitales européennes de la culture pour les années 2020 à 2033

[Rapporteur, Marco Scurria, député au Parlement européen (IT)]

La première initiative concernant les capitales européennes de la culture date de 1985 et ce titre a depuis lors été attribué à plus de cinquante villes. Le cadre actuel prendra fin en 2019. Cette initiative a permis de régénérer des villes ainsi que leur image et de stimuler le tourisme, et elle doit être poursuivie. Dans son rapport, Marco Scurria, député au Parlement européen (IT), a demandé que soit maintenue la dimension européenne, qui constitue un élément unique et essentiel de cette action de l'Union, et a plaidé en faveur de l'engagement de la société civile locale et de la participation active des citoyens. La gouvernance doit s'appuyer sur un large soutien transcendant les partis. Le titre sera par ailleurs réservé aux villes qui peuvent y associer leur région environnante.

Se préparer à un monde audiovisuel totalement convergent

[Rapporteuse, Sabine Verheyen, députée au Parlement européen (DE)]

La fusion progressive des services de radiodiffusion traditionnels et de l'internet améliore les possibilités de visionnage pour les consommateurs: dans son rapport, Sabine Verheyen, députée au Parlement européen (DE), indiquait que la convergence soulève des questions quant à la protection des consommateurs, de la jeunesse et des données, mais aussi par rapport à la préservation de la diversité, de l'accès et de la facilité de recherche, du cadre réglementaire et du double caractère de bien culturel et économique des médias audiovisuels. Le cadre juridique existant doit être examiné et, si nécessaire, adapté à la réalité actuelle des marchés convergents.



Tadeusz Zwiefka député européen (Groupe PPE, Pologne), coordinateur du Groupe PPE pour la délégation affaires juridiques du Parlement européen



*Le député au Parlement européen **Marian Jean Marinescu** (RO), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen et Président du groupe de travail «Budget et politiques structurelles» du Groupe PPE*

Groupe de travail permanent «Budget et politiques structurelles»

Commission des budgets (BUDG)

À la suite de l'adoption, en décembre 2013, du cadre financier pluriannuel (CFP) pour la période 2014-2020, la commission BUDG a concentré ses efforts sur la mise en œuvre de ce nouveau cadre. Un rapport d'initiative concernant les expériences tirées des négociations sur le CFP et le point de vue du Parlement européen sur les questions budgétaires a été adopté à une large majorité en plénière, marquant l'héritage final de feu le rapporteur sur le CFP, Jean-Luc Dehaene, député au Parlement européen (BE).

Le Groupe de haut niveau sur les ressources propres, présidé par Mario Monti, député au Parlement européen (IT), a été institué dans le cadre de l'accord politique sur le CFP pour la période 2014-2020. Chargé d'examiner tous les aspects de la réforme du système des ressources propres, il devrait remettre sa première analyse à la fin de 2014. Le Groupe PPE attache une importance considérable à ce processus et y participe activement par l'intermédiaire de son représentant Alain Lamassoure, député au Parlement européen (FR).

En ce qui concerne le budget annuel, le PPE a la volonté de trouver une solution définitive au problème récurrent de la pénurie des crédits de paiement dans le budget de l'Union. Lors de la lecture du budget de l'Union pour 2015 par le Parlement, le Groupe PPE et son coordinateur à la commission BUDG, José Manuel Fernandes, député au Parlement européen (PT), ont joué un rôle primordial pour défendre l'avis selon lequel tous les moyens souples disponibles dans le nouveau règlement CFP, y compris la marge pour imprévus, doivent être mobilisés à cet effet.

Commission du contrôle budgétaire (CONT)

Chaque année, la procédure de décharge appliquée par le Parlement européen permet d'assurer le contrôle démocratique ex post au niveau politique en ce qui concerne l'utilisation du budget annuel de l'Union. Le Groupe PPE était chargé du suivi de la mise en œuvre, par la Commission, du budget pour l'exercice financier 2012. Markus Pieper, député au Parlement européen

(DE), était le rapporteur sur la décharge, dirigeant les travaux en commission du contrôle budgétaire et lors de la plénière. Dans son rapport, il a invité la Commission à assumer la responsabilité directe des dépenses agricoles et structurelles. Il a également invité la Commission à s'engager à effectuer ses propres contrôles aléatoires sur place des bénéficiaires des fonds de l'Union et des ministères nationaux. Le rapport exigeait que cette obligation soit reprise par les nouveaux Commissaires européens. Des engagements contraignants correspondants seraient inclus dans la procédure de décharge suivante, également dirigée par une rapporteure du Groupe PPE, à savoir Ingeborg Gräßle, députée au Parlement européen (DE), qui préside la commission du contrôle budgétaire depuis les élections du Parlement européen.

En 2014, le Groupe PPE était chargé d'autres domaines de dépenses. Les rapports de décharge des agences ont été élaborés par Petri Sarvamaa, député au Parlement européen (FI), tandis que Paul Rübig, député au Parlement européen (AT), était rapporteur pour la question des entreprises communes et Tamás Deutsch, député au Parlement européen (HU), était chargé de la décharge des «autres institutions» comme le Conseil et le service européen pour l'action extérieure.

En mars 2014, des membres de la commission du contrôle budgétaire ont effectué une mission d'enquête en République tchèque pour analyser en profondeur le fonctionnement des systèmes de contrôle et de gestion des Fonds structurels. Ingeborg Gräßle, députée au Parlement européen (DE) et membre de la délégation, a invité les autorités tchèques à améliorer leur loi sur les marchés publics et à adopter une loi sur la fonction publique pour éviter les lacunes et erreurs systémiques à l'avenir.

Commission du développement régional (REGI)

Les cinq règlements sur la politique de cohésion (Fonds structurels et d'investissement européens, Fonds ESI) pour la période 2014-2020 sont entrés en vigueur le 1er janvier 2014. Ils couvrent les dépenses d'investissement de l'Union européenne en vue de la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020, assurant l'élément important de la croissance économique et de la création d'emplois qui viendra des régions de l'Union. Leur contenu est actuellement en train d'être traduit en «accords de partenariat» entre l'Union et chaque État membre. Les membres du Groupe PPE à la commission du développement régional, dirigés par le coordinateur Lambert van Nistelrooij, député au Parlement européen (NL), sont restés attentifs au fait que les règlements garantissent un cadre stratégique juridique clair et un partenariat avec tous les niveaux de pouvoir, et permettent une certaine souplesse au sein de la concentration thématique, notamment dans les domaines de la recherche et de l'innovation et de l'économie à faibles émissions de carbone. Ces règlements prévoient également des objectifs clairs et mesurables en termes de responsabilité et de résultats et modifient par ailleurs le concept de «développement urbain durable». Ils facilitent en outre la coopération encourageant l'innovation par une spécialisation intelligente.

Un autre dossier législatif important concernait la réforme du Fonds de solidarité de l'UE, un instrument créé pour répondre aux situations de catastrophes naturelles et exprimer la solidarité européenne à l'égard des régions touchées. L'accord obtenu est une réussite pour le Groupe PPE, car les avances versées aux régions touchées et l'assistance technique liée directement aux actions entreprises dans le cadre du projet sont devenues admissibles, les délais pour le dépôt et la mise en œuvre des projets par les États membres ont été étendus et un seuil clair pour l'admissibilité des catastrophes régionales a été établi.

Le rapport d'initiative sur les conséquences locales et régionales du développement des réseaux intelligents comporte des objectifs en termes d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et d'émissions de gaz à effet de serre pour 2030. Le rapport fait à présent référence aux anciennes activités menées par le Groupe PPE, en particulier le rapport sur le rôle de la politique de cohésion de l'Union dans la mise en œuvre de la nouvelle politique de l'énergie.

Commission de l'agriculture et du développement rural (AGRI)

Après l'accord politique sur la future politique agricole commune (PAC) en 2013, le Parlement européen, agissant pour la première fois en qualité de colégislateur, a clôturé un processus de réforme historique avec l'adoption finale des «actes délégués» correspondants au début de 2014. Pour défendre les intérêts des agriculteurs européens, le Groupe PPE, dirigé par son coordinateur Albert Dess, député au Parlement européen (DE), a scrupuleusement analysé l'incidence de la délégation des pouvoirs à la Commission européenne. Le Groupe a accepté les propositions d'actes délégués dans la mesure où la Commission s'est elle-même engagée, au travers d'une déclaration contraignante, à réaliser un examen obligatoire de la mise en œuvre des exigences en matière de verdissement dans le cadre de la PAC à l'issue de la première année d'application. Mairead McGuinness, députée au Parlement européen (IE), rapporteure fictive du PPE pour les paiements directs, a souligné qu'il était essentiel que les agriculteurs ne soient pas surchargés par des règles fastidieuses et qu'ils ne soient pas empêchés de produire des aliments sûrs, de qualité et en quantité suffisante.

Les agriculteurs européens ont bénéficié d'un coup de pouce important avant la fin de la précédente législature grâce aux travaux d'Esther Herranz García, députée au Parlement européen (ES), sur la politique de promotion agroalimentaire de l'Union. Bénéficiant du soutien du Groupe PPE, la

rapporteuse a conclu un accord avec le Conseil des ministres sur des mesures destinées à augmenter les ventes de produits agricoles européens au sein de l'Union et à l'étranger et à restaurer la confiance des consommateurs en cas de perturbations sur les marchés. Le Parlement a également garanti que les nouvelles mesures s'étendraient aux vins porteurs d'une appellation d'origine protégée (AOP) ou d'une indication géographique protégée (IGP).

Au deuxième semestre de 2014, les agriculteurs de l'Union ont été touchés par les graves conséquences de l'embargo russe sur les importations de produits agricoles. Czeslaw Siekierski, député au Parlement européen (PL), Président de la commission AGRI, a attiré l'attention sur cette question lors de la séance plénière, précisant qu'un tiers des exportations avaient disparu du jour au lendemain et que les secteurs des fruits et légumes, des produits laitiers et de la viande avaient été particulièrement touchés. L'Union est le partenaire commercial le plus touché puisque 73 % des importations interdites proviennent de son territoire. Le Parlement européen a invité la Commission européenne à accorder des aides aux agriculteurs touchés par l'embargo.

Commission de la pêche (PECH)

La principale activité législative de la commission de la pêche a porté sur le FEAMP et sur l'accord bilatéral entre l'Union et le Maroc. Le Groupe PPE a joué un rôle central dans la réalisation de ces deux objectifs.

Premièrement, en janvier 2014, un accord a été conclu sur le nouveau Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), fixant des règles sur les Fonds structurels qui n'avaient pas encore été adoptées au titre du nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union (2014-2020). Alain Cadec, député au Parlement européen (FR) et rapporteur, a joué un rôle primordial dans l'aboutissement de cet accord. Le FEAMP encourage une pêche durable, soutient la diversification des économies littorales et finance des projets qui favorisent l'emploi dans les zones côtières.

Deuxièmement, le Maroc et l'Union ont conclu le protocole quadriennal dans le domaine de la pêche. Gabriel Mato, député au Parlement européen (ES) et Président de la commission de la pêche, a joué un rôle prépondérant dans la finalisation de l'accord, et le vote au Parlement a été succès retentissant pour le Groupe PPE. Gabriel Mato, député au Parlement européen (ES), a indiqué que le protocole constituait un exemple de gouvernance internationale responsable dans le domaine de la pêche, convaincu que l'aide financière de l'Union permettrait de construire un avenir durable pour le secteur marocain de la pêche au travers d'un soutien sectoriel ciblé. Les navires européens pourront retourner pêcher dans les eaux marocaines après plus de deux ans. Le protocole est le deuxième accord le plus important de sa catégorie et appartient à une nouvelle génération d'accord dans le secteur de la pêche, après la réforme de l'Union.



Service Politiques extérieures, commissions et délégations

4 Service Politiques extérieures, commissions et délégations

Le Service «Politiques extérieures, commissions et délégations» du Groupe PPE a pour objectif de contribuer à l'élaboration de politiques extérieures de l'Union, et en ce sens: promouvoir une action extérieure fondée sur la démocratie et la primauté du droit, renforcer les relations politiques avec les pays tiers, assurer l'efficacité du processus d'élargissement, encourager la diffusion des principes et des droits de l'homme fondamentaux, promouvoir le libre-échange et contribuer à l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Groupe de travail permanent «Affaires étrangères»¹

Commission des affaires étrangères (AFET)¹

Voisinage oriental

Les priorités concernant les crises dans l'est de l'Ukraine et les relations avec la Russie ont été définies en 2014. À la suite de l'annexion illégale de la Crimée et de l'invasion de certaines parties de l'est de l'Ukraine par des forces séparatistes soutenues par la Russie et les forces armées russes, le Groupe PPE a appuyé plusieurs résolutions en séance plénière afin de condamner ces actes. Le Groupe PPE soutient l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine. Nous demandons à la Russie de respecter et d'appliquer le protocole de Minsk, et de réaliser le plan de paix de M. Porochenko. Si la Russie refuse de contribuer à l'apaisement de la situation, le Groupe PPE recommande la prorogation et le renforcement de sanctions ciblées.

Le Groupe PPE soutient l'accord d'association/accord de libre-échange approfondi et complet entre l'Union et l'Ukraine ainsi que sa ratification parallèle au sein du parlement ukrainien et du Parlement européen (PE) le 16 septembre 2014. La prorogation des préférences commerciales autonomes donnera à l'Ukraine l'occasion de bénéficier d'un accès au marché et permettra la mise en œuvre des réformes nécessaires avant que l'Ukraine ne tire pleinement parti de l'application provisoire de l'accord de libre-échange approfondi et complet lorsque celui-ci entrera en vigueur le 1er janvier 2016. Le Groupe PPE souligne que l'accord d'association/accord de libre-échange approfondi et complet ne pourra faire ni ne fera l'objet d'aucune modification.

Le Groupe PPE se félicite de la signature des accords d'association/accords de libre-échange approfondi et complet avec la Moldavie et la Géorgie, et déplore la pression qu'exerce la Russie sur ces deux pays. Le Parlement européen a également exprimé son approbation à l'égard des deux accords.

Proche-Orient

En 2014, le Groupe PPE a demandé au Parlement de se pencher sur la difficile situation des communautés religieuses et ethniques en Syrie et en Iraq. Le 27 février, le Parlement a adopté une résolution sur la « situation en Iraq », dans laquelle il exprime sa préoccupation concernant les actes de violence prenant pour cibles les populations civiles, des groupes vulnérables et des communautés religieuses. Dans sa résolution du 17 avril intitulée « Syrie: situation de certaines communautés vulnérables », le Parlement reconnaît le travail du Père Frans Van der Lugt, qui vivait en Syrie depuis plusieurs dizaines d'années et a refusé de quitter la ville assiégée de Homs. Il a également condamné les attaques contre les chrétiens, les Arméniens et les Kurdes et a appelé les parties intéressées à mettre fin à toute action visant à attiser les conflits interethniques et interreligieux. Dans sa résolution du 18 septembre 2014 intitulée « La situation en Iraq et en Syrie: offensive de l'État islamique et persécution des minorités », le Parlement condamne toutes les formes de persécution, de discrimination et d'intolérance fondées sur la religion et les croyances, ainsi que les actes de violence perpétrés contre toutes les communautés religieuses, soulignant que le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion est un droit de l'homme fondamental.

Prix Sakharov 2014 pour la liberté de l'esprit

Le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit est décerné chaque année depuis 1988 afin d'honorer des personnes ou des organisations qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Le prix Sakharov 2014 pour la liberté de l'esprit a été attribué au docteur Denis Mukwege, de la République démocratique du Congo, pour son combat pour la protection des femmes, en particulier. Denis Mukwege travaille à l'hôpital Panzi à Bukavu, qu'il a lui-même fondé et où il soigne les victimes de violences sexuelles atteintes de blessures graves. La guerre est officiellement terminée en

¹ Le 1er septembre 2014, le groupe de travail permanent «Affaires étrangères» a été officiellement reconstitué à partir du Service chargé des politiques, des commissions et des délégations extérieures



Jacek Saryusz-Wolski, député européen (Groupe PPE, Pologne), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen et Président du groupe de travail «Affaires étrangères»

RDC, mais le conflit armé fait toujours rage à l'est du pays, tout comme les attaques contre les civils, notamment les viols collectifs. Durant la cérémonie de remise de prix, le Parlement a également attribué une mention spéciale au mouvement EuroMaidan, l'un des trois finalistes du prix Sakharov 2014 représenté par Moustafa Nayem, Rouslana Lijitchko, Yelyzaveta Schepetylnykova et Tetiana Tchorovol. Le Groupe PPE reconnaît ce mouvement comme étant le porte-étendard des valeurs européennes, de la liberté et des droits de l'homme.

Commission du commerce international (INTA)

Dans le domaine du commerce international, le Groupe PPE a réaffirmé son objectif traditionnel d'améliorer la politique de commerce équitable, qui a pour objectif d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'industrie et les citoyens de l'Union, aux niveaux multilatéral et bilatéral, au cours de l'année 2014.

Le 16 avril 2014, le Parlement européen a procédé à un vote sur un rapport crucial, le RDIE: **la responsabilité financière liée aux tribunaux de règlement des différends entre investisseurs et États mis en place par les accords internationaux auxquels l'Union européenne est partie**. Le Groupe PPE (rapporteur: Paweł Zalewski, député européen (PL)) a fixé un cadre afin de permettre à l'Union de gérer ses responsabilités financières découlant du règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) – un mécanisme juridique qui donne aux investisseurs la possibilité de poursuivre un État en justice sous certaines conditions. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, l'Union dispose d'une compétence exclusive pour les investissements étrangers directs et est responsable des obligations financières résultant de la perte de procès civils. La question principale avait trait à la juste imputation de l'obligation de payer une somme à un investisseur, c'est-à-dire à la question de savoir quand et dans quelles conditions il incombe à l'Union de payer la somme fixée, et quand cette obligation incombe à l'État membre concerné.

Le Groupe PPE est parvenu à une solution acceptable, qui défend l'unité de la représentation extérieure pour protéger les intérêts de l'Union. Il a examiné la question des dispositions relatives à la liberté de transfert de capitaux, ainsi que leur compatibilité avec la législation européenne et le degré de protection des investissements dans les futurs accords conclus par l'Union.

Le Groupe PPE se félicite de l'adoption du règlement concernant l'exercice des droits de l'Union pour l'application et le respect des règles du commerce international, sans demande spécifique de la Commission au cas par cas, comme c'est aujourd'hui le cas. La procédure offre à la Commission un instrument efficace et efficient permettant de faire respecter les droits qui sont reconnus à l'Union par des accords commerciaux internationaux, y compris dans le domaine des biens et des services. Le règlement représente une grande réussite pour notre Groupe, qui insistait pour que le secteur des services soit référencé de manière spécifique. Il ne s'agit pas seulement d'un avantage important dont pourra bénéficier la Commission dans le commerce international, mais aussi d'un exemple positif de défense des intérêts de l'Union dans le monde.

Le renforcement des relations économiques et commerciales avec les États-Unis est l'un des principaux objectifs du Groupe PPE et se trouve au cœur des négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Un accord ambitieux, équilibré et complet pourrait apporter de précieux avantages dans le cadre des échanges commerciaux bilatéraux, grâce à l'instauration de règles commerciales applicables au niveau mondial (particulièrement au vu de l'impasse dans laquelle se trouve le cycle de Doha de l'OMC), et grâce à l'adoption de normes commerciales communes. Un engagement et une volonté politiques forts, doublés du soutien du Groupe PPE, peuvent créer les conditions nécessaires au succès des négociations.

Au vu de la situation en Ukraine, l'un des plus importants dossiers de 2014 fut celui des préférences tarifaires autonomes (rapporteur: Paweł Zalewski, député européen (PL)), destinées à soutenir l'économie ukrainienne. En raison

de l'urgence de la situation, il a été décidé de ne pas différer l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange approfondi et complet, qui fait partie de l'accord d'association UE-Ukraine, et plutôt d'entamer immédiatement le processus de réduction ou de suppression des droits de douane sur les marchandises originaires d'Ukraine.

L'Union a instauré des préférences immédiates et illimitées pour 82,2 % des exportations en provenance d'Ukraine. Le pourcentage restant a fait l'objet d'une libéralisation partielle par le biais de contingents tarifaires. Pour bénéficier des préférences unilatérales, l'Ukraine devait respecter les règles d'origine de l'Union, en garantissant que les produits exportés proviennent bien de son territoire, et coopérer avec l'Union afin de prévenir tout risque de fraude. Grâce à ces préférences unilatérales, les exportateurs ukrainiens ont pu économiser 250 millions d'EUR. L'initiative prise par le Groupe PPE a permis, en octobre 2014, de proroger les préférences jusqu'à la fin 2015.

Commission du développement (DEVE)

En 2014, deux rapports essentiels pour les politiques de coopération au développement ont été adoptés, constituant des priorités de premier rang pour le Groupe PPE:

1. **Le rapport sur le rôle joué par les droits de propriété, le régime de la propriété et la création de richesses pour éradiquer la pauvreté et favoriser le développement durable dans les pays en développement**, adopté par le Parlement européen le 12 mars 2014, avec Gay Mitchell (IE) comme rapporteur fictif.

La valeur totale des biens extralégaux ou non enregistrés est estimée à plus de 9 300 milliards de dollars, ce qui équivaut à 93 fois le montant total de l'aide extérieure accordée aux pays en développement au cours des trente dernières années. Le fait de promouvoir l'établissement de régimes fonciers et de

responsabiliser les individus en leur permettant de gérer leurs propres ressources pourrait s'avérer être l'un des plus grands succès du XXI^e siècle, mais aussi l'un des plus grands défis jamais relevés.

L'existence de droits de propriété reconnus et enregistrés constitue un catalyseur de croissance économique, puisque la terre peut être utilisée comme garantie et ainsi faciliter l'accès au capital et au crédit à faible coût, ce qui contribue à stimuler l'investissement. La sécurité foncière entraîne une hausse de la productivité et stimule l'entrepreneuriat en facilitant l'accès à des marchés de vente et de location fonctionnels, tandis que l'enregistrement approprié des propriétés foncières et des PME a pour effet d'accroître leur valeur commerciale.

Si les systèmes de gestion foncière non transparents, corrompus et inefficaces constituent un frein important pour l'entrepreneuriat et les PME, des titres fonciers facilement transférables réduisent le coût du crédit et augmentent les possibilités d'emploi rémunéré, contribuant à l'innovation et au progrès technologique.

2. **Rapport sur le rapport de l'Union 2013 sur la cohérence des politiques pour le développement**, adopté par le Parlement européen le 13 mars 2014, avec Gay Mitchell (IE) comme rapporteur fictif.

La cohérence des politiques au service du développement (CPD) est devenue un outil de politique global qui élimine les incohérences dues à des politiques européennes, et, de ce fait, évite aux pays en voie de développement d'être victimes d'éventuels effets néfastes. Le rapport du Parlement européen insiste sur les points suivants: gestion des flux migratoires, politiques européennes en matière agricole, commerciale et énergétique, y compris la politique de l'Union en matière de biocarburants, susceptibles d'avoir des effets néfastes sur les pays en développement; politiques en matière de changement climatique et accords de pêche.

Les propositions qui se trouvent au cœur de ce rapport sont les suivantes:

- > un mécanisme d'arbitrage, confié au Président de la Commission européenne, qui devrait trancher en cas de contradiction entre deux politiques, et ce en vertu des engagements pris par l'Union en matière de CPD;
- > le rôle important que le Parlement européen pourrait jouer dans le processus de promotion de la CPD;
- > la nécessité de créer un mécanisme indépendant au sein de l'Union pour recueillir et traiter formellement les plaintes introduites par des citoyens ou des communautés affectés par les politiques de l'Union.

Le projet de rapport sur « **L'UE et le cadre de développement mondial au-delà de 2015** » de Davor Ivo Stier, député européen (HR), a été adopté durant la session plénière de novembre II.

Dans le prolongement de la rencontre spéciale des Nations unies sur les OMD (en septembre 2013) et des rapports sur l'après-2015 élaborés par le Groupe de haut niveau des Nations unies et le Secrétaire général des Nations unies, les négociations relatives au nouveau cadre se sont intensifiées, tant par les discussions du groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable qu'au sein du comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable. Le rapporteur souhaite contribuer à la définition d'une position cohérente et ferme de l'Union, que le Conseil adoptera en décembre 2014. Les conclusions du Conseil devraient poser les principes et indiquer les principales orientations de la stratégie de négociation de l'Union.

Le rapporteur rédige un rapport d'initiative sans connaître le contenu du rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations unies, qui constituera le socle des négociations intergouvernementales menant au sommet sur l'après-2015 prévu pour septembre 2015. Le cadre pour l'après-2015 doit avoir une visée et une visibilité mondiales et être universellement applicable, et tenir

compte des différents contextes nationaux ainsi que des politiques et priorités nationales respectives. La responsabilité réciproque en matière de financement public, privé, national et international devrait être au cœur de ce nouveau cadre international. Le rapporteur insiste sur les points suivants: éradication de la pauvreté et développement durable, droits de l'homme, prévention des conflits, après-conflit, consolidation de la paix et promotion d'une paix durable, changements climatiques et réduction des risques de catastrophe, sécurité alimentaire, alimentation, agriculture durable, dégradation des sols, eau et infrastructures sanitaires, santé et éducation, rôle central des femmes dans le nouveau cadre de développement, croissance durable et inclusive, emploi et emplois décents, secteur privé, société civile et autorités locales.

Délégations interparlementaires

En raison des élections européennes de 2014, les missions extérieures des délégations et assemblées interparlementaires ont pris fin en mars 2014. En outre, compte tenu des contraintes budgétaires, la Conférence des Présidents a pris la décision de suspendre les missions extérieures des délégations et assemblées interparlementaires jusqu'à la fin de l'année. L'année 2014 a également été marquée par des turbulences et une instabilité croissante dans le monde, en particulier dans les pays du voisinage méridional et oriental de l'Union.

Après le sommet de Vilnius de novembre 2013 concernant le voisinage oriental, l'attention du monde entier s'est focalisée sur l'Ukraine, dont la situation volatile se dégradait rapidement. Nous avons été témoins des manifestations pacifiques qui ont eu lieu sur la place Maïdan et dans le reste du pays, de l'annexion illégale de la Crimée, de la destruction en vol d'un appareil de la Malaysia Airlines, survenue dans la région du Donbass occupée par des séparatistes pro-russes, et, pour finir, de la « guerre hybride », qui a fait des milliers de victimes civiles et a entraîné la déstabilisation de la région. Nous avons été confrontés à une politique agressive de la part de la Russie et à une détérioration de la situation humanitaire. Les perspectives d'une solution rapide au conflit se sont évanouies. Pourtant, pendant ce temps-là, l'Ukraine a choisi de poursuivre sur la voie de ses aspirations européennes: le Président Porochenko a été élu le 25 mai au premier tour avec 54,7 % des voix; le 16 septembre, le Parlement ukrainien (Verkhovna Rada) et le Parlement européen ont ratifié simultanément l'accord d'association à une majorité écrasante; le 26 octobre, les élections législatives ont confirmé cette victoire avec le triomphe d'une large majorité de forces pro-européennes.

Notre Groupe a agi avec rapidité et détermination en soutien aux forces démocratiques et pro-européennes en Ukraine. Le Groupe PPE n'a eu de cesse d'alerter la communauté internationale sur le danger représenté par les politiques agressives de la Russie. La 21e réunion de la commission de coopération parlementaire UE-Ukraine s'est tenue à Kiev au mois de mars et une mission d'observation des élections a été organisée en mai. En outre, nos députés ont organisé plusieurs missions ad hoc:

- Une délégation du PPE s'est rendue en Ukraine au mois de février, au moment où, après des mois de manifestations, le Parlement ukrainien a voté la destitution du Président Ianoukovitch et la mise en place d'un gouvernement de transition. La délégation a alors adressé aux Ukrainiens un message d'espoir et de soutien. Elle a également rencontré les dirigeants des partis frères du PPE, Vitali Klitschko et Arseni Iatseniouk, ainsi qu'Eugenia Timochenko, fille de Ioulia Timochenko, l'ancienne Première ministre emprisonnée. La visite à un hôpital de Kiev, à l'occasion de laquelle des députés européens ont rencontré les manifestants qui avaient été battus et blessés par les forces spéciales de police ukrainiennes, a été particulièrement émouvante. Après l'escalade du conflit, Joseph Daul, député européen (FR), Président du Groupe PPE au Parlement européen et Président du PPE, a adressé ses condoléances aux familles des victimes de la violence en Ukraine et a demandé que les tireurs isolés, les Berkut et les forces armées du ministère de l'intérieur soient retirés des rues.



g-d: Jerzy Buzek, député européen (Groupe PPE, Pologne), Elmar Brok, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, député européen (Espagne), coordinateur du Groupe PPE au sein de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, Jacek Saryusz-Wolski, député européen (Groupe PPE, Pologne), prononçant un discours devant la population ukrainienne place Maïdan, février 2014



g-d: Cristian Dan Preda, député européen (Groupe PPE, Roumanie), Elmar Brok, député européen (Allemagne), Président de la commission des affaires étrangères du Groupe PPE du Parlement européen, Manfred Weber, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, Arseni Iatseniouk (Premier ministre, Ukraine), Sandra Kalniete, députée européenne (Groupe PPE, Lettonie), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, Joseph Daul (France), Président du PPE, Andrej Plenković, député européen (Groupe PPE, Croatie), Jacek Saryusz-Wolski, député européen (Groupe PPE, Pologne), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, Ukraine, juillet 2014

- Une mission du PPE menée par Manfred Weber, député européen (Groupe PPE, Allemagne), Président du Groupe PPE du Parlement européen, et Joseph Daul, Président du PPE, s'est rendue en Ukraine en juillet 2014. Les discussions ont essentiellement porté sur le conflit à l'Est, sur l'intervention russe, sur l'accord d'association et sur les élections anticipées. La plupart des intervenants, dont le Premier ministre Iatseniouk, ont souligné le rôle joué par la Russie dans le conflit et, directement et indirectement, dans le crash du vol MH17 de Malaysia Airlines, et ont encouragé l'Union européenne à intensifier les pressions sur la Russie. La grave crise humanitaire a également été abordée. La délégation du PPE a affirmé son soutien à l'Ukraine et a souligné qu'il fallait mettre fin à la violence et interrompre le flux d'armes, d'équipement et de personnel militaires en provenance de Russie. La Russie doit respecter les contrôles aux frontières.
- En octobre 2014, le Groupe PPE a envoyé une mission d'information en Ukraine à l'approche des élections législatives. Ses objectifs étaient les suivants: analyse de la situation à l'approche des élections, et notamment de la possibilité d'une coalition réformatrice pro-européenne après les élections, évaluation des perspectives de partenariat du Groupe PPE avec les partis politiques, évaluation de la situation humanitaire des personnes déplacées à l'intérieur du pays, définition des enjeux pour la sécurité énergétique (gaz, charbon) et soutien aux partis apparentés au PPE et aux partis de même sensibilité à la veille des élections.

La délégation a transmis plusieurs messages majeurs:

- l'importance de former une coalition réformatrice pro-européenne stable, plurielle et unie après les élections, en mettant de côté les conflits personnels;
- la nécessité d'exploiter la brève période propice aux réformes offerte

par les élections et d'agir résolument en conformité avec la feuille de route des réformes prévue par l'accord d'association et l'accord de libre-échange approfondi et complet, ainsi qu'avec la mise en œuvre complète de celle-ci;

- la nécessité d'améliorer la gouvernance, l'état de droit et la lutte contre la corruption pour s'assurer le soutien de la population vis-à-vis des réformes et l'engagement durable des partenaires européens;
- l'urgence impérieuse de remédier à la situation humanitaire, susceptible d'être qualifiée de critique, des 400 000 personnes de Crimée et du Donbass déplacées à l'intérieur du pays;
- la volonté des institutions de l'Union européenne de porter assistance à l'Ukraine afin de parvenir à une solution pour répondre aux besoins immédiats en énergie;
- l'annexion et l'occupation illégales de la Crimée doivent rester au centre des préoccupations de la communauté internationale;
- le Parlement européen votera sur la prolongation des préférences commerciales autonomes jusqu'au 31 décembre 2015 (pendant la semaine de session à Strasbourg du mois d'octobre);
- Euromaïdan est une source d'inspiration pour de nombreux Européens.

En ce qui concerne les autres pays du partenariat oriental, nos députés ont suivi de près la situation politique en Géorgie et en Moldavie. Aujourd'hui, ces deux pays ont conclu, de même que l'Ukraine, un accord d'association avec l'Union européenne.

En mars 2014, la 16e réunion de la commission de coopération parlementaire UE-Géorgie a eu lieu à Tbilissi et la réunion de la commission de coopération parlementaire UE-Moldavie s'est tenue à Chisinau. Le principal objet de ces réunions était de préparer les accords d'association avec la Géorgie et la République de Moldavie du 27 juin. Chaque accord d'association prévoit également un accord de libre-échange approfondi et complet.

Une mission d'information du Groupe PPE s'est rendue en Moldavie en novembre 2014 à l'approche des élections législatives du 30 novembre. Ces élections avaient une importance cruciale, car elles détermineraient l'orientation géopolitique du pays. Le camp prodémocratique a obtenu une majorité de sièges au parlement: le pays poursuivra donc son chemin sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne. Les membres de la délégation ont participé à la campagne et ont rencontré quelque 800 Moldaves auxquels ils ont loué les mérites de l'accord d'association. Ils ont également rencontré Vlad Filat, Président du PLDM (observateur PPE), Iurie Leanca, Premier ministre de la République de Moldavie et l'homme politique le plus populaire du pays, Dorin Recean, ministre de l'intérieur, Sabina Cerbu, Vice-ministre de la justice, et des diplomates.

Sur la question de l'élargissement, deux réunions importantes ont eu lieu au mois de mars dans les Balkans occidentaux: la 8e réunion de la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Monténégro à Podgorica et la 16e réunion interparlementaire PE-Bosnie-Herzégovine.

Nos députés ont pu constater qu'il y avait eu d'importantes avancées au niveau régional et que le processus d'intégration était sur la bonne voie. La Serbie a ouvert le processus de négociation et a entamé l'examen analytique par chapitre. L'Albanie a reçu le statut de pays candidat en juin 2014 en reconnaissance de ses efforts d'intégration. Le Monténégro devrait être encouragé dans le cadre des négociations d'adhésion et incité à poursuivre son processus de réforme.

Certaines tendances soulèvent néanmoins des inquiétudes, telles que les problèmes grandissants relatifs au fonctionnement des institutions dans plusieurs pays. Les boycotts récents des parlements d'Albanie et de Macédoine ainsi que la situation problématique qui a découlé des élections au Kosovo ont été sources d'importantes préoccupations. À l'occasion de rencontres avec leurs homologues, nos députés ont insisté sur le fait que le processus d'intégration exige un consensus global de l'ensemble du spectre politique, ainsi qu'un bon fonctionnement des institutions.

S'agissant de la Turquie, la 74e réunion de la commission parlementaire mixte UE-Turquie a eu lieu en avril 2014 et la 75e en novembre 2014, toutes deux à Bruxelles. Lors de la 74e réunion, Ria Oomen-Ruijten, députée européenne (NL) et rapporteure du PE sur la Turquie, a fait part de sa déception après les derniers événements en Turquie et a observé que lors des dernières réunions de la commission des affaires étrangères et en plénière, pendant le débat qui a porté sur la résolution du Parlement, l'atmosphère était globalement très négative; de nombreux députés longtemps alliés de la Turquie ont été surpris des dernières prises de position du gouvernement turc. Ria Oomen-Ruijten a souligné que la Turquie n'avait pas forcément besoin de l'ouverture des chapitres 23 et 24 pour faire avancer les réformes dans ces domaines, les critères de Copenhague demeurant les principaux critères de référence. Plusieurs membres de la délégation turque à la commission parlementaire mixte ont répliqué en déplorant la politique de deux poids deux mesures appliquée à la Turquie et à d'autres pays en matière de démocratie. Par ailleurs, certains participants ont dénoncé une crise dans le système de valeurs du gouvernement turc.

En août 2014, Recep Tayyip Erdogan a été élu Président avec près de 52 % des voix lors d'un scrutin ayant bénéficié d'une faible participation.

En ce qui concerne le voisinage méridional, nos députés ont continué de suivre de près les événements dans la région. La tendance la plus inquiétante était l'émergence de l'«État islamique» en Syrie et en Iraq. Plusieurs réunions importantes de délégation ont eu lieu au cours de l'année 2014. La 14e réunion interparlementaire Tunisie-PE s'est tenue à Bruxelles en février. Les députés du PPE ont félicité les députés et le gouvernement tunisiens pour l'adoption de la nouvelle constitution, qu'ils ont qualifiée de «moment historique» et d'étape majeure vers l'instauration de l'état de droit en Tunisie. Les députés du PPE ont également participé à une mission d'observation des élections en Égypte au mois de mai.

Pour ce qui est de la péninsule arabe, la 3e réunion interparlementaire PE-Qatar s'est tenue à Doha et la 7e réunion interparlementaire PE-Koweït, à Koweït, au mois de mars. Les députés du PPE ont indiqué que ces deux visites avaient confirmé la bonne coopération qui existe avec leurs organes homologues (le Conseil consultatif du Qatar et l'Assemblée nationale du Koweït), ainsi que l'existence d'un dialogue avec les organisations de la société civile et de défense des droits de l'homme. Au cours de sa visite à Koweït, la délégation a fortement intensifié sa coopération avec l'Assemblée nationale (Majlis al-Umma), avec les membres de l'exécutif koweïtien et avec les représentants de divers secteurs de la société koweïtienne.

En ce qui concerne l'Amérique du Nord, la 75e réunion interparlementaire UE-États-Unis et le dialogue transatlantique des législateurs ont eu lieu au mois de mars à Washington.

La délégation a abordé les sujets des négociations du TTIP, de la sécurité énergétique et du commerce, de la cybersécurité et de la protection des données, et de la politique étrangère et de sécurité. Outre les séances officielles, plusieurs événements ont été organisés pendant les deux journées de la visite: Elmar Brok, député européen (DE), Président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, a apporté des informations de première main sur la stratégie et la politique de la Russie en ce qui concerne l'Ukraine et la Crimée. Il a également évoqué les façons dont les États-Unis et l'Union européenne pouvaient coopérer afin de contenir et de désenvenimer la situation, laquelle est la plus dangereuse qu'a connue le continent européen depuis la fin de la guerre froide.

En ce qui concerne l'Amérique latine et l'Amérique centrale, la 7e session plénière ordinaire de l'Assemblée parlementaire EuroLat a eu lieu à Athènes au mois de mars. Les députés du PPE ont mis en lumière la coopération fructueuse et le travail remarquable de l'Assemblée au cours des dernières années. La plénière a adopté une résolution d'urgence sur le féminicide, et les quatre commissions parlementaires permanentes ont débattu de plusieurs projets de résolution et ont étudié des documents de travail concernant les thèmes du programme politique bilatéral.

La 17e réunion de la commission parlementaire mixte UE-Mexique s'est tenue à Strasbourg au mois d'avril. Les membres du PPE ont mis l'accent sur le «Pacte pour le Mexique», fruit d'une alliance entre les partis favorisant l'intérêt général du pays. Les députés ont également fait le point sur l'état du processus et les perspectives concernant la modernisation de l'accord global et du cadre juridique entre le Mexique et l'Union européenne. Lors de la réunion de la commission parlementaire mixte, les deux parties ont adopté une déclaration conjointe, dans laquelle la composante européenne félicitait son homologue pour ses efforts de lutte contre le crime organisé, la corruption et l'insécurité.

La 19e réunion de la commission parlementaire mixte UE-Chili a eu lieu en janvier 2014. Les deux parties ont insisté sur le besoin de moderniser l'accord d'association UE-Chili dans les domaines du commerce, des PME, de la responsabilité sociale des entreprises, de l'énergie et du changement climatique. Elles ont également salué la réussite du dialogue bilatéral sur les droits de l'homme et la démocratie, ainsi que les signes de reprise économique dans l'Union européenne.



g-d : Michael Gabler, député européen (Groupe PPE, Allemagne), Andrzej Grzyb, député européen (Groupe PPE, Pologne), Co-président de la délégation polonaise (Parti paysan polonais) du Groupe PPE au Parlement européen, Iurie Leanca (Premier ministre, République de Moldavie), Sandra Kalniete, députée européenne, (Groupe PPE, Lettonie), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, Jaromír Štětina, député européen (Groupe PPE, République tchèque), Moldavie, novembre 2014

En ce qui concerne l'Asie, l'année 2014 a été marquée par des élections importantes en Inde, en Indonésie et en Afghanistan. En outre, en parallèle avec les élections présidentielles en Afghanistan, la Force internationale d'assistance à la sécurité se retire du pays après plus de dix années de présence.

De nombreuses réunions de délégation ont été organisées, notamment avec les pays de l'ANASE. Sur les dix membres de l'Association, sept ont négocié des accords de partenariat et de coopération avec l'Europe, deux d'entre eux ayant récemment été signés. Quatre zones de libre-échange ont également été mises en place – avec Singapour, le Viêt Nam, la Malaisie et la Thaïlande. Toutefois, celles-ci ont été temporairement suspendues. Il a en outre été indiqué, au cours de la réunion de la délégation ANASE, que l'année 2015 serait une année importante pour la région pour plusieurs raisons: la création du marché unique de l'ANASE, englobant quelque 600 millions de consommateurs et une classe moyenne en rapide expansion, et les premières élections – que l'on espère démocratiques – au Myanmar.

Pour ce qui est de la Chine, si les tensions avec l'Europe sur la question des panneaux solaires ont pu être résolues, sur le plan interne d'importantes manifestations ont eu lieu à Hong Kong au mois de septembre. Les militants se sont érigés contre la proposition de réforme électorale annoncée par le Comité permanent du Congrès national populaire de Chine, affirmant que cette réforme freinerait l'établissement de la démocratie à Hong Kong.

En ce qui concerne l'Afrique et les pays ACP, la 27^e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE a eu lieu à Strasbourg en mars 2014. Le Groupe PPE a continué de jouer un rôle de premier plan en remportant plusieurs victoires dans le cadre de l'adoption de rapports et de résolutions sur des sujets tels que le terrorisme ou l'union douanière. Les députés ont également soulevé la question des lois controversées sanctionnant l'homosexualité qui ont été adoptées par le Nigeria et l'Ouganda. Gay Mitchell, député européen (IE), coordinateur du Groupe PPE au sein de la commission du développement

du Parlement européen, a indiqué clairement que «le Groupe PPE s'opposera fermement à la peine capitale, cette plus grande violation des droits de l'homme... aucun État de l'Union européenne ne peut imposer la peine capitale ou des peines d'emprisonnement sévères pour des activités sexuelles entre adultes consentants. L'Union européenne cherche parfois à exporter sa culture vers le monde en développement, et les députés des pays ACP ont raison de le souligner. Cependant, pour ce qui est de la peine de mort, l'Union européenne traite tous les pays de la même manière. Si la Nouvelle-Zélande ou la Norvège adoptait une loi similaire, nous agirions exactement de même... que l'Ouganda ou le Nigeria adoptent de telles lois est inquiétant en soi, mais plus encore le fait que d'autres pays ACP appuient ces mesures. C'est inacceptable et nous ne resterons pas sans mot dire», a-t-il déclaré.

En décembre 2013, nous avons été témoins de la plus grande épidémie d'Ébola de l'histoire, qui a trouvé son origine en Guinée avant de s'étendre au Liberia et en Sierra Leone. En novembre 2014, l'Organisation mondiale de la Santé et les gouvernements des pays concernés rapportaient un total de 15 145 cas suspectés et 5 741 décès. Toutefois, selon d'autres sources, les chiffres réels pourraient être trois fois plus élevés, de nombreux cas n'étant pas rapportés.



g-d : Gay Mitchell, député européen (Irlande), coordinateur du Groupe PPE au sein de la commission du développement du Parlement européen, Hans Peter Mayer, député européen (Groupe PPE, Allemagne), Mariya Gabriel, députée européenne (Groupe PPE, Bulgarie), Michael Gabler, député européen (Groupe PPE, Allemagne), Président de la délégation pour les relations avec le Parlement panafricain, 27^e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, Strasbourg, mars 2014



Service Relations avec les parlements nationaux

5 Service Relations avec les parlements nationaux

En 2014, les activités du Groupe PPE en matière de relations avec les parlements nationaux se sont organisées autour de deux axes principaux: des réunions se sont tenues, d'une part, dans le cadre des élections européennes, pour des échanges de vues avec le candidat du PPE à la Présidence de la Commission européenne et, d'autre part, après les élections, pour relancer les activités en vue de la période 2014-2019.

En 2014, le Groupe a organisé les activités suivantes

20e sommet des Présidents des Groupes parlementaires du PPE au sein des parlements nationaux de l'Union et du Parlement européen, à Bruxelles, le 7 avril 2014

Organisé au Parlement européen, à Bruxelles, ce 20e sommet a réuni les Présidents des Groupes parlementaires affiliés au PPE qui existent au sein des parlements nationaux des États membres de l'Union; ses participants ont exprimé leur soutien résolu à la candidature de Jean-Claude Juncker à la Présidence de la Commission européenne. Les parlementaires nationaux et européens ainsi que les têtes des listes PPE aux élections européennes ont également adopté une déclaration par laquelle ils affirmaient l'importance d'une Europe forte, au sein de laquelle tous les citoyens puissent avoir confiance en l'avenir. La réunion avait pour thème principal les élections européennes et les priorités du PPE en vue d'améliorer l'Union; José Manuel Durão Barroso, Président en exercice de la Commission, y participait et a dressé le bilan de son mandat. Une discussion a par ailleurs réuni les têtes des listes PPE aux élections européennes et Jean-Claude Juncker, le chef de file choisi par le PPE. Les têtes de liste David McAllister (CDU, Allemagne), Marianne Thyssen (CD&V, Belgique), Valdis Dombrovskis (Vienotība, Lettonie), ancien Premier ministre de la Lettonie, Alain Lamassoure (UMP, France, circonscription d'Île-de-France), Danuta Hübner (Platforma Obywatelska, Pologne, circonscription de Varsovie), Tomislav Donchev (GERB, Bulgarie) et Theodor Stolojan (PDL, Roumanie) ont présenté leurs programmes et

insisté sur les défis qu'ils rencontraient dans leurs États membres respectifs. Les parlementaires européens et nationaux ont également discuté des défis rencontrés par la Présidence grecque de l'Union.

Joseph Daul, député français au Parlement européen, Président du PPE et Président du Groupe PPE au Parlement européen, a exposé les priorités de sa famille politique: «La politique du PPE est claire: continuer le travail engagé, d'abord pour sortir l'Europe de la crise 'aiguë', ensuite pour approfondir encore l'intégration européenne. Nous avons besoin du retour d'une vraie croissance, celle qui crée des emplois.»

Les parlementaires ont souligné que Jean-Claude Juncker était «le mieux placé pour remplir ces objectifs, avec sa très grande expérience européenne, son esprit de solidarité et son programme ambitieux axé sur l'économie sociale de marché, la stabilité financière, la modernisation et le progrès économique».

Jean-Claude Juncker a présenté ses priorités: «Je fais campagne pour une Europe forte. Nous sommes le parti qui a œuvré et continuera d'œuvrer pour sortir l'Europe de la crise et la remettre sans défaillance sur le chemin de la croissance, de la création d'emplois et de la stabilité. Je suis votre candidat et je compte sur votre soutien dans les mois à venir pour que l'on gagne les élections et qu'ensemble nous fassions ce que nous savons faire le mieux: offrir à tous une Europe meilleure et plus prospère.»

Paulo Rangel, député portugais au Parlement européen, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les parlements nationaux et Chef de la délégation portugaise (PSD) du Groupe PPE au Parlement européen, a souligné que la solidarité devait aller de pair avec la responsabilité: «Notre famille politique a été le parti le plus positif, le plus cohérent, le plus prompt à agir et le plus efficace. Nous avons mené une politique stricte, qui prône l'unité européenne en réclamant une solidarité nationale et européenne sans failles.»



20e sommet des Présidents des Groupes parlementaires au sein des parlements nationaux de l'Union et du Parlement européen, à Bruxelles, le 7 avril 2014

g-d: Martin Kamp, Secrétaire général du Groupe PPE au Parlement européen, Jean-Claude Juncker (LU), Chef de file du PPE, Paulo Rangel, député européen (PT), Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les parlements nationaux et Chef de la délégation portugaise (PSD) du Groupe PPE au Parlement européen, Konstantinos Moussouroulis, député au Parlement grec, Vice-président de la commission des affaires européennes, Marianne Thyssen, députée européenne (BE), tête de la liste CD&V, Danuta Maria Hübner, députée européenne (PL), Présidente de la commission des affaires du Parlement européen

21e sommet des Présidents des Groupes parlementaires du PPE au sein de l'Union, à Bruxelles, le 17 novembre 2014

Organisé au Parlement européen, à Bruxelles, ce 21e sommet a réuni les Présidents des groupes parlementaires affiliés au PPE qui existent au sein des parlements nationaux des États membres de l'Union, ainsi que plusieurs intervenants invités de premier plan. Premier sommet de la nouvelle législature, il s'est tenu sous la Vice-présidence d'Esther de Lange, députée néerlandaise au Parlement européen et nouvelle Vice-présidente du Groupe PPE chargée des relations avec les Groupes parlementaires des parlements nationaux. La participation a été forte puisque plus de 26 députés, représentant 16 États membres différents, ont participé à la rencontre. Les travaux ont été ouverts par Manfred Weber, député allemand et Président du Groupe PPE au Parlement européen, et se sont déroulés sous la coprésidence d'Elena Centemero, députée du parti Forza Italia à la Chambre des députés italienne et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et de Paolo Alli, député du parti Nuovo Centrodestra et membre de la commission des affaires européennes à la Chambre des députés italienne. Parmi les intervenants invités figuraient Danuta Maria Hübner, député polonaise au Parlement européen, Présidente de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen et Co-Présidente pour le Parlement européen de la COSAC, ainsi que Corien Wortmann-Kool, Vice-présidente néerlandaise du PPE.

Pour la première fois depuis que ces sommets existent, un membre d'un autre parti politique avait été invité à s'exprimer et à donner son point de vue sur les relations avec les parlements nationaux: Frans Timmermans, du S&D, est ainsi intervenu en sa qualité de premier Vice-président de la Commission européenne chargé de l'amélioration de la réglementation, des relations interinstitutionnelles, de l'état de droit et de la charte des droits fondamentaux. «Il est sain de 'sortir des sentiers battus' et de voir plus loin que notre propre famille politique. Nous, PPE et S&D, partageons le sens

des priorités quand il s'agit de rétablir la confiance dans la coopération européenne», a fait valoir Esther de Lange, députée néerlandaise au Parlement européen. Les Vice-présidents de la Commission et Commissaires affiliés au PPE ont ensuite participé à un déjeuner de travail: Valdis Dombrovskis, Vice-président chargé de l'euro et du dialogue social, Jyrki Katainen, Vice-président chargé de l'emploi, de la croissance, de l'investissement et de la compétitivité, Miguel Arias Cañete, Commissaire chargé de l'action pour le climat et de l'énergie, Carlos Moedas, Commissaire chargé de la recherche, de la science et de l'innovation, Tibor Navracsics, Commissaire chargé de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport et Marianne Thyssen, Commissaire chargée de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs. La deuxième partie du sommet était consacrée à la croissance, à la compétitivité et à l'emploi; elle s'est ouverte sur une allocution de Jyrki Katainen, Vice-président de la Commission, qui a été suivie d'interventions de Hans-Peter Friedrich, député au Bundestag allemand et Vice-président du Groupe CDU/CSU, Christian Jacob, député à l'Assemblée nationale française et Président du Groupe UMP, Daniel Neville, député à la Chambre des représentants irlandaise et Président du Groupe Fine Gael, Marek Rocki, député au Sénat polonais et Président du Groupe Platforma Obywatelska, et Luis Montenegro, député au Parlement portugais et Président du Groupe PSD.



21e sommet des Présidents des Groupes parlementaires du PPE au sein de l'Union, Bruxelles, le 17 novembre 2014

g-d: Manfred Weber, député européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, Esther de Lange, députée européenne (Pays-Bas), Vice-présidente du Groupe PPE responsable des relations avec les parlements nationaux, Jyrki Katainen, Vice-président de la Commission européen chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement, la compétitivité et les parlementaires nationaux



21e sommet des Présidents des Groupes parlementaires du PPE au sein de l'Union, Bruxelles, le 17 novembre 2014

Les députés européens du Groupe PPE Esther de Lange (NL), Othmar Karas (AT), et Sofia Ribeiro (PT) avec Jyrki Katainen, Vice-président de la Commission européenne chargé de l'emploi, la croissance, l'investissement, la compétitivité et les parlementaires nationaux

Esther de Lange, députée néerlandaise au Parlement européen et Vice-présidente du Groupe PPE chargée des relations avec les Groupes parlementaires des parlements nationaux, a souligné: «La croissance et l'emploi figurent en tête des principaux défis auxquels nous devons nous consacrer dans l'immédiat. Le programme de travail du Groupe PPE, adopté à Albufeira, jette les bases de nos prochains travaux. Toutefois, nous ne pouvons pas agir seuls. Le Parlement européen et les parlements nationaux devront collaborer pour générer de la croissance et créer des emplois pour nos citoyens.»

La déclaration finale adoptée met l'accent sur cinq points: l'emploi, le cadre législatif, la compétitivité, l'innovation et l'investissement.

Réseaux du PPE pour les affaires européennes

11e réunion du réseau des parlementaires nationaux du PPE chargés des affaires européennes et des membres du Groupe PPE au Parlement européen, à Bruxelles, le 4 février 2014

La réunion du réseau des parlementaires nationaux chargés des affaires européennes et des membres du Groupe PPE au Parlement européen s'est déroulée sous la présidence de Paulo Rangel, Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les parlements nationaux, et en présence de Valdis Dombrovskis, ancien Premier ministre de Lettonie et candidat à la candidature pour le PPE à la Présidence de la Commission européenne.

«J'estime que la nouvelle procédure selon laquelle le Président de la Commission est élu par le Parlement renforcera la légitimité de la Commission et son rôle politique, et confèrera aux élections européennes une plus grande importance étant donné que le choix des électeurs aura une influence sur le Parlement européen et, désormais de façon plus directe, sur l'élection du

Président de la Commission», a déclaré Paulo Rangel. Valdis Dombrovskis a affirmé pour sa part: «Le nouveau rôle tenu par le Parlement européen dans l'élection du Président de la Commission a vocation à renforcer les liens entre le vote démocratique des citoyens et l'exercice du pouvoir au niveau européen.» Carlo Casini, député italien et Président de la commission des affaires constitutionnelles au Parlement européen, a conclu: «Le Traité institue clairement deux piliers: le Parlement européen, représentant des citoyens européens, et le Conseil, représentant des gouvernements des États membres, eux-mêmes démocratiquement responsables devant leurs parlements nationaux et leurs citoyens. Cette réalité à l'esprit, nous devons travailler à faire fonctionner l'Union grâce aux outils existants, notamment les partis politiques européens.»

12e réunion du réseau des parlementaires nationaux du PPE chargés des affaires européennes et des membres du Groupe PPE au Parlement européen, à Bruxelles, le 13 octobre 2014

Le 13 octobre 2014, des députés des parlements nationaux et du Parlement européen se sont retrouvés dans le cadre du réseau du PPE pour les affaires européennes. Cette première réunion suivant les élections européennes était coprésidée par Manfred Weber, le nouveau Président du Groupe PPE au Parlement européen, de nationalité allemande, et Esther de Lange, la nouvelle Vice-présidente du Groupe PPE chargée des relations avec les parlements nationaux. Lors du déjeuner de travail, l'intervenant invité Francis Delpérée, député à la Chambre des représentants belge, a avancé plusieurs propositions pour renforcer la coopération entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Il a ainsi suggéré qu'un élu puisse appartenir conjointement, à temps partiel, au parlement de son pays et au Parlement européen. Il a également proposé l'organisation de réunions entre experts des différentes assemblées. Manfred Weber, député allemand et Président du Groupe PPE au Parlement



11e réunion du réseau des parlementaires nationaux du PPE chargés des affaires européennes et des membres du Groupe PPE au Parlement européen, à Bruxelles, le 4 février 2014

g-d: **António Rodrigues**, député européen (PT), Vice-président du groupe parlementaire PSD, **Carlo Casini**, député européen (IT), Président de la commission des affaires constitutionnelles au sein du PE, **Paulo Rangel**, député européen (PT), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, responsable des Relations avec les parlements nationaux, Chef de la délégation portugaise (PSD) du Groupe PPE au Parlement européen, **Miguel Seabra**, Conseiller du Groupe PPE, **Konstantinos Moussouroulis**, député européen (EL), Vice-président de la commission des affaires européennes, **Susanna Haby**, députée européenne (SE), membre de la commission des affaires européennes



12e réunion du réseau des parlementaires nationaux du PPE chargés des affaires européennes et des membres du Groupe PPE au Parlement européen, à Bruxelles, le 13 octobre 2014

g-d: Manfred Weber, député européen (DE), Président du Groupe PPE au Parlement européen, Esther de Lange, députée européenne (NL), Vice-présidente du Groupe PPE chargée des relations avec les parlements nationaux, Beatrice Scarascia Mugnozza, Chef du Service des Relations avec les parlements nationaux.

européen, a insisté sur l'importance et la nécessité de la coopération avec les parlements nationaux. Il a fait état des nombreux défis auxquels le Parlement européen devra faire face lors des années à venir et a affirmé qu'un partenariat fort avec le S&D sera nécessaire pour former une majorité stable dans l'hémicycle européen. Esther de Lange, députée néerlandaise au Parlement européen, a insisté sur la nécessité d'un discours plus politique au niveau européen comme national: «il ne suffit pas d'expliquer comment l'Europe fonctionne», a-t-elle déclaré.

Lors de la réunion, de nombreux députés nationaux ont appelé à renforcer la coopération à différents niveaux: Hans-Peter Friedrich (CDU/CSU, DE), Borbely Laszlo (UDMR, HU), Raymond Knops (CDA, NL), Paolo Tancredi (NCD, IT), Jean Bizet (UMP, FR), Nicos Tournaris (DR, CY), Elena Centemero (FI, IT), Anthony Lawlor (FG, EI) ou encore Nuno Magalhaes (PS, PT).

Réseau des jeunes députés du PPE

Le «réseau des jeunes députés du PPE», regroupement de jeunes élus au Parlement européen, a tenu sa première réunion de la nouvelle législature le 7 octobre 2014. Il s'agissait de présenter à l'ensemble des nouveaux jeunes députés les activités à venir. Pablo Zalba Bidegáin, député espagnol au Parlement européen (coordinateur), et Lara Comi, Vice-présidente italienne du Groupe PPE au Parlement européen (Vice-coordinatrice), ont débattu de l'importance de ce réseau et lancé une discussion sur les politiques pour la jeunesse. La prochaine réunion du réseau, ainsi que sa réunion annuelle, devraient se tenir début 2015.

Le PPE et la coopération interparlementaire au sein de l'Union

En 2014, plusieurs commissions du Parlement européen ont organisé des réunions conjointes sur des sujets spécifiques. En raison des élections, le

Parlement européen a interrompu ses travaux en avril. Trois réunions ont été organisées: une première, un forum parlementaire, consacrée aux parlements de l'Union européenne dans le cadre de la gouvernance mondiale, une deuxième intitulée «Prévenir les violences à l'égard des femmes – un défi pour tous» et une troisième sur les futures priorités dans le domaine des libertés civiles. Depuis le début de la nouvelle législature, une réunion conjointe a été organisée sur le thème «Le programme de politique extérieure de l'Union européenne et les Balkans occidentaux».

Semaine parlementaire européenne consacrée au semestre européen

- Semestre européen et conférence prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), du 20 au 22 janvier 2014

Dans le cadre de la semaine parlementaire européenne, qui comprenait le cycle du semestre européen pour les années 2013 et 2014, des députés européens du Groupe PPE au Parlement européen et des députés nationaux appartenant à la famille politique du PPE se sont réunis pour discuter de la gouvernance économique de l'Union. La conférence prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), coorganisée à Bruxelles par le Parlement européen et le Parlement grec, s'inscrivait également dans le cadre de ce semestre européen. Elle comprenait à la fois plusieurs sessions plénières et des réunions des commissions des affaires économiques et monétaires, des budgets ou encore de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen organisées en parallèle.

Dans le cadre de cet événement, le Groupe PPE a tenu une réunion préparatoire, lors de laquelle Paulo Rangel, député portugais au Parlement européen et Vice-président du Groupe PPE chargé des relations avec les parlements nationaux, a demandé qu'une place accrue soit donnée au contrôle



Semestre européen et conférence prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), du 20 au 22 janvier 2014

g-d: Vangelis Meimarakis, député européen (EL), confèrencier du Parlement grec, Beatrice Scarascia Mugnozza, Chef du Service Relations avec les parlements nationaux, Paulo Rangel, député européen (PT), Vice-président du Groupe PPE en charge des Relations avec les parlements nationaux, Chef de la délégation portugaise (PSD) du Groupe PPE au Parlement européen, Kai Wynands, Conseiller du Groupe PPE, Elmar Brok, député européen (DE), Président de la commission affaires étrangères du Parlement européen et Sherpa du Parlement européen pour les négociations en vue d'approfondir l'UEM

parlementaire, tant au niveau européen qu'à l'échelle nationale. Elmar Brok, député allemand au Parlement européen, Président de la commission des affaires étrangères et Sherpa du Parlement pour les négociations en vue d'un approfondissement de l'union économique et monétaire (UEM), a réclamé des négociations pour l'approfondissement de l'UEM et a insisté sur la nécessité d'une bonne coopération pour rendre chaque État membre responsable et à même d'assumer ses fonctions. Othmar Karas, député autrichien et Vice-président du Parlement européen, a souhaité que soient jetées les bases d'une coopération renforcée.

- Conférence prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), à Rome, Italie, les 29 et 30 septembre 2014

La troisième conférence prévue à l'article 13 du pacte budgétaire a été organisée à Rome, les 29 et 30 septembre 2014, par le Parlement italien. Députés européens et nationaux de toute l'Union ont examiné de nombreuses questions économiques, allant de la réduction des inégalités à la coordination des politiques fiscales. Une délégation composée de six députés européens du PPE a participé à cette conférence: Danuta Hübner (PL), Présidente de la commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen, Burkhard Balz (DE), Danuta Jazłowiecka (PL), Othmar Karas (AT), Alain Lamassoure (FR) et Esther de Lange (NL).

Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

- Athènes, Grèce, les 3 et 4 avril 2014

Réunis à Athènes, députés européens et nationaux ont exprimé leur vive préoccupation face à la crise ukrainienne et au conflit en Syrie. Ils ont par

ailleurs salué l'adoption de la constitution égyptienne, tout en s'interrogeant néanmoins avec inquiétude sur la réalité de la transition démocratique du pays.

- Rome, Italie, du 5 au 7 novembre 2014

Députés européens et nationaux se sont réunis à Rome pour la première conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité organisée après les élections européennes de mai. Les débats ont porté sur les crises aux frontières de l'Union, les priorités des politiques étrangère et de défense de l'Union, ainsi que les perspectives envisageables pour une défense européenne. Parmi les principaux intervenants figuraient Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-présidente de la Commission, ainsi que Paolo Gentiloni, le ministre italien des Affaires étrangères. La délégation du Parlement européen, forte de 16 députés, était présidée par Elmar Brok, député allemand et Président de la commission des affaires étrangères au Parlement européen.

Publications

Le Groupe PPE informe de ses activités en matière de relations avec les parlements nationaux. En complément d'un site internet spécifique, il publie régulièrement des communiqués de presse et des lettres d'information et a élaboré deux brochures sur le sommet des Présidents des Groupes parlementaires du PPE. Au début de la présente législature, le Groupe PPE a également publié un document sur les activités de son service chargé des relations avec les parlements nationaux, qui informe les députés des réunions organisées au niveau du Groupe et du Parlement.



Service Politique méditerranéenne et activités interculturelles

6 Service Politique méditerranéenne et activités interculturelles

La politique méditerranéenne

En 2014, le Groupe PPE a confirmé que la région méditerranéenne était une priorité politique et a poursuivi ses actions en faveur du renforcement des relations avec les partenaires politiques de l'Union pour la Méditerranée (UpM).

Groupe de travail du PPE sur la Méditerranée (EUROMED)

Le groupe de travail s'est réuni une fois par mois sous la présidence du député au Parlement européen Vito Bonsignore (IT), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, et de sa collègue Mariya Gabriel (BG), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, responsable de la politique méditerranéenne et d'EUROMED, à la suite des élections européennes

Durant le second semestre, le groupe de travail a achevé les travaux qui lui avaient été confiés par la septième législature et a donné des détails sur une stratégie innovante concernant la politique méditerranéenne du Groupe PPE pour 2014-2019. Les principaux objectifs étaient notamment les suivants: la réforme institutionnelle de l'UpM et de l'Assemblée parlementaire, les migrations et les urgences humanitaires, le développement économique et social, la sécurité, les processus de paix, et un réseau politique du PPE davantage tourné vers l'avenir.

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

La session plénière de l'AP-UpM s'est tenue en Jordanie les 8 et 9 février 2014. Le Groupe PPE a joué un rôle essentiel et décisif dans la rédaction finale des recommandations adoptées qui ont été ratifiées par le Bureau et adoptées par l'AP-UpM. Les sujets abordés ont été les suivants: les pays arabes en transition, la lutte contre la corruption, le financement des PME, la microfinance, la production artistique et la culture inclusive, le rôle de l'institut culturel, le jumelage entre universités, la durabilité de l'alimentation en eau, la production d'énergie, la gestion des déchets, le rôle des femmes dans la société et la création d'emplois.

Programme d'échange avec l'Algérie 27-30 janvier 2014

Le Groupe PPE a organisé, en collaboration avec le PPE et la Fondation du Centre of European Studies (CES), une manifestation avec le parti RND et les membres de la société civile algérienne en vue de faciliter le partage des connaissances et une approche progressiste en ce qui concerne les initiatives futures. Quinze Algériens ont rencontré des membres de la famille politique du PPE. Joseph Daul, député au Parlement européen (FR), Président du Groupe PPE au Parlement européen, Président du PPE, et Tokia Saïfi, députée au Parlement européen (FR), Présidente de la commission politique de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée, ont activement participé aux discussions, qui portaient sur l'énergie, l'agriculture, la pêche et la lutte contre le terrorisme.



Groupe de travail EUROMED, septembre 2014

g-d : Antonio López-Istúriz White, député européen (Groupe PPE, Espagne), Mariya Gabriel, députée au Parlement européen (Bulgarie), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, responsable de la politique méditerranéenne (EUROMED) et Paolo Licandro, Secrétaire général adjoint du Groupe PPE, Jorge Soutullo, Conseiller du Groupe PPE

4e Conférence de la mer Morte du PPE 9 février 2014

Le Groupe PPE a organisé, en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer, la 4e Conférence de la mer Morte, le 9 février 2014. La conférence, qui s'est tenue en Jordanie dans la foulée de la session plénière de l'AP-UpM, était présidée par Joseph Daul, député au Parlement européen (FR), Président du Groupe PPE au Parlement européen, Président du PPE, et par Atef Tarawneh, député au Parlement européen, Président de la Chambre des représentants de Jordanie. Les discussions étaient centrées sur l'avenir du partenariat et de la politique euro-méditerranéens, sur la réforme ayant fait suite au «Printemps arabe» et sur la stabilité politique de même que la sécurité. Le Président du Groupe était accompagné de membres du Groupe, à savoir les députés au Parlement européen Tokia Saïfi (FR), Maria Da Graça Carvalho (PT), Santiago Fisas Ayxela (ES), Cristina Gutiérrez-Cortines (ES) et Rodi Kratsa-Tsagaropoulou (GR). Les participants ont exprimé leur volonté de continuer à donner un degré de priorité élevé à la Méditerranée et à encourager la coopération.

Séminaire du Groupe PPE sur la coopération économique 25 mars 2014

Le Groupe PPE, présidé par le député au Parlement européen Jean Roatta (FR), membre de l'AP-UpM, a organisé une réunion avec Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, Mario Aymerich, directeur de l'environnement et du développement régional, direction des projets, Banque européenne d'investissement, Irène Mingasson, Commission européenne, et Madeleine Majorenko, Chef de division politique européenne de voisinage, SEAE, ainsi qu'avec les ambassadeurs méditerranéens. Les discussions ont porté sur les projets défendus par l'Union pour la Méditerranée, ainsi que sur l'engagement pris par la Banque européenne d'investissement en faveur de la promotion de la coopération économique en Méditerranée. La députée au Parlement européen Cristina Gutiérrez-Cortines (ES) a insisté sur la nécessité d'améliorer la quantité et la qualité des investissements européens dans la région, la coopération euro-méditerranéenne étant nécessaire pour assurer la paix, la stabilité et la croissance économique.



Groupe de travail EUROMED, mars 2014

g-d: Fathallah Sijilmassi, Secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée, Cristina Gutiérrez-Cortines, députée au Parlement européen (Espagne), Mario Aymereich, directeur de l'environnement et du développement régional, direction des projets, Banque européenne d'investissement, et Jean Roatta, député au Parlement européen (France), membre de l'AP-UpM

Rencontre avec les ambassadeurs dans l'Union européenne des seize pays membres de l'Union pour la Méditerranée 18 novembre 2014

Manfred Weber, député au Parlement européen (DE), Président du Groupe PPE au Parlement européen, et Mariya Gabriel, députée au Parlement européen (BG), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, responsable de la politique méditerranéenne et d'EUROMED, ont organisé le déjeuner de travail semestriel du Groupe PPE avec les ambassadeurs des pays méditerranéens. Le Président a confirmé sa volonté de favoriser une révision et un renforcement de l'investissement politique de l'Union européenne dans la région. Si le multilatéralisme est une approche nécessaire dans la résolution des problèmes, l'Union européenne doit aussi agir sur une base bilatérale afin de prendre en considération les différents problèmes qui touchent les partenaires méditerranéens. Mariya Gabriel, députée au Parlement européen (BG), Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, responsable de la politique méditerranéenne et d'EUROMED, a souligné l'intérêt de transformer les pratiques en vue de formuler un partenariat rajeuni. Les partenaires méditerranéens doivent promouvoir une nouvelle politique de voisinage européenne en présentant des plans nationaux crédibles en matière de réformes et d'investissements futurs afin de favoriser un engagement renouvelé et solide de la part de l'Union européenne.

Le dialogue interculturel

Les activités du Groupe en ce qui concerne le dialogue interculturel ont avant tout porté sur la persécution des chrétiens au Moyen-Orient. Parmi les réunions qui ont été organisées, citons la Conférence annuelle à Cracovie et le 17^e dialogue interculturel annuel, organisé à Bruxelles.

Persécution des groupes religieux au Moyen-Orient

Les événements survenus au Moyen-Orient ont eu d'importantes répercussions sur les activités réalisées dans le cadre du dialogue interreligieux en 2014. Le Groupe PPE était en première ligne lorsqu'il s'est agi d'inscrire la situation critique des chrétiens à l'agenda politique. Les participants originaires d'Iraq, de Syrie et d'Égypte ont donné des détails sur les événements, qui allaient du harcèlement verbal à la pendaison, en passant par la persécution des chrétiens et de groupes religieux en raison de violences ethniques et de conflit géopolitiques. Les représentants ont demandé aux députés au Parlement européen de leur venir en aide afin de défendre la liberté de religion et les valeurs humaines fondamentales.

Les discussions ont en outre porté sur le pluralisme religieux dans le cadre de la politique extérieure de l'Union européenne et sur l'aide spéciale de l'Union européenne en faveur des réfugiés et des populations chrétiennes déplacées. Les politiciens du Groupe PPE ont souligné que la liberté religieuse était un droit universel, qui contribue à l'épanouissement de sociétés multireligieuses. La communauté internationale doit par conséquent tout mettre en œuvre pour assurer le respect des libertés.

Exposition de photographies: Portrait de l'Indonésie 11 février 2014

Le Groupe PPE a organisé, en collaboration avec l'ambassade de la République d'Indonésie à Bruxelles, une exposition de photographies au Parlement européen. L'exposition, intitulée «Portrait of Indonesia: Unity in Diversity» (Portrait de l'Indonésie: Unie dans la diversité) présentait des images du patrimoine culturel riche et diversifié de l'Indonésie, prises par deux photographes européens, sélectionnés par le Groupe PPE et par l'ambassade de la République d'Indonésie à Bruxelles. Les photographes ont visité des villes aux quatre coins de l'Indonésie (au centre de Java, dans le Sulawesi du Nord, dans les petites îles de la Sonde occidentales, dans les Nusa Tenggara oriental et à Bali) pendant deux semaines pour saisir l'essence de ce pays si riche et diversifié sur le plan religieux.



Rencontre avec des représentants de l'Église chaldéenne d'Iraq

g-d : **György Hölvényi**, député au Parlement européen (Groupe PPE, Hongrie), **Manfred Weber**, député au Parlement européen (Allemagne), Président du Groupe PPE au Parlement européen, **Louis Sako**, patriarche catholique chaldéen (Iraq) et d'autres invités iraqiens



Exposition de photographies: Portrait de l'Indonésie

g-d: différents représentants, Werner Langen, député européen (Groupe PPE, Allemagne), Thierry Monasse, photographe (France), ambassadeur Arif Havas Oegroseno (Indonésie), Jan Olbrycht, député européen (Pologne), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen

14e Conférence internationale à Cracovie 26 et 27 septembre 2014

Le Groupe PPE a participé à l'organisation de la 14e Conférence, en collaboration avec l'université pontificale Jean-Paul II à Cracovie. Chefs spirituels, universitaires et politiciens européens se sont intéressés à la question suivante: «Qu'est-ce qui nous unit et nous divise en Europe ?». Dans ses observations liminaires, SE le Cardinal Dr Stanislaw Dziwisz, archevêque de Cracovie, a indiqué que la société européenne risquait d'oublier ses racines chrétiennes, remettant en cause des valeurs essentielles. L'esprit de l'Europe tient à son héritage chrétien; le continent est cependant de plus en plus dissocié de son âme chrétienne. Il a souligné l'importance de l'intégration européenne, qui permet aux États membres de vivre en paix depuis cinquante ans. Il y a toutefois encore beaucoup à faire pour combler le fossé qui divise la société européenne.

Jan Olbrycht, député au Parlement européen (PL), Président de la délégation polonaise (Plateforme civique) du Groupe PPE au Parlement européen, a souligné que l'intégration européenne apaisait les tensions et favorisait la compréhension, la solidarité et la paix entre les citoyens. Il a souligné que les pays vivant sous un régime démocratique devaient unir leurs efforts pour coopérer de manière pacifique; des pays qui partagent des valeurs similaires ne sont pas en guerre.

La conférence était organisée dans le cadre de trois groupes de travail différents

Le premier groupe de travail, intitulé «La migration et ses conséquences pour l'Europe», était organisé par le père Ziad Hilal SI, directeur du Centre social de Homs (en Syrie, à la frontière avec le Liban). Il a donné des informations de première main sur le conflit au Moyen-Orient. S'accompagnant d'illustrations photographiques, il a souligné l'importance des ONG

chrétiennes dans la fourniture de denrées alimentaires, de médicaments et de services d'enseignement chaque jour pour des milliers de personnes, toutes confessions religieuses confondues. Il a averti que si le christianisme en Syrie et en Iraq devait disparaître prochainement, c'est toute la culture chrétienne qui disparaîtra du grand Moyen-Orient. Pour conclure, le père Ziad Hilal a fait allusion à la question sensible de la gestion des flux migratoires en Europe. Jan Olbrycht, député au Parlement européen (PL), a exprimé sa gratitude au père Ziad Hilal SI. Il a souligné les différentes difficultés rencontrées pour venir en aide aux personnes déplacées et la nécessité de développer la coopération. Promouvoir l'intégration, développer les droits humains et réprimer la persécution sont des questions qui exigent une attention immédiate.

Le deuxième groupe de travail, intitulé «L'économie sociale de marché – Une réponse à une crise ?», s'est intéressé à la coopération entre des partenaires libres dans le cadre d'un État faiblement réglementé, à la place de la propriété privée, à un système financier stable et efficace, à l'état de droit et à la protection des droits des travailleurs.

Le troisième groupe de travail, intitulé «Les jeunes – Entre avenir incertain et stabilité», s'est intéressé à l'éducation, aux activités de loisirs et au temps libre, au chômage, à l'engagement politique des jeunes et aux engagements pris par les gouvernements en faveur des jeunes. Le sentiment général était que malgré les difficultés présentes, l'énergie et l'optimisme des jeunes l'emportent sur l'incertitude économique.

À la suite des discussions, les participants ont assisté à une sainte messe, célébrée par SE le Cardinal Dr Stanislaw Dziwisz au Sanctuaire Jean-Paul II

Conférence sur la crise économique, la migration méditerranéenne et le rôle de l'Église 18 novembre 2014

La conférence, présidée par Mariya Gabriel, députée au Parlement européen, Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, responsable de la politique méditerranéenne et d'EUROMED, a souligné la volonté de l'Église de venir en aide aux pauvres, aux migrants et aux personnes déplacées; le Groupe PPE apprécie à sa juste valeur l'engagement quotidien inestimable du Vatican et de Caritas, ainsi que des organisations jésuites et autres associations caritatives des quatre coins d'Europe. Manfred Weber, député au Parlement européen (DE), Président du Groupe PPE au Parlement européen, a accueilli chaleureusement SE Mgr. Alain Paul Lebeaupin, Nonce apostolique auprès de l'Union européenne, ainsi que Jorge Nuño Mayer, Secrétaire général de Caritas Europa, Jan De Volder, représentant de la communauté de Sant'Egidio, Fr. Jean-Marie Carriere, du Service jésuite des réfugiés en Europe, et Myria Vassiliadou, la coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains. Christos Stylianides, Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, a expliqué le rôle joué par l'Union européenne pour faire face à la crise économique et les avantages de l'aide humanitaire offerte aux pays tiers touchés par de graves crises. Mariya Gabriel, Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen, responsable de la politique méditerranéenne et d'EUROMED, a présenté dans le détail les conséquences des nouveaux flux migratoires pour l'Europe et a plaidé en faveur d'une approche globale et commune face à ce phénomène.

17e dialogue interreligieux du Groupe PPE 10 et 11 décembre 2014

Les 10 et 11 décembre 2014, le Groupe PPE a organisé son 17e dialogue interreligieux annuel; la conférence était intitulée «Persécution des minorités religieuses dans les régions en conflit». En présence de représentants de la zone en crise et de pays accueillant des personnes déplacées, le Groupe PPE a axé les discussions sur l'urgence humanitaire et les attaques continues contre les minorités religieuses. Manfred Weber, député au Parlement européen (DE), Président du Groupe PPE au Parlement européen, a ouvert la conférence et a souhaité la bienvenue aux participants, en soulignant la volonté du Groupe PPE de sensibiliser les autres institutions européennes aux questions soulevées. Présidée par Jan Olbrycht, député au Parlement européen, Chef de la délégation polonaise (Plateforme civique) du Groupe PPE au Parlement européen, et par György Hölvényi, député au Parlement européen (HU), la réunion a rassemblé des représentants venus d'Égypte, du Liban, de Jordanie, d'Iraq et du Kurdistan, des pays touchés par des persécutions et qui accueillent des personnes déplacées.

Les discussions ont porté essentiellement sur la dégradation de la liberté religieuse observée à l'échelle mondiale ces deux dernières années. Il a également été observé qu'en raison de la menace que représente Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, la minorité chrétienne vivant dans cette région risquait l'extermination. L'importance de l'éducation et du développement a été présentée comme un moyen de dissiper les craintes de la population et d'éviter toute manipulation de celle-ci. L'accent a été mis sur la montée en puissance du califat (groupe «État islamique») et sa quête de pouvoir et d'influence; le groupe «État islamique» cherche à décimer toute la population chrétienne encore présente au Moyen-Orient. En réagissant à la persécution croissante des chrétiens, l'Europe a la responsabilité de soutenir les personnes en danger. Il est essentiel d'intensifier le dialogue avec les musulmans et de renforcer les capacités des ONG afin d'assurer l'avenir des chrétiens au Moyen-Orient.



17e dialogue interreligieux

g-d: Peter Sefton-Williams, rédacteur en chef du Rapport 2014 sur la liberté religieuse dans le monde, Royaume-Uni, Jan Olbrycht, député européen, Chef de la délégation polonaise (Plateforme civique) du Groupe PPE au Parlement européen, Mgr Steven Mamza, évêque de Yola, Nigeria, Manfred Weber, Président du Groupe PPE au Parlement européen, et Paolo Licandro, Secrétaire général adjoint du Groupe PPE au Parlement européen

Politique de voisinage de l'Est et élargissement de l'Union européenne

Au cours du premier semestre 2014, les membres du Groupe PPE ont organisé des réunions mensuelles des groupes de travail sur le partenariat oriental, EURONEST et l'élargissement, présidées par Gunnar Hökmark, député au Parlement européen, Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen. Stefan Füle, membre de la Commission européenne en charge de l'élargissement et de la politique européenne de voisinage, a participé régulièrement à ces réunions.

Compte tenu de la crise ukrainienne, 2014 a été une année importante en ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et la Russie. À la suite du renversement du Président Ianoukovitch, l'Ukraine a connu plusieurs mois de tensions internes. La situation a été exacerbée par l'annexion de la Crimée et par les troubles fomentés par les forces rebelles dans l'est du pays.

Mission d'information du Groupe PPE en Géorgie 26 avril 2014

Une délégation du Groupe PPE dirigée par Krzysztof Lisek, député au Parlement européen (PL), a rencontré des représentants du gouvernement géorgien ainsi que des chefs de l'opposition. Les discussions ont porté sur la question de la « justice sélective » à la suite de la défaite électorale des modernisateurs pro-occidentaux.

4e Conférence du Groupe PPE sur les Balkans occidentaux: de la stabilisation à l'adhésion 8 avril 2014

L'avenir des pays des Balkans occidentaux en ce qui concerne leur adhésion à l'Union européenne était la principale question abordée lors de la 4e conférence du Groupe PPE sur les Balkans occidentaux. La conférence a fait ressortir les

progrès et les défis en ce qui concerne la procédure d'adhésion. Il a été relevé que la possibilité d'adhérer à l'Union européenne stimulait véritablement les processus de réforme visant à renforcer la démocratisation et à améliorer la qualité de vie.

Pour ouvrir la conférence, Joseph Daul, député au Parlement européen (FR), Président du Groupe PPE au Parlement européen, Président du parti PPE, a souligné que la clé du succès dans les Balkans résidait dans la stabilité politique et économique et dans les bonnes relations avec les pays voisins. Les États candidats ou ceux qui souhaitent devenir candidats doivent prendre cela en considération. La conférence, présidée par Gunnar Hökmark, député au Parlement européen (SE), Vice-président du Groupe PPE, s'est ouverte avec Eduard Kukan, député au Parlement européen (SK), Président de la délégation pour les relations avec les Balkans, et Riccardo Migliori, ancien Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui ont examiné les aspects politiques, sociaux, économiques et opportunistes des relations avec l'Union européenne. Nebojša Stefanović, Président de l'Assemblée nationale de Serbie, Vice-président du Parti progressiste serbe, a expliqué comment la Serbie se préparait à son adhésion à l'Union européenne. Mladen Ivanić, député à la Chambre des peuples de Bosnie-Herzégovine, Président du Parti du progrès démocratique (PDP) et ancien Premier ministre de la République serbe de Bosnie, et Senad Šepić, député, Vice-président du SDA et directeur de l'Académie politique de Bosnie-Herzégovine, ont relevé les progrès politiques actuels dans la région et la volonté de la Bosnie-Herzégovine d'intégrer l'Union européenne.

M. Lulzim Basha, Président du Parti démocratique d'Albanie, maire de Tirana, a expliqué l'évolution de la politique en Albanie et les points de vue en ce qui concerne l'adhésion à l'Union européenne. Il a insisté sur la nécessité que la Commission européenne s'engage à faire pression sur le gouvernement albanais, dirigé par les socialistes, afin qu'il remplisse l'ensemble des critères imposés par l'Union de manière transparente.

Les membres du Groupe PPE et députés au Parlement européen Marietta Giannakou (GR), Doris Pack (DE), Dubravka Šuica (HR), Salvatore Tatarella



4ème Conférence du Groupe PPE sur les Balkans occidentaux: de la stabilisation à l'adhésion

Au centre, **Joseph Daul**, député européen (France), Président du Groupe PPE au Parlement européen, **Gunnar Hökmark**, député européen (Suède), Vice-président du groupe PPE, Président du groupe de travail sur l'élargissement, la politique de voisinage et EURONEST, et **Eduard Kukan**, député européen (Groupe PPE, Slovaquie), Président de la délégation pour les relations avec l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et le Kosovo au Parlement européen

(IT), Alojz Peterle (SL), Andrej Plenković (HR) et Cristian Preda (RO) ont participé aux discussions. György Schöpflin, député au Parlement européen (HU), a clôturé la réunion en demandant un engagement commun en ce qui concerne l'adhésion des Balkans afin de sécuriser l'ensemble de la région et de lui offrir une nouvelle possibilité de croissance au sein de l'Europe.

Conférence régionale du Groupe PPE sur la macro-région Adriatique-Ionienne 30 et 31 janvier 2014

Le Groupe PPE a organisé sa Conférence internationale sur la macro-région Adriatique-Ionienne afin d'offrir son appui à un projet politique en faveur de l'intégration des Balkans dans l'Union européenne. Le Groupe PPE a abordé la question pour la première fois, en appuyant l'initiative sur une base institutionnelle solide. Ce projet concerne le Danube et les macro-régions de la mer Baltique. La macro-région Adriatique-Ionienne couvre quatre États membres de l'Union européenne (Croatie, Grèce, Italie et Slovénie) et quatre pays des Balkans n'appartenant pas à l'Union européenne (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Serbie), qui sont des candidats potentiels à l'adhésion à l'Union.

Pour ouvrir la conférence, Vito Bonsignore, député au Parlement européen (IT), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen, a souhaité la bienvenue au sénateur Mario Mauro, ministre italien de la Défense, et a souligné l'importance de la stratégie macro-régionale, affirmant que «l'occasion offerte par ce projet est l'une des étapes nécessaires au développement ultérieur des relations entre l'Union européenne et les Balkans».

Le ministre Mario Mauro a fait remarquer que la macro-région serait synonyme d'amélioration de la prospérité économique et de développement social, et serait l'occasion d'assurer la compétitivité et l'attractivité des marchés financiers. Salvatore Tatarella, député au Parlement européen (IT), membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, a évoqué l'aspect relatif à la cohésion territoriale: «la stratégie macro-régionale

doit être l'occasion de favoriser une croissance durable et harmonieuse, de réduire l'écart entre différentes zones géographiques de l'Union et d'améliorer le développement de la région grâce à la coopération transfrontalière».

Malgré vingt ans de réformes démocratiques dans les Balkans occidentaux, des vestiges du communisme subsistent, a souligné Alojz Peterle, député au Parlement européen (SL), membre de la commission des affaires étrangères au Parlement européen. Riccardo Migliori, ancien Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, a indiqué que si les macro-régions peuvent être définies comme des «zones fonctionnelles» désignées sur la base de projets spécifiques, «la macro-région Adriatique-Ionienne doit être considérée comme une région essentielle sur les plans historique et politique pour l'Union européenne dans son ensemble». Étant donné que l'Union européenne est non seulement une union économique, mais qu'elle est aussi et surtout une union politique, le même point de vue doit s'appliquer à la région de la mer Adriatique.



Conférence régionale du Groupe PPE sur la macro-région Adriatique-Ionienne

g-d: Raffaele Baldassarre, député européen (Groupe PPE, Italie), Michele Emiliano, maire de Bari, Vito Bonsignore, député européen (Groupe PPE, Italie), Vice-président du Groupe PPE au Parlement européen en charge de l'Union pour la Méditerranée, EUROMED, Paolo Licandro, Secrétaire général adjoint du Groupe PPE au Parlement européen



Service Presse et Communications

7 Service Presse et Communications

Renseigner les médias et communiquer avec les parties intéressées et les citoyens sur les politiques et les activités du Groupe PPE au sein du Parlement européen

Au quotidien, le Service Presse et Communications fait en sorte que les citoyens, les médias, les parties intéressées et les meneurs de l'opinion soient bien informés des initiatives législatives prises par le Groupe PPE et des objectifs politiques qu'il poursuit au sein du Parlement européen. À cette fin, il fournit des informations sous forme écrite, orale, audiovisuelle ou adaptée aux réseaux sociaux, en associant de manière novatrice les méthodes de communication classiques et les nouveaux supports médiatiques. Une équipe d'attachés de presse répartie dans les différents États membres assiste les journalistes et fournit des informations actualisées sur les politiques, les procédures, les législations et les mesures européennes. Des informations exactes, pertinentes et actuelles sont diffusées aux journalistes basés aussi bien à Bruxelles que dans les autres États membres dans les 24 langues officielles de l'Union européenne pour une couverture médiatique maximale des activités du Groupe PPE au sein du Parlement européen.

Le Service Presse et Communications du Groupe PPE coopère étroitement avec le corps de presse de Bruxelles et fournit des informations sur les votes et les débats qui ont lieu pendant les séances plénières du Parlement, ainsi que sur les thématiques législatives ayant une importance majeure pour le Groupe. À l'heure actuelle, la presse accréditée auprès des institutions européennes à Bruxelles compte plus de 900 journalistes; parmi ceux-ci, plus de 80 sont accrédités auprès du Parlement européen et 100 en moyenne utilisent la salle de presse du Parlement lors des semaines de session plénière à Strasbourg.

En tant que Groupe le plus important et le plus influent au sein du Parlement européen, notre objectif est de veiller à ce que les citoyens soient au cœur de l'Europe. Par conséquent, nous nous efforçons constamment de cibler et de mobiliser les citoyens afin d'améliorer leur compréhension de la politique

européenne et des activités des institutions. Pour y parvenir, le Service Presse et Communications compte plusieurs équipes spécialisées, parmi lesquelles l'équipe Internet et réseaux sociaux, l'unité EPP TV et «Meet your MEP», et l'équipe Publications qui produisent et diffusent un large éventail de contenus pour contribuer à informer les citoyens sur les procédures législatives et sur la façon dont la politique européenne influence leur vie de tous les jours.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu plus détaillé de la façon dont ces efforts concertés ont participé à la présence médiatique du Groupe PPE en 2014.

Élections européennes de 2014: communication et interaction

Les élections européennes de 2014 étaient différentes. En raison du rôle et du pouvoir renforcés du Parlement européen conférés par le traité de Lisbonne, les citoyens jouaient pour la première fois un rôle déterminant dans l'élection du Président de la Commission européenne. Par conséquent, tout au long de l'année 2014, le service Presse et Communications a redoublé d'efforts pour souligner le rôle, la nature politique, les réalisations et les priorités du Groupe PPE au sein du Parlement européen. Nous nous sommes efforcés de faire en sorte que les citoyens aient conscience que le Parlement européen soit la seule institution européenne directement élue, que les députés du Groupe PPE soient les promoteurs des intérêts des citoyens et que chaque vote détermine directement le gouvernement de l'Europe.

Pour ce faire, le service Presse et Communications a exploité les modes de communication contemporains afin d'élaborer une campagne d'information cohérente axée sur le message fondamental: «**Believe in People**». La campagne a essentiellement visé à créer un lien entre les députés du Groupe PPE et les citoyens européens, en ouvrant la voie à un dialogue réciproque visant à promouvoir et à maintenir des relations plus étroites grâce à la présence sur les réseaux sociaux et à un certain nombre de publications ciblées en ligne et sur papier. Cette interaction a créé un espace au sein duquel l'importance et



Service Presse et Communications du Groupe PPE

l'influence du Parlement européen étaient directement mis en évidence, de même que le renforcement du pouvoir des citoyens qui en découle. Cette campagne a sensibilisé la population et a ainsi élargi le public du Groupe PPE, comme en témoigne la hausse du nombre de visites sur notre site internet ainsi que l'augmentation du trafic et de la participation sur les réseaux sociaux.

La réussite de notre campagne de communication est devenue manifeste avec la victoire du Groupe PPE aux élections européennes, qui a ainsi conservé sa position de force politique la plus influente au sein du Parlement européen. Nos efforts pour combler le fossé entre l'Union et ses citoyens ont été un peu plus encouragés par l'élection de Jean-Claude Juncker, le candidat du PPE, au poste de Président de la Commission européenne. Le vote démocratique des citoyens européens a ainsi été respecté.

Pour rapprocher encore l'Union de ses citoyens, le Service Presse et Communications a diffusé tous les jours des informations sur les activités et les travaux du Groupe PPE au sein du Parlement européen. Nous avons fait en sorte que notre public puisse suivre les procédures en cours dans les journaux et accéder à l'information par la télévision, la radio ou sur internet. Nos communiqués de presse reprenaient les réactions quotidiennes des médias aux questions d'actualité les plus importantes pour le Groupe PPE, et, chaque vendredi, nous proposons, dans nos «highlights», un aperçu précieux des thèmes du moment et des sujets relégués au second plan au Parlement européen. La couverture des actualités les plus récentes a été assurée à la fois sur les réseaux sociaux en temps réel, sur la chaîne EPP TV, sur le site internet du Groupe et sur nos comptes de photos Instagram et Flickr.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu du travail accompli par les différentes unités du Service Presse et Communications.

Internet et les réseaux sociaux

L'équipe Internet et réseaux sociaux en mode campagne

2014 a été l'année des élections européennes: elle a représenté une occasion unique de communiquer avec les électeurs de tous bords et d'écouter leurs récits. En tant que principal Groupe politique au Parlement européen, notre but n'était pas de mener une campagne électorale, mais une campagne d'information. Or, nous avons pensé que la meilleure manière d'expliquer l'influence que les électeurs peuvent avoir sur la politique était d'inviter les électeurs à l'expliquer eux-mêmes. Nous leur avons donc demandé de nous raconter leur histoire et avons été particulièrement satisfaits du résultat.

Remettre les individus au cœur de l'Union européenne

L'exercice «**Believe in People**» a été articulé autour de 52 articles écrits par des entrepreneurs européens, mais aussi des jeunes, des enseignants, des médecins, des pilotes, des députés européens et plus encore, qui ont décrit la manière dont ils ont bénéficié de la législation européenne et ce qu'ils souhaitaient voir améliorer. Ces articles ont été à la fois publiés et mis à disposition en ligne, les réseaux sociaux ayant contribué à leur diffusion. Nous avons ainsi intensifié notre dialogue avec nos partisans mais aussi avec les personnes d'un autre bord politique, ce qui nous a permis d'obtenir un retour intéressant.

Nos activités en ligne ont également donné lieu à un dialogue hors ligne: 30 blogueurs ont participé à une réunion spéciale avec des députés européens occupant des postes clés et avec des chefs d'État et de gouvernement affiliés au Groupe PPE qui avaient adopté la devise «**Believe in People**» au Congrès du parti du mois de mars à Dublin.

Statistiques

Sur la durée de la campagne, le nombre de visites sur le site du Groupe a augmenté de 84 %, et le nombre de pages vues de 78 %. La part de ce trafic provenant de Facebook a augmenté de 372 %, et celle provenant de Twitter de 243 %. Le nombre de nos abonnés comme de nos interactions sur ces plateformes a également grimpé en flèche. Le nombre de nos députés interagissant avec des abonnés sur Twitter a également augmenté de plus de 30 %.

En octobre 2014:

* 92 500 «Mentions j'aime» sur Facebook

* 39 500 abonnés sur Twitter

Facebook: à la conquête du monde

L'année 2014 a été marquée par le lancement de 10 pages Facebook internationales du Groupe PPE. Rattachées à la page Facebook mère, ces pages locales nous ont permis de communiquer avec nos partisans dans leur langue respective, de mettre à disposition le contenu le plus pertinent pour eux dans leur pays respectif, et de faciliter les contacts directs avec les députés au Parlement européen qu'ils ont élus dans leur pays. Chaque page étant gérée par une équipe originaire de l'État membre qu'elle représente, l'ensemble a contribué à rendre notre Groupe plus accessible au public.

Retransmission en direct d'événements clés

Le 25 mai 2014, soit le dernier jour des élections européennes, le Groupe s'est appuyé sur son personnel basé dans 27 États membres pour recueillir et diffuser en temps réel des informations sur les résultats des élections. À l'aide de notre compte Twitter, nous avons transmis les premières informations aux personnes qui y avaient moins aisément accès.

Par ailleurs, les réactions et les éléments connexes sous divers formats (vidéos, photos) ont été rassemblés avec plusieurs tweets prépondérants dans un blog en direct sur Storify, également publié sur notre site internet.

Auditions

À la suite des élections, les auditions des nouveaux commissaires désignés devant le Parlement européen ont également été couvertes en direct sur Twitter et publiées, avec les principales réactions et analyses, sur un blog Storify mis à disposition sur notre site internet. Les photos étaient disponibles sur Flickr au plus tard vingt minutes après le début de chaque audition.

Les statistiques confirment que le Groupe PPE a été, à ces deux occasions, le plus actif sur les médias sociaux parmi tous les Groupes politiques.

Contenu

En 2014, nous avons investi davantage de temps et de ressources afin de diffuser des actualités et des informations dans un format plus abordable, en mettant davantage l'accent sur la communication visuelle et audiovisuelle.

Cette démarche comprenait la production d'infographies et de vidéos de courte durée, ainsi que la mise à disposition de photos de haute qualité sur notre site internet, Flickr et Instagram.

Nous avons également mis à jour notre site internet après les élections, en recueillant et publiant des informations sur tous nos nouveaux députés européens et en répondant aux questions.

Plateformes

Outre nos modes de communication principaux, nous avons lancé notre

compte Flickr en 2014 en vue de diffuser certains des grands visuels que nous stockons en interne. Nous avons également commencé à utiliser Storify (Storify est un service de réseau social permettant à ses utilisateurs de créer des histoires ou des timelines à partir d'informations issues de réseaux sociaux tels que Twitter, Facebook ou Instagram), non seulement dans le cadre de la retransmission en direct d'événements clés, mais aussi pour mettre à disposition les séances de questions-réponses avec des députés européens sur Twitter, par exemple — telles que la séance #MyErasmus #AskEPP, qui a suscité beaucoup d'intérêt et au cours de laquelle la rapporteure pour le programme Erasmus, Doris Pack, a répondu à 60 questions sur le sujet.

Modes de communication principaux en 2014:

Site internet, Twitter, Facebook, Instagram, YouTube

Autres:

Flickr, Storify, Pinterest, Vine, Google+, LinkedIn

EPP TV

Le Service Presse et Communications du Groupe PPE a été le premier à créer, en juin 2007, sa propre plateforme de télévision en ligne (web TV) du Parlement européen. Le Groupe a mis en place une équipe responsable de la télévision en ligne, qui dispose de son propre studio ainsi que d'une cadreuse et d'un technicien à temps plein. La web TV du PPE diffuse les dernières nouvelles en provenance du Parlement européen et relate les succès, les événements et les activités du Groupe. Presque toutes nos vidéos sont initialement produites en anglais, puis traduites et doublées ou sous-titrées en allemand, en français, en italien et en espagnol. Notre web TV permet aux citoyens européens de mieux se rendre compte du travail accompli par leurs députés européens au moyen de retransmissions en direct, de reportages courts, de documentaires, d'interviews et de réactions à chaud qui sont mis en ligne sur le site internet du Groupe PPE et sur notre chaîne YouTube, qui a plus de 700 abonnés.

Elle produit également des reportages sur les actualités et les thèmes en débat au Parlement, et met rapidement en ligne les vidéos sur le «Newsmarket», une plateforme de diffusion de vidéos en ligne accessible aux professionnels des médias. À ce jour, nous avons publié plus de 266 reportages, et plus de 1 500 ressources ont été téléchargées par 360 médias dans 60 pays différents.

Pendant la soirée électorale du 25 mai 2014, EPP TV a diffusé les sondages à la sortie des urnes, les estimations sous forme graphique, les résultats, les commentaires et les déclarations en direct du Parlement européen pendant six heures et en cinq langues, une initiative qui a rencontré un franc succès.

Pour voir une sélection de nos vidéos les plus actuelles de 2014, cliquez sur le lien suivant:

<http://www.eppgroup.eu/fr/videos>

Matériel d'information et de promotion

Faire face au nombre sans cesse croissant de personnes qui viennent à Bruxelles et à Strasbourg pour rencontrer nos députés implique de s'assurer que tous les visiteurs reçoivent des prospectus, des brochures et d'autres documents pour les informer et les aider à comprendre les activités du Groupe PPE au quotidien. La qualité et l'origine du matériel que nous diffusons ont la plus haute importance à nos yeux: c'est pourquoi le Groupe PPE s'engage à ce que ses documents promotionnels soient produits en Europe en ayant recours à des matières recyclables. À l'heure actuelle, plus de 85 % des documents diffusés par le Groupe proviennent d'Europe. Une certification détaillée du fait que tout le matériel respecte les directives en matière de travail et d'environnement est exigée des fournisseurs.

Programme «Meet your MEP»

En 2010, le Service Presse et Communications du Groupe PPE a lancé le programme «Meet your MEP» (rencontre avec votre eurodéputé), la nouvelle version de l'ancien programme spécial pour les visiteurs.

Son objectif est de présenter le travail et les activités quotidiennes des députés du Groupe PPE en invitant des journalistes régionaux, des jeunes et, depuis 2013 en vue des élections européennes, des membres du personnel des partis apparentés au Groupe PPE ainsi que des personnes handicapées, à Bruxelles et à Strasbourg.

En outre, il constitue une excellente manière de donner aux visiteurs des informations approfondies sur les politiques du Groupe PPE ainsi que sur les événements et manifestations qui ont lieu au Parlement européen.

Depuis sa création, près de 14 000 visiteurs ont rencontré plus de 75 % des députés affiliés au Groupe PPE.

Le succès aux dernières élections européennes, qui a conforté la position du PPE en tant que plus grande force politique du Parlement européen, est aussi fondé sur la stratégie de communication du Groupe, dont le programme «Meet your MEP» est une composante essentielle.

Journées Portes ouvertes du Parlement européen

Le Parlement européen a ouvert ses portes au public le dimanche 17 mai à Strasbourg et le samedi 4 mai à Bruxelles. Les journées Portes ouvertes célèbrent la Journée de l'Europe (9 mai), symbole de la paix et de l'unité en Europe et date anniversaire de la «Déclaration Schuman» historique, qui est la première étape officielle de la fondation de l'Union européenne telle qu'on la connaît aujourd'hui. Le grand nombre de personnes qui ont afflué dans les bâtiments du Parlement — 14 000 et 18 000 visiteurs respectivement dans chaque ville — témoigne de la popularité constante de l'événement.

Le Groupe PPE investit beaucoup de temps et d'énergie dans les journées Portes ouvertes, car elles représentent une occasion unique de rencontrer les citoyens et de nouer personnellement le dialogue avec eux; pour le public, c'est l'occasion de découvrir plus en détail notre rôle et nos activités au sein du Parlement européen. Cette année, nous avons mis l'accent sur l'importance des élections européennes, compte tenu du fait que l'orientation future de l'Europe est plus que jamais entre les mains de ses citoyens. Dans le but de présenter ses réalisations au cours de la législature 2009-2014 et de détailler ses priorités pour 2014-2019, le Groupe PPE a proposé à ces visiteurs des expositions, ainsi que des stands d'information et des stands interactifs. En outre, un certain nombre de débats informels ont eu lieu avec plusieurs députés au Parlement européen.

Publications du Groupe PPE

L'équipe Publications coordonne, produit et gère un vaste programme de publications pour rapprocher les politiques et les activités du Groupe PPE des citoyens européens et de milieux professionnels ciblés.

À l'appui de notre campagne «**Believe in People**» en vue des élections européennes du mois de mai, nous avons produit deux brochures, mises à disposition dans 23 langues, mettant en lumière nos réalisations au cours de la 7^e législature (2009-2014) et énumérant nos priorités pour la 8^e législature (2014-2019).

Les publications 2014 comprenaient également un manuel pour les députés, destiné à fournir un guide de référence clair et cohérent à nos députés européens pour la réalisation de leurs travaux, un vade-mecum des députés du Groupe PPE au Parlement européen, reprenant les coordonnées de l'ensemble de nos 219 députés à Bruxelles et à Strasbourg, leurs profils sur les réseaux sociaux, leur nationalité et leur parti national d'affiliation, un dépliant révisé avec carte de l'Europe, détaillant la structure, les priorités et l'orientation

politique du Groupe PPE, et un rapport annuel d'activités, fournissant un résumé des activités et mettant en évidence les objectifs politiques du Groupe PPE au Parlement européen. L'équipe Publications a par ailleurs produit plusieurs documents portant sur les réunions extérieures du Groupe en dehors de Bruxelles et de Strasbourg. En outre, des publications fournissant un aperçu approfondi des positions du Groupe PPE sur une palette de questions générales concernant l'Europe ont été mises à disposition tout au long de l'année 2014. Un point d'accès unique pour l'accessibilité, le téléchargement et le partage des publications actuelles et antérieures est disponible sur notre site internet: <http://www.eppgroup.eu/publications>

Afin de faciliter encore l'accès aux publications du Groupe PPE, une sélection de publications électroniques (eBook) du Groupe PPE est disponible au téléchargement sur la page des publications du site internet du Groupe: <http://www.eppgroup.eu/publications> ou directement, et de manière plus interactive, par notre catalogue de publications électroniques disponible sur la plateforme d'édition numérique Issuu: <http://issuu.com/eppgroup>

Les publications du Groupe PPE sont répertoriées, indexées et archivées afin de contribuer à la réalisation de nos activités et d'en conserver la trace, ce qui permet ainsi de rendre nos publications accessibles aux chercheurs, aux universitaires, aux étudiants, aux visiteurs et aux médias.



Le Parti Populaire Européen (PPE)

8

Le Parti Populaire Européen (PPE)

Qui sommes-nous?

Le Parti Populaire Européen (PPE) est la famille politique du centre-droit, qui puise ses racines dans les profondeurs de l'histoire et de la civilisation du continent européen et qui est à l'origine du projet européen depuis son lancement. Dans le sillage des pères fondateurs de l'Europe – **Robert Schuman, Alcide De Gasperi et Konrad Adenauer** –, le PPE défend l'idée d'une Europe forte, fondée sur un modèle fédéral qui repose sur le principe de subsidiarité.

Fondé en 1976, le PPE est un parti de valeurs, basé sur la vision chrétienne de l'humanité et sur la conception chrétienne-démocrate de la société. Le PPE se bat pour une Europe démocratique, transparente, efficace et proche de ses citoyens. En promouvant l'économie sociale de marché, le PPE aspire à bâtir une Europe prospère. Le PPE est actuellement le plus grand parti politique d'Europe: il compte 78 partis membres issus de 39 pays, 16 chefs d'État ou de gouvernement (dont 11 dans l'UE et 5 hors de l'UE), 14 Commissaires européens et le Groupe le plus fourni du Parlement européen, avec 219 députés.

Le PPE est régi par le «règlement relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen» de 2003. Fin 2007, ledit règlement a été révisé afin de permettre à tous les partis politiques au niveau européen de faire campagne pour les élections au Parlement européen. Au cours des élections européennes de 2014, le PPE a mené sa première campagne à l'échelle européenne, en coopération étroite avec ses partis membres au niveau national. Cette campagne a été conduite avec succès par Jean-Claude Juncker, le candidat du PPE au poste de Président de la Commission européenne. À la suite de la victoire du PPE aux élections du mois de mai, la nouvelle Commission Juncker a été approuvée par le Parlement européen au mois d'octobre et a officiellement pris ses fonctions le 1er novembre.

Structure

Le Parti Populaire Européen collabore horizontalement avec l'ensemble des principales institutions européennes: le Conseil européen, le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne et le Parlement européen. Outre son Groupe au Parlement, le PPE dispose aussi de Groupes au sein du Comité des régions, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de l'OTAN. En interne, le PPE compte trois niveaux décisionnels: la Présidence, l'Assemblée politique et le Congrès.

Présidence

Le PPE est dirigé par un organe exécutif, la Présidence. Elle fixe les orientations politiques générales du parti et préside l'Assemblée politique. La Présidence se compose:

- i. du Président du PPE;
- ii. du Président de la Commission européenne, du Président du Conseil européen, du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, du Président du Parlement européen (si ces personnes sont membres du PPE);
- iii. du Président du Groupe PPE au Parlement européen;
- iv. du (ou des) Président(s) d'honneur;
- v. de dix Vice-présidents;
- vi. du Trésorier et
- vii. du Secrétaire général.

Au 1er novembre 2014, la Présidence du Groupe PPE se composait comme suit

Président

Joseph Daul
France (UMP)

Secrétaire général

Antonio López-Istúriz White
Espagne (PP)

Vice-président de droit

Jean-Claude Juncker
Luxembourg (CSV)

Vice-présidents de droit

Donald Tusk
Pologne (PO)

Manfred Weber
Allemagne (CSU)

Vice-président

Michel Barnier
France (UMP)

Vice-président

Peter Hintze
Allemagne (CDU)

Vice-président

Antonio Tajani
Italie (FI)

Vice-présidente

Johannes Hahn
Autriche (ÖVP)

Vice-président

Corien Wortmann-Kool
Pays-Bas (CDA)

Vice-président

Mário David
Portugal (PSD)

Vice-président

Jacek Saryusz-Wolski
Pologne (PO)

Vice-président

Tobias Billström
Suède (Moderaterna)

Vice-présidente

Anca Boagiu
Roumanie (PDL)

Trésorier

Ingo Friedrich
Allemagne (CSU)

Président honoraire

Leo Tindemans
Belgique (CD&V)

Président honoraire

Sauli Niinistö
Finlande (Kokoomus)

Assemblée politique

L'Assemblée politique définit les positions politiques du parti entre chaque Congrès, se prononce sur les demandes d'adhésion et fixe les orientations politiques finales. L'Assemblée politique arrête également le budget et assure la présence politique du PPE entre les réunions du Congrès. Elle se compose de délégués désignés parmi les membres du PPE, les partis membres associés, ainsi que les associations et les Groupes affiliés. Elle se réunit trois à cinq fois par an et définit les tâches des groupes de travail qui élaborent les documents d'orientation et les recommandations du parti.

Congrès

Le Congrès est l'organe décisionnel suprême du parti. Il se compose de délégués désignés parmi les membres du PPE, les partis membres associés, ainsi que les associations et les Groupes affiliés. Le Congrès du PPE se réunit au moins une fois tous les trois ans. Il élit la Présidence du PPE, se prononce sur les principaux documents d'orientation et les programmes électoraux, et fournit une tribune aux chefs de gouvernements et aux dirigeants de partis membres du PPE.

Le PPE a organisé au total 21 réunions de Congrès:

- > 2014: **XXIIe Congrès** à Dublin
- > 2012: **XXIe Congrès** à Bucarest
- > 2011: **XXe Congrès** à Marseille
- > 2009: **XIXe Congrès** à Bonn
- > 2009: **XVIIIe Congrès** à Varsovie
- > 2006: **XVIIe Congrès** à Rome
- > 2004: **XVIe Congrès** à Bruxelles
- > 2002: **XVe Congrès** à Estoril
- > 2001: **XIVe Congrès** à Berlin
- > 1999: **XIIIe Congrès** à Bruxelles
- > 1997: **XIIe Congrès** à Toulouse
- > 1995: **XIe Congrès** à Madrid
- > 1993: **Xe Congrès** à Bruxelles
- > 1992: **IXe Congrès** à Athènes
- > 1990: **VIIIe Congrès** à Dublin
- > 1988: **VIIe Congrès** à Luxembourg
- > 1986: **VIe Congrès** à La Haye
- > 1984: **Ve Congrès** à Rome
- > 1982: **IVe Congrès** à Paris
- > 1980: **IIIe Congrès** à Cologne
- > 1979: **Ile Congrès** à Bruxelles
- > 1978: **Ier Congrès** à Bruxelles

Chefs d'État ou de gouvernement d'États membres de l'Union, membres du PPE
(au 1er novembre 2014)

Président	Premier ministre	Premier ministre	Premier ministre
Traian Băsescu Roumanie (PPE)	Alexander Stubb Finlande (Kokoomus)	Viktor Orbán Hongrie (FIDESZ)	Antonis Samaras Grèce (Nea Demokratia)
Président	Premier ministre (Taoiseach)	Premier ministre	Première ministre
Nicos Anastasiades Chypre (DISY)	Enda Kenny Irlande (Fine Gael)	Pedro Passos Coelho Portugal (PSD)	Ewa Kopacz Pologne (PO)
Première ministre	Chancelière	Premier ministre	
Laimdota Straujuma Lettonie (Vienotība)	Angela Merkel Allemagne (CDU)	Mariano Rajoy Espagne (PP)	

Chefs d'État ou de gouvernement d'États non-membres de l'Union, membres du PPE

Premier ministre	Premier ministre	Président	Première ministre
Nikola Gruevski Ancienne République yougoslave de Macédoine (VMRO-DPMNE)	Iurie Leancă Moldavie (PLDM)	Serzh Sargsyan Arménie (HHK)	Erna Solberg Norvège (Høyre)

Membres de la Présidence bosniaque

Bakir Izetbegović Bosnie-Herzégovine (SDA)	Dragan Čović Bosnie-Herzégovine (HDZ BiH)	Mladen Ivanić Bosnie-Herzégovine (PDP)
--	---	--

Membres PPE de la Commission européenne

Président	Marianne Thyssen Emploi, affaires sociales, compétences et mobilité des travailleurs Belgique (CD&V)	Carlos Moedas Recherche, science et innovation Portugal (PSD)
Jean-Claude Juncker Président de la Commission européenne Luxembourg (CSV)	Johannes Hahn Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement Autriche (ÖVP)	Phil Hogan Agriculture et développement rural Irlande (FG)
Vice-présidents	Kristalina Georgieva Budget et ressources humaines Bulgarie (GERB)	Christos Stylianides Aide humanitaire et gestion des crises Chypre (DISY)
Jyrki Katainen Emploi, croissance, investissement et compétitivité Finlande (Kokoomus)	Dimitris Avramopoulos Migration, affaires intérieures et citoyenneté Grèce (ND)	
Valdis Dombrovskis Euro et dialogue social Lettonie (Unity)	Elżbieta Bieńkowska Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME Pologne (PO)	
Commissaires	Miguel Arias Cañete Action pour le climat et énergie Espagne (PP)	
Günther Oettinger Économie et société numériques Allemagne (CDU)	Tibor Navracsics Éducation, culture, jeunesse et sport Hongrie (Fidesz)	

Activités

Sommets

Les chefs d'État ou de gouvernement du PPE, les dirigeants de parti membres de gouvernements de coalition et/ou d'opposition, la Présidence du PPE et les Présidents du Conseil européen et de la Commission européenne se rencontrent lors des sommets du PPE avant les sommets du Conseil européen. Ces sessions au rôle essentiel donnent aux dirigeants du PPE un cadre informel et confidentiel où chercher un consensus au sein de la famille PPE, afin d'établir des positions communes pour le Conseil européen.

Réunions ministérielles

En 2007, le PPE a lancé un nouveau processus politique avec la première réunion des ministres des Affaires étrangères du PPE, afin d'aborder les priorités en matière de politique étrangère inscrites à l'ordre du jour des ministres de l'Union. À la suite de cette première réunion couronnée de succès, le PPE a lancé, en 2008, des réunions informelles entre les ministres de l'économie et des finances membres du PPE et a encore étendu le concept en 2010. Les réunions organisées actuellement portent sur: les affaires étrangères, les affaires économiques et financières, l'emploi et les affaires sociales, la compétitivité, la défense, l'agriculture, l'environnement, l'énergie, la justice, les affaires intérieures et les affaires générales.

Groupes de travail

Les groupes de travail forment la colonne vertébrale des travaux politiques du PPE. En leur sein, des représentants de grande notoriété issus des partis membres du PPE élaborent des positions et des stratégies communes relatives aux principaux domaines d'action et soumettent des recommandations spécifiques à l'Assemblée politique, en vue d'une approbation finale.

Groupe de travail 1: Affaires européennes

Le groupe de travail «Affaires européennes» est chargé de préparer les documents d'orientation les plus essentiels du PPE ainsi que les documents des Congrès du PPE traitant des questions européennes.

Groupe de travail 2: Politique économique et sociale

Ce groupe de travail est axé sur la réponse à la crise économique et financière actuelle, sur les questions démographiques et sur la recherche et le développement.

Groupe de travail 3: Adhésion au PPE

Ce groupe de travail promeut et facilite l'adhésion au PPE de nouveaux membres, de membres associés et d'observateurs. Lorsqu'un parti d'un État membre de l'Union est accepté au sein du PPE, ses représentants élus rejoignent automatiquement le Groupe PPE au Parlement européen et tous les autres groupes et organisations du PPE.

Groupe de travail ad hoc 4: Changement climatique et énergie

Ce groupe de travail a été rétabli en 2013 afin de mettre à jour le précédent document thématique du PPE sur le changement climatique, adopté en 2008.

Réunion des directeurs de campagne

Cette commission coordonne les campagnes avec les partis membres. L'échange des expériences des campagnes électorales passées, la préparation à long terme des thèmes européens et les campagnes pour les élections au Parlement européen donnent une valeur ajoutée aux partis membres et au PPE.

Associations

Jeunes du Parti Populaire Européen (YEPP)

Le YEPP, dirigé par son Président Konstantinos Kyranakis, est l'organisation officielle des jeunes du PPE. Les membres du YEPP sont les organisations de jeunes des partis politiques nationaux. L'objet du YEPP et de ses 57 organisations membres est de procurer aux jeunes un moyen d'influencer l'évolution de leurs sociétés en suivant des méthodes démocratiques et correspondant aux idées du centre-droit, des partis démocrates-chrétiens et conservateurs. Le YEPP rassemble entre 1 et 2 millions de jeunes de 38 pays d'Europe, ce qui en fait la plus grande organisation de jeunesse des partis politiques d'Europe.

Étudiants démocrates européens (EDS)

L'EDS est l'organisation estudiantine officielle du PPE. Fondée en 1961, l'EDS rassemble des étudiants et de jeunes responsables politiques de toute l'Europe afin de favoriser un échange politique pro-européen. Dirigée par sa Présidente Eva Majewski, l'EDS compte 42 organisations membres originaires de 35 pays et représente plus de 1 600 000 étudiants et jeunes.

Union européenne des Seniors (UES)

Fondée à Madrid en 1995 et dirigée par sa Présidente An Hermans, l'UES est la plus grande union politique de seniors d'Europe. L'UES est représentée dans 27 États, rassemble 41 organisations et environ 1 269 000 membres. Elle se consacre à la défense des droits des citoyens seniors en Europe et de leur participation à la société.

Union européenne des travailleurs Démocrates-chrétiens (UETDC)

L'UETDC est l'organisation des travailleurs du PPE, qui regroupe 24 organisations membres issues de 18 pays différents. Dirigée par Elmar Brok, au Parlement européen, l'UETDC milite pour l'unification politique d'une Europe démocratique, promeut le développement du PPE à partir de la doctrine sociale chrétienne, représente et défend les intérêts des travailleurs au niveau politique en Europe et œuvre à l'application des principes et des politiques inspirés par la doctrine sociale chrétienne dans le cadre des mouvements de travailleurs en Europe.

Petits et moyens entrepreneurs d'Europe (SME Europe)

SME Europe, dirigée par Nadezhda Neynsky, est l'organisation du PPE qui fédère les petits et moyens entrepreneurs, afin de façonner les politiques européennes pour qu'elles soient favorables aux PME. En tant qu'organisation proactive au sein des réseaux politiques des démocrates-chrétiens et des conservateurs, SME Europe apporte un nouvel esprit d'entreprise au débat politique.

Les femmes du Parti Populaire Européen (Femmes PPE)

Femmes PPE, dirigée par Doris Pack, est reconnue par le Parti Populaire Européen comme l'association officielle des femmes issues de tous les partis politiques d'esprit analogue en Europe. Femmes PPE compte plus de 40 organisations membres dans les États membres de l'Union européenne et en dehors de l'Union.

Groupes de réflexion, fondations

Centre d'études européennes Wilfried Martens

Fondé en 2007 sous le nom de Centre d'études européennes et renommé en 2014 en honneur du feu Président du PPE, le Centre d'études européennes Wilfried Martens (Centre Martens) est le groupe de réflexion officiel du PPE. Le Centre Martens, dirigé par son Président Mikuláš Dzurinda, sert de cadre commun européen pour les fondations et Groupes de réflexion nationaux reconnus par les partis membres du PPE. Il est régi par le règlement révisé de 2007 relatif «au statut et au financement des partis politiques au niveau européen».

Les activités essentielles du Centre Martens sont ses projets de recherche et d'étude, complétés et étayés par des conférences, séminaires, ateliers et publications, dont beaucoup sont réalisés en collaboration avec ses organisations membres. L'objectif du Centre est de contribuer à la fois à informer les citoyens européens sur les progrès de l'intégration européenne et d'aider les décideurs tels que les chefs d'État ou de gouvernement membres du PPE et les dirigeants de partis du PPE à formuler de nouvelles idées pour des politiques pertinentes.

Institut Robert Schuman

L'«Union de l'Institut Robert Schuman pour le développement de la démocratie en Europe centrale et orientale» (IRS) opère sous les auspices du PPE avec un champ d'activités étendu depuis 1995. L'IRS organise des cours internationaux pour les jeunes dirigeants en devenir, les membres des partis et les fonctionnaires des partis apparentés qui coopèrent avec le PPE dans les démocraties émergentes de la région, ce qui inclut des formations à la fois théoriques et pratiques. Depuis l'élargissement de l'UE de 2004, l'institut s'est principalement concentré sur les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est.

Secrétariat général du PPE

Antonio López-Istúriz White

Secrétaire général, député européen

Christian Kremer

Secrétaire général adjoint

Luc Vandeputte

Secrétaire général adjoint

Brenda Furniere

Chef de Cabinet du Président

Sara Pini

Chef adjoint de Cabinet du Président

Giuseppina Curreli

Chef de Cabinet du Secrétaire général

Javier Jiménez

Conseiller de presse et communications

Galina Fomenchenko

Conseillère politique

Juan Magaz

Conseiller politique

Eva Palacková

Conseillère politique

Beatriz de Anta de Benito

Conseillère politique

Karine Milheiro

Conseillère de presse et communication

John Lageson

Gestionnaire des publications

Claudia Cajvan

Assistante du secrétaire général adjoint Christian Kremer

Daphné Lamal

Assistante du secrétaire général adjoint Luc Vandeputte

Pavlina Heymans-Špačková

Assistante pour les réunions ministérielles et du gestionnaire des archives

Julia Zalutskaja

Secrétaire aux relations extérieures

Yelba Torres

Groupes de travail, réunions ministérielles

Charlotte Frizberg

Assistante Gestion des événements

Guy Volckaert

Gestionnaire de l'informatique et de l'internet

Gonçalo Raposo Carriço

Administrateur du système

Matteo Albania

Gestionnaire du service et de la communication interne

Patrick Caminade

Cabinet du Président

Rok Tus

Stagiaire

Siège du PPE :

Rue du Commerce, 10
1000 Bruxelles - Belgique

Standard téléphonique: +32-2-2854140
Télécopieur: +32-2-2854141
Courriel: info@epp.eu
Site Internet: www.epp.eu
Twitter: @EPP



Groupe PPE

au Parlement européen

Publié par : Groupe PPE au Parlement européen
Service Presse et Communications
Équipe Publications

Éditeur : Pedro López de Pablo

Responsable : Greet Gysen

Coordinateur : Mark Dunne (Révision : Pascaline Raffegau)

Adresse : Parlement européen
Rue Wiertz, 60
B - 1047 Bruxelles

Internet : www.eppgroup.eu

Adresse électronique : eppgroup@ep.europa.eu

Copyright : Groupe PPE au Parlement Européen
© Parlement européen